Rapport d'analyse terririale Toulouse Métropole

Cohésion sociale & violences radicales

Co-funded by the European Union

Synthèse réalisée par Romain BERTRAND pour Toulouse Métropole dans le cadre du projet Rad2Citizen

Ce projet a été cofinancé par le Fonds de sécurité intérieure de l'Union Européenne – Police dans le cadre de la convention de subvention n°871092

Le contenu de cette publication ne représente que le point de vue de l'auteur et n'engage que la responsabilité de ce dernier. La Commission européenne n'accepte aucune responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'il contient.

Table des matières

Travailler sur les violences radicales : une approche par la cohésion sociale....5
Une série de définitions pour analyser la radicalisation....5
Approche territoriale....6
Le phénomène de radicalisation et ses explications....7
À propos de la cohésion sociale à Toulouse Métropole....11
Méthodologie de production et analyse des données....22
Qu'est-ce que l'induction ?....23
Pourquoi l'induction pour analyser la violence radicale ?....24
Définir les violences radicales depuis l'expérience du quartier....26
Préoccupations et phénomènes réels....28
Analyse et prévention....31
Choix des territoires....32
Analyse locale....38
Reynerie : Violence et stigmatisation....38
Andromède : zone urbaine émergente, préoccupations émergentes....49
Vivier Maçon : Stigmatisation et vie locale....53
Arnaud Bernard : Comment construire une démocratie inclusive ?....58
Une comparaison Métropolitaine....63
Analyse métropolitaines....74
Rappel des indicateurs et de leur pertinence au niveau métropolitain....74
Facteurs socio-économiques....75
Capital social, accès aux services....76
Perspectives et identification....76

Sécurité et criminalité 77
Facteurs politiques 77
Mobilité et analyse fonctionnelle 78
Une cohésion sociale métropolitaine ? Démocratie et diversité 79
Conclusion / Recommandations 81
Références 84

Travailler sur les violences radicales : une approche par la cohésion sociale

Une série de définitions pour analyser la radicalisation

Depuis plus d'un demi-siècle, la construction européenne semble aller de pair avec une pacification des relations nationales et internationales. Dans un tel contexte, le recours à la violence comme mode d'expression a été relégué aux marges politiques et sociales. Au cours des années 2000, une inflexion est à signaler. En effet, depuis les attentats du 11 septembre 2001, les formes de violence sont renforcées et amplifiées par leur résonance médiatique (Wieviorka et Wolton, 1987 ; Garcin-Marrou, 2001 ; Truc, 2016). Ces événements majeurs interpellent la plupart des nations à l'échelle mondiale. Dans le même temps, une profonde crise sociale et politique semble affaiblir la confiance des citoyens sur la capacité de leurs administrations à les protéger des menaces sociales ou physiques (Foucault, 2019). Ces évolutions se produisent alors qu'une évolution globale s'opère sur la manière de communiquer, de s'informer et de vivre ensemble. Elle présente une série de brèches de différentes natures : sociales, générationnelles, ethniques, politiques, etc.

L'environnement décrit précédemment est caractérisé par l'incertitude et l'instabilité. Il constitue un contexte propice à la dérive violente et à la rupture de la cohésion sociale, notamment chez les jeunes. Ce sont ces deux horizons que Rad2Citizen vise à prévenir. En même temps, il est important de rappeler que l'incertitude et l'instabilité peuvent aussi présenter des opportunités pour transformer collectivement la société (Boltanski, 2009).

Un tel contexte nécessite un effort de définition qui permet une analyse opérationnelle des dynamiques de violence et de radicalisation sur un territoire déterminé.

La **violence et la radicalité** vont conjointement concevoir l'objet de notre analyse comme un horizon à prévenir. L'engagement principal du projet est de prévenir l'extrémisme violent, mais sa définition est plus difficile qu'il n'y paraît à première vue (Khosrokhavar, 2018 ; Hopkins et Kahani-Hopkins, 2009). À ce stade, nous proposons d'inverser l'expression afin de considérer la violence non seulement comme un qualificatif de l'extrémisme, difficile à circonscrire, mais comme le point de départ de la réflexion (Naepls, 2006). L'accent sera alors mis sur la violence ou, plus précisément, sur les actes violents, c'est-à-dire les actes définis par **un usage intentionnel et intense de la force, sans le consentement de ceux vers qui l'acte est dirigé**. Afin de réduire le champ couvert, et compte tenu de l'aspect prévention du projet, il convient de limiter notre champ d'action à ces actes violents qui présentent un aspect culturel ou politique. Le terme culturel ne doit pas être compris ici comme une attribution à une culture ou une sous-culture

préexistante identifiée, mais comme des manières apprises de sentir, de penser et d'agir propres à un ou plusieurs groupes de personnes en relation. Ainsi, le terme « culturel » fait référence aux dynamiques sociales et socioculturelles qui composent l'environnement. « Politique » fera référence aux récits partagés et promus (idéologiques, religieux, mythiques…) concernant les manières de vivre ensemble.

Nous qualifions de « radicales » ces formes de violence dans la mesure où elles apparaissent comme systématiques et portent atteinte à la sécurité publique et à la cohésion sociale.

Radicalisation et extrémisme constitueront un second couple. En relation avec la littérature existante, ils nous permettront d'affiner notre regard sur des phénomènes spécifiques. D'une part, ils impliquent une focalisation sur les aspects processuels et les trajectoires. D'autre part, ils insistent sur les formes de violence anti-démocratiques et les objectifs de ceux qui les utilisent. Dans Rad2Citizen, nous entendons par **extrémisme** d'une part les processus de radicalisation politique violente, d'autre part les formes générales et systématiques de violence qui nuisent à la sécurité publique et à la cohésion sociale.

La recherche distingue deux approches qui expliquent la montée de l'extrémisme : elle considère les explications contextuelles locales et les explications idéologiques (voir Coolsaet 2019 dans Kaya 2020, p. 23). Puisque ce rapport reflète les circonstances locales dans divers territoires de Toulouse Métropole, nous considérons principalement la première explication, que nous pouvons également décrire comme une marginalisation et des griefs socio-économiques et politiques (Kaya, p. 23).

Approche territoriale

En tant qu'analyse portée par Toulouse Métropole, ce rapport ne peut pas se concentrer sur des situations individuelles de radicalisation. Certaines de ces situations seront utilisées ultérieurement pour mieux comprendre le phénomène que nous essayons d'appréhender, néanmoins, ce rapport est plutôt orienté vers une compréhension territoriale.

Le **territoire et l'environnement** forment le couple conceptuel majeur pour circonscrire l'objet. Ils définissent l'échelle d'observation et le type de données produites. Ils définissent également la portée des actions et des recommandations.

Le **territoire** n'est pas seulement une référence à une zone géographique. C'est une **base conceptuelle pour comprendre les dimensions spatiales de l'expérience sociale** (Pesqueux, 2014). C'est une notion éminemment politique qui appelle à approfondir les discussions sur l'identité, la structuration spatiale, les dynamiques sociales et socioculturelles de chaque territoire, etc. Qui y vit et s'y rencontre ? Qui a une influence sur le territoire et ses habitants ? Comment fonctionnent la cohésion sociale et la solidarité à l'échelle locale ? Ces questions sont nécessaires dans une approche territoriale.

L'**environnement** est à la fois une notion plus large et plus précise. Plus large, elle permet d'intégrer des **éléments non matériels** *a priori* difficiles à appréhender à partir d'une approche territoriale : réseaux sociaux en ligne, solidarités ou structures organisées transnationales, etc. Plus précise, car elle se concentre sur **ce qui rend la vie possible dans la ville en tant que lieu d'habitation** (Ingold, 2000).

En fonction de ces définitions, quel est notre objectif territorial réel ? Rad2Citizen analysera un territoire à deux échelles : en tant que projet métropolitain, il fournira un aperçu général au niveau métropolitain, en se concentrant sur les flux de population et de problématiques à cette échelle ; cependant, une analyse plus précise sera menée sur une série de zones locales. L'analyse métropolitaine sera présentée dans les rapports d'analyse (D3.3.) en commençant par celui-ci. Les zones locales seront analysées dans des rapports d'analyse locaux (D3.6.). Les zones locales ont été sélectionnées en fonction de différents critères afin de constituer un réseau diversifié mais cohérent. Le détail de ces critères est donné en D3.6.-1., il regroupe des zones très urbanisées qui concentrent l'essentiel des problématiques et des efforts publics, des zones urbaines centrales caractérisées par des flux de populations plutôt que par des usages résidentiels, des zones périurbaines voire rurales, etc. Cette diversité devrait nous aider à travailler sur les différents types de violence radicale tels que définis ci-dessus et permettre une vision métropolitaine réelle.

Les explications des processus de radicalisation au niveau spatial ont de nombreux points communs avec (un manque) de cohésion sociale. Par conséquent, nous soutenons que les facteurs qui favorisent la cohésion sociale ont en même temps un effet positif sur la **prévention précoce** de l'extrémisme. Il n'existe pas de relation de cause à effet direct entre le manque de cohésion sociale et les tendances à la radicalisation parmi les habitants d'un quartier. Néanmoins, la littérature s'accorde à dire que nous pouvons supposer une corrélation (Miliopoulos 2018, p. 208).

Le concept de **cohésion sociale** est relativement vague. Les facteurs pertinents qui ont une influence sur la cohésion sociale sont (voir Güntner 2009, p. 380, traduction de l'allemand par FHS) : Les attitudes sociales et politiques, les croyances et les valeurs, les droits et les devoirs, le capital social et les réseaux sociaux à l'intérieur (« bonding ») et entre les milieux et les groupes sociaux (« bridging »). Les "tendances sociodémographiques à la désintégration sociale et à la consolidation de la pauvreté matérielle dans les villes" menacent la cohésion sociale (Güntner 2009, p. 391, traduction FHS).

Le phénomène de radicalisation et ses explications

La radicalisation, en particulier chez les jeunes, se développe souvent au sein de groupes sociaux. La radicalisation d'un groupe de personnes nécessite également une action collective (Kaya, p. 6). Les motifs de l'action collective au sein des groupes peuvent être (selon Charles Tilly, dans Kaya 2020, p. 6) :

- Mobilisation défensive (ascendante)

- Offensif (du haut vers le bas)
- mobilisation préparatoire (descendante, pour les menaces ou opportunités futures)

Nous considérons que la mobilisation défensive est le principal moteur des processus de radicalisation dans le contexte de la cohésion sociale. La mobilisation défensive est une réaction à une menace extérieure, qui peut être la stigmatisation ou le manque de perspectives. Ainsi, les jeunes peuvent réagir à l'exclusion et au manque de participation en se tournant vers des groupes radicalisés.

Une autre théorie de l'extrémisme distingue trois types d'explication (voir Kaya 2020, p. 7)

- racial-physique (« criminaliser des communautés entières sur la base de prétendues différences raciales », Kaya 2020, p. 7)
- psycho-pathologique (psychologie individuelle)
- socio-économique

En termes de prévention précoce, l'explication psycho-pathologique peut être fructueuse. Les mots-clés sont : processus de formation de l'identité, groupes comme stabilisateurs d'identité, encouragement du sentiment d'appartenance. Les explications socio-économiques sont également importantes, à savoir : l'exclusion (économique), la perception de griefs (collectifs), le manque d'opportunités politiques.

Tous ces concepts et explications ont en commun d'être liés aux dimensions de la cohésion sociale telles que décrites ci-dessus. Comme nous l'avons déjà mentionné, la cohésion sociale est un concept relativement vague. C'est pourquoi nous le complétons par des approches théoriques plus développées :

- Bien-être subjectif, démocratie et participation
- Cinq piliers de l'identité : questions d'identité (collective) et de griefs collectifs
- Capital social et questions spatiales

Bien-être subjectif, démocratie et participation

La question de savoir comment mesurer le succès des sociétés est débattue depuis longtemps. Les valeurs et les objectifs jouent un rôle décisif à cet égard. Sous le slogan "Au-delà du PIB", on tente depuis plusieurs décennies de dépasser une vision purement économique des sociétés. Depuis les années 1960, les sociologues ont développé divers instruments de mesure qui tentent de répondre à cette revendication. On peut citer l'indice de développement humain, la recherche sur le bonheur, le concept de qualité de vie et d'autres approches similaires (Veenhoven 2000). Les différentes approches partent de points focaux différents. Certaines se concentrent sur le bien-être individuel des citoyens, d'autres sur les normes environnementales, les questions d'équité, la sécurité ou encore les indicateurs économiques. Cependant, elles sont toutes basées sur l'idée que

la cohésion sociale est une valeur importante. Et tous sont attachés par principe à la démocratie libérale et la considèrent comme une composante importante de la cohésion sociale et de la qualité de vie. Le lien entre les principes démocratiques et la stabilité et la cohésion des sociétés a fait et continue de faire l'objet de recherches intensives (Frey und Stutzer 2000 ; Przeworski 2003 ; Weitz-Shapiro und Martins 2008). Ces concepts se confondent ou se complètent en partie. Ils ont des accents différents, mais des points de départ similaires.

Dans la sphère politique, malgré le développement dynamique des sciences sociales, le PIB a longtemps été considéré comme l'indicateur décisif de la prospérité, et l'est encore dans une certaine mesure aujourd'hui. Néanmoins, depuis quelque temps et notamment à travers les mouvements écologistes, les politiciens et les partis se sont également découvert un intérêt plus marqué pour des instruments plus larges. En 2008, par exemple, le président français de l'époque, Nicolas Sarkozy, a chargé un comité de scientifiques de haut rang de développer un instrument de mesure de la réussite sociale. La Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (CMEPSP), appelée Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, a examiné comment mesurer la richesse et le progrès social au-delà du PIB. Les résultats ont ensuite inspiré l'OCDE à développer son indice du « Better Life ». Il répertorie 11 dimensions du bien-être : Le logement, le revenu, l'emploi, la communauté (réseaux sociaux), l'éducation, l'environnement, l'engagement civique, la santé, la satisfaction de la vie, la sécurité, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (site web de l'indice du mieux vivre de l'OCDE).

Ces sujets ou des sujets similaires sont également analysés dans d'autres instruments. Certains d'entre eux mettent davantage l'accent sur la possibilité de participation et les indicateurs démocratiques. D'autres s'intéressent plus particulièrement à une qualité de la démocratie au sens large, dans laquelle sont inclus de nombreux aspects de la liberté individuelle, de l'égalité, etc. Le Baromètre de la démocratie doit être mentionné ici, parmi beaucoup d'autres, comme un instrument très bien fondé (Bühlmann et al. 2012). Dans l'indice Better Life de l'OCDE, la participation à la démocratie est résumée sous le mot-clé d'engagement civil. Cette catégorie se limite toutefois à deux indicateurs seulement : le taux de participation aux élections et la participation de la société civile au processus législatif. Mais les liens entre la qualité de vie et la participation politique/démocratique et la stabilité des sociétés sont plus variés. Pour notre question de la cohésion sociale, diverses dimensions de la qualité de vie jouent un rôle, notamment celles qui favorisent l'inclusion dans la société. Les droits politiques et la participation politique sont particulièrement importants. Comme l'a fait valoir Jane Jenson dans un article pour l'UNESCO en 2010 : La cohésion sociale signifie l'inclusion sociale (Jenson 2010).

Étant donné que la plupart des instruments mentionnés se rapportent au niveau des États-nations, le défi consiste à trouver des indicateurs significatifs pour le niveau local ou régional. Les indicateurs que nous avons sélectionnés reflètent cette situation. D'une part, ils sont dérivés des instruments susmentionnés, avec une attention particulière à l'aspect de l'inclusion sociale. D'autre part, ils sont choisis de manière à pouvoir être collectés et analysés au niveau local.

Les cinq piliers de l'identité

Selon le psychologue Hilarion Petzold (1990), l'identité repose sur cinq piliers : (a) la corporalité, (b) les réseaux sociaux, (c) le travail et les réalisations, (c) la sécurité matérielle et (d) les valeurs personnelles. Derrière chaque pilier se cache un besoin humain fondamental : la santé (physique et mentale), l'appartenance, l'efficacité personnelle, les perspectives d'avenir et l'orientation. Les différents piliers sont tous interdépendants et une crise (perçue) dans l'un d'eux peut entraîner des difficultés dans d'autres piliers. Par exemple, le fait d'être sans emploi (c'est-à-dire le pilier « réalisations et travail ») peut influencer la sécurité matérielle, la santé et les autres piliers, et vice versa. De même, une crise (perçue) dans un pilier peut conduire à une surcompensation dans un autre, qui n'est pas directement lié à celui où la situation difficile se produit : par exemple, se sentir exclu des réseaux sociaux peut être compensé en se concentrant sur certaines valeurs ou sur le sport, etc.

D'une part, ce concept aide les praticiens qui travaillent avec des individus dans des situations difficiles à déterminer où l'individu est confronté à des obstacles et manque de ressources et, d'autre part, il peut ensuite être utilisé comme base pour travailler ou trouver des ressources accessibles nécessaires pour surmonter certaines épreuves de la vie.

Dans le contexte de l'extrémisme, ce modèle est utilisé par le "Centre d'information sur l'extrémisme" autrichien pour travailler avec les membres des familles et les individus qui se sont impliqués dans des groupes et/ou des actes extrémistes. Les groupes extrémistes comprennent très bien qu'il faut fournir des « ressources » sur les cinq piliers de l'identité : force/pouvoir, appartenance, reconnaissance, auto-efficacité, sécurité, réponses claires et orientation. Il devient donc très difficile de remettre en question les idéologies extrémistes en se concentrant uniquement sur leurs récits sans tenir compte des aspects psychosociaux et des besoins humains fondamentaux des individus qui sont attirés par ces idéologies.

Dans notre approche scientifique, nous aimerions donc adopter cette approche et, par le biais d'une analyse quantitative et qualitative, essayer de déterminer quels facteurs peuvent conduire à la radicalisation et comment la société peut fournir des ressources contre ce processus avant même que la violence ne se manifeste.

Capital social et questions spatiales

Il existe deux types de capital social : le capital social en tant que réseau personnel de personnes (Bourdieu 1993) et le capital social collectif en tant que capital institutionnalisé au sein d'une communauté, par exemple les écoles, les églises, l'administration publique, un centre de jeunesse ou un club sportif ou culturel (Putnam 1995).

Comme la cohésion sociale dépend de ces institutions, ce sont ces dernières qui seront considérées ici. Le principal avantage de ce type de capital social est la confiance sociale, c'est-à-dire la confiance des habitants d'une communauté dans la société.

On peut en outre distinguer les groupes horizontaux des organisations hiérarchiques. Par exemple, les clubs ou les organisations culturelles favorisent la cohésion sociale et la démocratie, alors que le crime organisé ne le fait pas (Haug 1997, p. 32).

Dans le WP3, nous avons l'intention de reconstruire le capital social au sein des territoires concernés par la collecte d'organisations, de clubs ou d'institutions. Ils doivent être décrits de manière aussi détaillée que possible, sous la question principale : (Comment) soutiennent-ils la confiance sociale ?

Le capital social dans le quartier fait référence aux lieux où les gens se rencontrent. Ce sont des lieux de discussions, voire de luttes. Ces luttes sont importantes, lorsqu'il s'agit de cohésion sociale.

Nous pouvons distinguer deux modes d'intégration qui sont liés à la cohésion sociale :

1 Mode d'intégration par le conflit " (Sutterlüty 2010, p. 216, transl FHS)

2 Mode d'intégration de l'indifférence urbaine " (Sutterlüty 2010, p.226, trad. FHS)

Cette dernière semble être exempte de conflits, mais elle ne permet pas d'éviter l'augmentation des conflits cachés. Ainsi, au final, il menace la cohésion sociale. Dans le premier mode, en revanche, les conflits sont visibles. Ils font partie de la vie politique au niveau local. À première vue, ces conflits semblent être un problème social, mais ils permettent d'éviter des confrontations plus profondes et ont donc un effet positif sur la cohésion sociale. Lorsqu'il s'agit de la prévention précoce de l'extrémisme, les institutions qui permettent et modèrent les conflits sont importantes.

Outre ces institutions visibles, des institutions cachées jouent un rôle, notamment pour les jeunes. Il s'agit d'institutions auxquelles on ne pense pas à première vue, mais qui sont importantes pour les habitants d'un quartier. Les questions qui expliquent leur importance peuvent être :

Quelle signification ont ces lieux pour les habitants ? Se rencontrent-ils dans un parc public ou dans un centre commercial ? S'intéressent-ils aux clubs ? Lesquels ? Qui s'y retrouve exactement (seulement un groupe homogène ou plusieurs groupes se retrouvent-ils dans le club de football ?) Peuvent-ils participer à l'élaboration de ces lieux et institutions publics ?

La perception subjective est ici la plus importante : Nous pouvons différencier l'infrastructure physique dans les espaces des espaces sociaux qui sont constitués par les structures des réseaux sociaux et les significations subjectives que les gens leur donnent.

Il n'est pas facile de sonder des perceptions aussi subjectives. La méthode la plus fructueuse pourrait être la réflexion avec les jeunes, par exemple dans le cadre de discussions de groupe.

À propos de la cohésion sociale à Toulouse Métropole

Avec la présente étude, nous nous proposons de décrire la cohésion sociale dans quatre territoires de Toulouse Métropole : La Reynerie, Vivier Maçon, Arnaud Bernard et Andromède. **Notre**

hypothèse de base est qu'un degré élevé de cohésion sociale prévient les processus de radicalisation violente des habitants. En en apprenant davantage sur la cohésion sociale, il devrait être possible de la favoriser et, dans le même temps, de trouver des mesures et des politiques adaptées qui contribuent à mieux prévenir la radicalisation violente dans ces territoires.

Dans les sections suivantes, nous décrivons les approches théoriques et méthodologiques. La section 1 est consacrée à la relation entre la cohésion sociale et l'extrémisme. Dans la section 2, nous définissons la cohésion sociale, y compris certaines divergences entre les différentes compréhensions du concept. La section 3 présente les catégories que nous utilisons pour décrire l'état de la cohésion sociale dans les quatre territoires. Enfin, dans la section 4, nous développerons la méthode d'évaluation du degré et des caractéristiques spécifiques de la cohésion sociale dans les territoires concernés.

Pourquoi la cohésion sociale ? Cohésion sociale et extrémisme

Dans la littérature récente sur l'extrémisme « domestique », les principales raisons des trajectoires de radicalisation sont censées se situer principalement soit dans l'offre idéologique, soit dans l'environnement social des jeunes (cf. Kaya 2020 : 23).

Les idéologies extrémistes sont sans aucun doute largement présentes, même dans la vie quotidienne des jeunes, principalement diffusées par les médias sociaux, parfois par des recruteurs extrémistes. Les circonstances sociales, quant à elles, ont trait aux conditions de vie des personnes. Dans ce domaine, la **reconnaissance et la participation** sont particulièrement importantes pour le développement des jeunes et les stratégies d'adaptation qu'ils choisissent, s'ils connaissent des déficits (Böhnisch 2017). Une personne qui ressent un manque de reconnaissance et/ou un sentiment d'impuissance a tendance à chercher des groupes qui l'aident à sortir d'une situation insatisfaisante, avec dans le pire des cas le résultat de se méfier ou même d'abandonner la société démocratique. La cohésion sociale, quant à elle, contribue à maintenir les gens au sein de la société.

Mais – selon la compréhension que l'on a de ce terme – la cohésion sociale peut également favoriser les processus de radicalisation. Si la cohésion sociale est comprise comme le **sentiment d'appartenance à un** groupe plus ou moins homogène, alors elle peut être le motif d'un rapprochement avec un groupe extrémiste. C'est notamment le cas de ceux que l'on appelle les « suiveurs », qui – contrairement aux leaders de tels groupes – recherchent l'appartenance et la reconnaissance. « De tels groupes sont caractérisés par un niveau élevé de cohésion sociale ou de solidarité » (Wintrobe 2006 : 178).

Un autre aspect de la relation entre la cohésion sociale et l'extrémisme est l'idée que l'augmentation de l'extrémisme dans une société réduit son degré de cohésion sociale (Ghosh et al. 2013). Ici, la cohésion sociale fait référence à la cohésion de l'ensemble de la société et pas seulement d'une partie plus petite – une communauté, un district urbain, etc. - en son sein. Nous sommes d'accord avec cette interprétation du terme, la cohésion sociale est un **phénomène qui**

concerne l'ensemble de la société, mais nous préférons interpréter la relation entre l'extrémisme et la cohésion sociale dans l'autre sens : un degré plus faible de cohésion sociale accroît le danger de l'extrémisme à venir. Avec les mots d'Ayhan Kaya : « La rhétorique discriminatoire, raciste, nationaliste, nativiste et islamophobe à l'égard des « autres » constitue une menace évidente pour la démocratie et la cohésion sociale en Europe et au-delà. » (Kaya 2020 : 20) La discrimination, le racisme, le nationalisme, l'islamophobie, etc. en tant que formes spécifiques, mais aussi l'exclusion sociale en général ou la perception d'être exclu, menacent la cohésion sociale et favorisent en même temps les processus de radicalisation.

La **mobilisation défensive** est un motif général concernant l'émergence des mouvements sociaux. La mobilisation défensive signifie : « Une menace extérieure incite les membres d'un groupe à mettre en commun leurs ressources pour combattre l'ennemi » (Kaya 2020 : 6). Dans notre cas, la mobilisation défensive vers des processus de radicalisation collective est liée à des expériences de discrimination (cf. Frounwelker et al. 2019) ou de privation relative (cf. Miliopoulos 2018 : 217-221) qui peuvent toutes deux être perçues comme une menace par les personnes concernées. Par conséquent, la mobilisation défensive peut devenir un moteur important des processus de radicalisation. Dans le même temps, ce terme constitue un lien entre les processus de radicalisation et la cohésion sociale. En d'autres termes : La cohésion sociale est une condition importante et un objectif important lorsqu'il s'agit de réduire la mobilisation défensive vers des mouvements non démocratiques.

Qu'est-ce que la cohésion sociale ?

La cohésion sociale est considérée comme souhaitable, notamment pour atteindre la prospérité économique (p. ex. « performance économique », Jenson 2010 : 1). Dans le contexte actuel, cependant, l'objectif réside dans son effet préventif contre la radicalisation. **Une société socialement cohésive est en quelque sorte plus résistante** à la montée de l'extrémisme, qu'il vienne de l'extérieur sous forme de recrutement ou de propagande, ou qu'il se développe de l'intérieur, à partir de sentiments d'impuissance et d'exclusion sociale.

La définition de la cohésion sociale diffère dans la littérature et le concept reste souvent relativement vague, car il ne s'agit pas d'un phénomène unique et solide, mais de différents facteurs qui, ensemble, constituent la construction théorique. Selon le Conseil de l'Europe, la cohésion sociale est la « capacité d'une société à **assurer le bien-être de tous ses membres, en minimisant les disparités et en évitant la marginalisation »** (Conseil de l'Europe 2010, p. 2). En tant qu'indicateurs, elle contient des attitudes sociales et politiques, des croyances et des valeurs, des droits et des devoirs, un capital social et des réseaux sociaux au sein des milieux et des groupes sociaux (bonding) et entre eux (bridging) (Güntner 2009, p. 380). Comme mentionné précédemment, les "tendances sociodémographiques à la désintégration sociale et à la consolidation de la pauvreté matérielle dans les villes" menacent la cohésion sociale (Güntner 2009, p. 391, notre traduction).

Les facteurs et les indicateurs de la cohésion sociale examinés dans la littérature sont similaires selon les différentes approches, mais ils diffèrent également de manière significative dans certains cas.

Une différence essentielle réside dans les considérations qui évaluent la cohésion au sein d'une communauté comme étant uniquement positive. Comme nous l'avons vu plus haut, cela peut se justifier par sa qualité de lien, mais si la communauté concernée dans son ensemble a des attitudes qui mettent en danger la démocratie, alors la cohésion peut être élevée au sein du groupe, mais elle met toujours en danger la paix sociale de la société dans son ensemble. Par conséquent, les indicateurs qui décrivent l'identité du groupe ne sont guère pertinents pour nous. Ce sont plutôt les valeurs qui favorisent la démocratie, telles que la confiance dans les institutions démocratiques, auxquelles nous attachons une grande importance en ce qui concerne la cohésion sociale.

Le facteur « diversité ethnique » est souvent évalué comme une menace pour la cohésion. Cela suppose que la cohésion d'une société est mise en danger lorsque des personnes ayant des valeurs différentes se rassemblent. Nous considérons que cette idée est dépassée par rapport aux sociétés démocratiques, pluralistes et fortement différenciées, ou l'on pourrait même dire : « Des travaux plus récents considèrent le traitement constructif des valeurs divergentes comme une condition préalable à la cohésion » (Schiefer et al. 2012 : pp. 18-19, notre traduction). Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de frictions entre les groupes ethniques, culturels et sociaux. Mais ce qui est essentiel pour la cohésion sociale, c'est (1.) la tolérance entre les groupes et (2.) la forme de l'unité, la forme de l'échange et, dans certaines circonstances, de la dispute (constructive, politique). **Tout cela favorise en fin de compte la tolérance et la compréhension de l'autre**. Un modèle sociologique connexe distingue un « mode d'intégration médiatisé par le conflit" et un "mode d'intégration de l'indifférence urbaine » (Sutterlüty 2010 : 213-235, notre traduction). En bref, cela signifie que les communautés qui disposent d'espaces d'échange (politique) ouvert et qui ont l'occasion de lutter les unes contre les autres, offrent de meilleures chances de cohésion sociale que les communautés dans lesquelles les gens vivent côte à côte, sans se connaître, et dans lesquelles la cohabitation n'est harmonieuse qu'en apparence.

Outre ces détails, la littérature s'accorde principalement sur deux facteurs principaux : l'inclusion sociale et le capital social.

Jenson (2010) présente l'inclusion sociale comme l'une des dimensions originales du concept qui a été appliqué dans les premières versions comme l'OCDE (1997, voir Jenson 2010 : 4). En d'autres termes : la cohésion sociale était considérée comme une mesure visant à prévenir l'exclusion sociale (Jenson 2010 : 5). Cette dimension inclut certains facteurs comme la pauvreté, les questions de distribution ou les droits sociaux.

Le capital social est un autre élément crucial de la cohésion sociale : « Dans un précédent aperçu de la littérature, nous avons observé une tendance croissante à définir la cohésion sociale comme du capital social ou à utiliser les deux comme synonymes » (Jenson 2010 : 9). Le capital social a été

très bien compris selon Robert Putnam, qui s'est concentré sur les institutions, les organisations ou les associations qui soutiennent les habitants d'un quartier et les relient les uns aux autres, ou à des personnes importantes en dehors de leur quartier (voir la discussion ci-dessous dans la section 4).

Schiefer et al. résument les résultats d'une analyse documentaire sur la cohésion sociale dans un graphique. Nous présentons ici cet aperçu traduit en anglais et de manière simplifiée. Il semble surprenant que l'inclusion sociale n'apparaisse pas ici. La raison pourrait en être que la cohésion sociale et l'inclusion sociale sont considérées comme des synonymes. Sur le côté droit du graphique, il y a un aperçu des principales catégories que nous appliquons dans notre enquête. Elles seront décrites dans la section suivante.

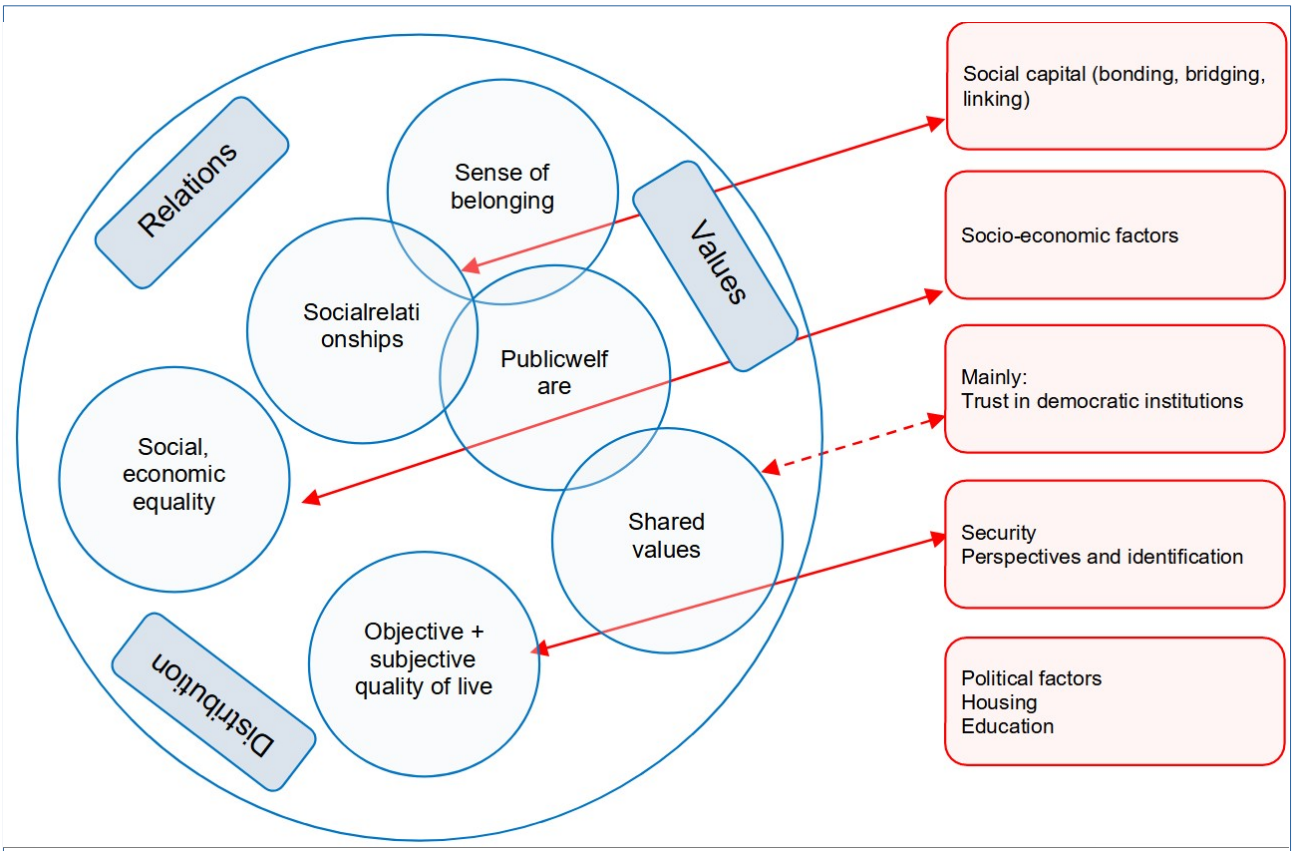


Figure 1: Dimensions de la cohésion sociale telles que discutées dans la littérature, selon Schiefer et al. 2012 (bleu) et principales catégories, appliquées dans la présente étude (rouge).

Toutes les catégories de Schiefer et al. ne sont pas pertinentes pour nous. Ainsi, comme mentionné ci-dessus, les valeurs partagées ou le sentiment d'appartenance ne sont que partiellement appropriés pour notre compréhension de la cohésion sociale. Au lieu de cela, nous avons ajouté certains facteurs qui semblent être importants, comme les facteurs politiques (principalement : l'abstention), qui sont liés aux « valeurs partagées », ou le logement (c'est-à-dire les logements sociaux, les locations) et l'éducation qui sont liés aux questions de distribution (facteurs socio-économiques).

Indicateurs de notre concept

Il convient de noter que ce que nous appelons "indicateurs" dans le projet Rad2Citizen n'a pas pour but d'indiquer directement si un territoire, ou une personne est « radicalisé » ou même dans un processus de « radicalisation ». Notre objectif n'est pas réellement de qualifier un territoire ou de le catégoriser. Il s'agit plutôt de donner un aperçu, par le biais d'une **description objective (de faits et d'expériences subjectives),** de questions spécifiques qui, selon nous, constituent la cohésion sociale telle que définie ci-dessus. En somme, ces indicateurs doivent être compris comme des « indices » pour une meilleure compréhension des dynamiques sociales territoriales qui peuvent favoriser ou prévenir l'émergence de violences radicales.

Pour la description de la cohésion sociale dans les quatre territoires, nous avons choisi six catégories principales, chacune d'entre elles étant opérationnalisée par divers indicateurs.

Les indicateurs consistent en des données statistiques, principalement fournies par l'Institut National de la Statistique de France (INSEE) et la Ville de Toulouse. Comme il n'est pas possible de décrire chaque catégorie/indicateur par des données statistiques, nous avons décidé de collecter des données qualitatives supplémentaires. Au cours du projet, nous avons mené **plusieurs entretiens et groupes de paroles** et **observé la vie quotidienne** dans les territoires grâce à un travail de terrain intense. Nous avons recueilli diverses perspectives de différentes parties prenantes qui sont toutes pertinentes, mais qui peuvent différer. Par exemple, une personne interrogée peut percevoir la situation dans son quartier comme sûre, tandis qu'une autre peut décrire des expériences d'insécurité dans le même territoire. C'est pourquoi nous prenons en compte tous les points de vue que nous avons recueillis, toujours en tenant compte de leur caractère relatif. Afin de parvenir à des descriptions et des estimations indépendantes, nous avons évalué les déclarations et les perspectives dans le cadre d'une évaluation intersubjective.[1]

Dans une première version, les indicateurs ont été définis de manière relativement étroite dans le but de comparer directement les territoires – indicateur par indicateur. Cela ne pose pas de problème en ce qui concerne les données statistiques. Mais lors de la collecte des données qualitatives, nous avons réalisé qu'il n'est souvent pas possible de trouver des indicateurs communs au sens strict. C'est pourquoi, dans certains cas, les descriptions restent **aussi ouvertes que nécessaire (mais aussi claires que possible)**. Pour le « capital social », par exemple, nous distinguons le capital social d'accointances, le capital social d'attachement et le capital social de liaison. **Le capital d'attachement est lié aux réseaux personnels** entre personnes « similaires », tandis que **le capital d'accointances est lié aux connexions entre personnes « différentes »**. Le **capital social de liaison concerne les institutions** telles que les associations qui favorisent les liens avec des personnes pertinentes et d'autres institutions (cf. Claridge 2018). Cette distinction est utile d'un point de vue analytique, mais cette décision soulève plusieurs questions (voir la

1 Outre les réunions d'équipe régulières, nous avons organisé une "réunion de travail de recherche" de 6th à 8th juin 2022 à la FHS, où les chercheurs participants (Romain Bertrand, Heiko Berner, Markus Pausch, Nedžad Moćević) ont discuté et évalué l'ensemble des données.

discussion dans la section 4) et les différents types peuvent avoir des spécifications totalement différentes. Ainsi, le terme « passerelle/lien » peut être lié aux associations qui rassemblent les habitants d'un territoire (si la population est assez hétérogène), mais il peut aussi signifier qu'il permet aux habitants d'entrer en contact avec des personnes vivant dans des territoires étrangers.

Tous les facteurs que nous avons choisis apparaissent de manière similaire dans la littérature courante (voir l'aperçu de la littérature dans Schiefer 2012, section 2). La catégorie « facteurs socio-économiques », par exemple, est liée à l'inclusion sociale. Quoi qu'il en soit, certains de ces facteurs sont relativement peu courants. Pour les raisons expliquées dans la section 2, nous avons décidé de ne pas mettre en avant les « valeurs partagées » en général, mais seulement les **valeurs qui favorisent la tolérance entre les habitants** d'un territoire ou la confiance générale dans les institutions démocratiques. Ensuite, les facteurs politiques nous semblent importants. Cette catégorie consiste en une première ligne de chiffres, décrivant les comportements des électeurs. À l'origine, nous avions prévu d'intégrer des données sur les activités politiques informelles comme les manifestations, mais à l'échelle de petits territoires urbains, cela n'a pas de sens d'évaluer le degré de cohésion sociale de cette manière, car la participation à des activités politiques informelles dans d'autres endroits de la ville peut également être accessible aux habitants d'un quartier extérieur. Enfin, la catégorie principale « logement » semble être quelque peu inhabituelle en tant qu'indicateur de cohésion sociale. Les mises en œuvre montrent qu'elle est principalement liée aux questions de contribution – dans la mesure où elle correspond à l'inclusion sociale – et aux transports publics, qui sont très importants pour le capital social de liaison d'un territoire.

Le tableau suivant montre les catégories avec les indicateurs correspondants :

Tableau 1: Aperçu des principales catégories et indicateurs

Catégorie	Indicateur
Facteurs socio-économiques	• Revenu moyen • Risque de pauvreté • Parents célibataires • Chômage • Indice de GINI • Niveau d'éducation
Logement	• Logement social • Prix, locations • Propriété • Transports publics
Facteurs politiques	• Abstention (municipale et présidentielle) • Votes (municipaux et présidentiels) • (Offres qui favorisent) la participation
Capital social et confiance	• Capital social d'accointances, de liaison, de lien • Associations et • La confiance dans les institutions
Sécurité	• Violence • Sentiment de sécurité ou d'insécurité • Incidents et faits favorisant ou menaçant la sécurité • Relation police-habitants
Perspectives et identification	• Sentiment d'appartenance • Expériences d'exclusion et/ou de discrimination

Le défi de l'évaluation de la cohésion sociale

L'évaluation des facteurs et indicateurs que nous avons utilisés pour décrire la cohésion sociale dans les territoires toulousains repose sur différentes approches.

La plupart des études sur la cohésion sociale tirent des conclusions de l'évolution d'indicateurs individuels : L'amélioration de la valeur d'un indicateur signifie que le territoire concerné est devenu plus cohésif. Cette méthode d'évaluation est courante et elle est utilisée dans notre étude en relation avec les indicateurs individuels.

Il est rare, cependant, que des repères absolus nécessitent une justification scientifique ou normative. À partir de quel niveau de **chômage**, par exemple, peut-on considérer qu'un groupe risque de perdre sa cohésion ? Quel taux d'**abstention** indique une forte et une faible cohésion sociale ? Dans la mesure du possible, nous avons inclus de tels seuils absolus dans l'évaluation des

indicateurs individuels de cohésion sociale. Ceux-ci sont alors basés sur des preuves scientifiques ou sur des paramètres politiques, tels qu'ils apparaissent dans les stratégies de l'UE.

Un coup d'œil aux objectifs de développement durable de l'ONU montre à quel point il est difficile de justifier de tels seuils absolus. Sous la dimension « **pauvreté »** (https://unstats.un.org/sdgs/report/2021/goal-01/), on trouve le pourcentage de la population qui a un emploi et qui, en même temps, gagne moins de 1,90 € par jour. Parmi les « pays les moins avancés », ce taux est d'environ 30 %. En revanche, la moyenne mondiale n'est que de 6,6 %. On peut toutefois penser que la population active de Toulouse Métropole gagne généralement plus. La valeur comparative est ici inappropriée. C'est plutôt la moyenne de Toulouse ou de la France qui conviendrait comme référence. Cet exemple montre que même pour fixer des limites absolues (à partir de quelle valeur un indicateur est considéré comme favorisant ou mettant en danger la cohésion), il faut tenir compte du contexte historique (temporel et spatial).

Un indicateur bien connu est le **risque de pauvreté**, qui se fonde sur la médiane de la population totale (les personnes disposant de moins de 60 % du revenu médian sont considérées comme exposées au risque de pauvreté). Mais une question se pose également : à partir de combien de personnes par centaine la cohésion sociale de la communauté est-elle menacée ? Dans un contexte historique, le rapport de l'UE « Investir dans l'avenir de l'Europe. Cinquième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale » (CE 2011), indique :

> La part de la population ayant un niveau de revenu qui la met en danger de pauvreté (moins de 60 % du revenu disponible médian national) diffère également de façon marquée entre les pays, allant d'un sur quatre (en Roumanie) à un sur dix (en République tchèque). Mais la fourchette est bien plus large au niveau régional : d'environ un sur 17 dans deux régions tchèques et à Trente en Italie à plus d'un sur trois dans trois régions du sud de l'Italie, deux régions espagnoles et une région roumaine.
>
> (CE 2011, S. XVI)

Les chiffres relatifs aux personnes menacées de pauvreté vont donc d'un peu moins de 6 % dans les régions européennes les plus riches à 33 % dans les plus pauvres. **Cette fourchette peut être utilisée comme valeur comparative pour l'indicateur de risque de pauvreté. 33 % serait ainsi considéré comme un risque élevé de cohésion, tandis que 6 % peut être interprété comme favorisant la cohésion.**

Un autre problème lors de l'évaluation du degré de cohésion sociale concerne la méthode d'évaluation. Dans notre première approche, nous avions l'intention de noter l'état de la cohésion sociale par des chiffres, en appliquant une échelle de 1 à 5 pour chaque catégorie. En analysant la collecte de données, nous nous sommes rendu compte qu'une évaluation par les chiffres n'a souvent pas de sens. Deux exemples peuvent illustrer les difficultés liées à l'évaluation des facteurs par des chiffres :

Premièrement, il est prouvé que la pauvreté à elle seule ne favorise pas la radicalisation. Il s'agit plutôt d'un écart considérable dans la répartition des revenus ou de la richesse économique (Vijaya et al. 2018). Pour cette raison, l'indice de GINI, qui montre précisément les écarts de revenus, pourrait être un facteur précieux capable de contribuer à la description du capital social et en même temps à l'explication des attitudes extrémistes à venir dans une communauté. En ce qui concerne les quatre territoires, il est devenu clair que ce raisonnement est trompeur : À Vivier Maçon et à La Reynerie – tous deux (parties d'un) QPV – l'indice de GINI est assez bas, ce qui signifie que les revenus sont bien répartis. Cependant, la situation du revenu moyen est très faible. Dans ces cas, il n'est pas logique de conclure que la cohésion sociale est élevée et que la menace d'une radicalisation croissante est faible, simplement en raison du faible indice de GINI. L'utilisation de l'indice de GINI ne serait utile pour nos préoccupations que si les territoires étaient comparés à d'autres ou à l'ensemble de Toulouse.

Un deuxième exemple concerne les différentes formes de capital social. Nous pouvons définir le capital social en distinguant le capital social d'attachement et le capital social d'accointances (cf. Granovetter 1985). Le capital d'attachement est constitué de réseaux entre des personnes « similaires » - similaires en termes d'identité égale ou en termes de proximité locale. Le capital d'accointances, quant à lui, est lié à la connexion avec des personnes appartenant à des groupes sociaux différents ou vivant dans d'autres quartiers. Les associations, en particulier, peuvent favoriser les liens avec ces « autres ». De telles organisations peuvent également être considérées comme un troisième type de capital social, appelé capital de liaison (Woolcock 2001). Mais dans ce cas également, les choses ne sont pas aussi simples qu'elles semblent l'être à première vue.

Lorsqu'il s'agit de savoir si les capitaux d'accointances ou de liaison sont « bons » pour une société et pour la cohésion sociale, nous pouvons supposer que « l'équilibre entre les capitaux sociaux d'accointances et de liaison est important. Ni l'un ni l'autre n'est négatif en soi, mais peut l'être en fonction de l'équilibre et du contexte. » (Claridge 2018 : 3) Comme nous l'avons dit plus haut, le capital d'attachement au sein d'une communauté qui montre un haut degré de méfiance envers les institutions démocratiques peut favoriser les processus de radicalisation. Un capital d'attachement trop important peut même être un facteur qui favorise de telles tendances, car

> Les réseaux présentant des niveaux excessifs de bonding ont tendance à nourrir les préjugés et le racisme, créant des hors-groupes et l'exclusion. Le Ku Klux Klan est souvent cité comme un exemple de groupe ayant des niveaux élevés de capital social de liaison qui a des résultats négatifs.
>
> (Claridge 2018 : 3)

Une autre contrainte se pose avec la question de l'**homo-/hétérogénéité des territoires**. Sont-ils homogènes en eux-mêmes ? Ou présentent-ils un certain degré d'hétérogénéité ? En général, les sociétés urbaines modernes ont en commun un degré relativement élevé de pluralisme. Cela signifie que le capital de transition peut apparaître même au sein d'un territoire. Ainsi, dans l'ensemble, nous ne pouvons pas facilement juger de la nature des relations entre les habitants

d’un territoire, ou de la valeur des associations en termes de leur capacité à favoriser le capital social d’accointances sans avoir un regard plus approfondi sur leur travail et sur les caractéristiques spécifiques des quatre territoires.

Pour ces raisons, nous avons décidé de ne pas évaluer les différents états de cohésion sociale au moyen d’estimations numériques, mais nous préférons des descriptions détaillées des quatre territoires et de leur état individuel de cohésion sociale. Quelles sont les forces et les faiblesses de ces territoires ? S’agit-il plutôt de perspectives économiques ou plutôt de participation politique au niveau local ? Quelles sont exactement les formes de criminalité dans les différents territoires ? La gentrification et la peur de perdre sa maison sont-elles un problème ?

Ces descriptions peuvent ensuite être utilisées pour élaborer des mesures sociales et/ou de sécurité adaptées qui contribuent à renforcer la cohésion sociale en fonction des besoins spécifiques de chaque territoire.

Méthodologie de production et analyse des données

L'analyse des tendances radicales n'est pas un point de départ neutre. Elle est porteuse de biais et de difficultés spécifiques. Tout d'abord, la radicalisation est avant tout une question de politique de sécurité. Son émergence est due à la nécessité, pour les services de sécurité du monde entier, de mieux comprendre, combattre et prévenir les attaques terroristes qui ont évolué avec la mondialisation. La radicalisation pourrait être considérée comme un concept de médiation visant à aider les praticiens et les responsables politiques à élargir leur compréhension de la violence. Cependant, il n'existe pas de corrélation mécanique entre la radicalisation cognitive et comportementale et le terrorisme ou les actes violents en général. Toulouse Métropole ne dispose d'aucune compétence en matière de sécurité. Afin de résoudre ce premier paradoxe, il était nécessaire d'élargir notre compréhension de la radicalisation comme affectant la cohésion sociale.

Malgré une large politique multi-agences menée au niveau national et départemental, la plupart des praticiens n'utilisent pas le terme de radicalisation dans leur pratique quotidienne. Dans le meilleur des cas, il n'apparaît pas comme un terme utile ou opérant pour soutenir les individus ou les dynamiques territoriales. Dans le pire des cas, il est considéré comme un mot stigmatisant, sinon directement islamophobe, qui tend à aggraver les discriminations et donc les processus de polarisation. Le passage au terme "radicalités" n'a pas aidé, car il était clair qu'il était dérivé du premier. Afin de nous adapter aux besoins d'efficacité et de neutralité des praticiens, nous avons choisi de nous concentrer directement sur les expériences de violence et de cohésion sociale. C'était, sans aucun doute, la seule façon d'établir une communication avec les praticiens. Voici quelques-unes des réactions spontanées que nous avons recueillies lors des premières étapes de la présentation du projet :

Les associations ne voyaient pas ce qu'elles pouvaient dire à ce sujet, alors elles ne sont pas venues

Quand nous avons lu votre présentation sur la radicalisation, nous n'allions pas y assister, puis vous avez appelé et vous avez clarifié certains points, alors nous sommes venus.

Quand on parle de radicalisation, il ne faut pas parler uniquement de celle de l'islam !

Nous ne voulons pas que vous apportiez ce terme dans cette municipalité, nous avons déjà des problèmes d'acceptation de nouveaux habitants en raison de leurs origines et de leur religion, cela va aggraver notre cas.

Lors de la réalisation des entretiens et du focus groupe dans le cadre de la méthodologie qualitative, il est apparu que les définitions que nous avions construites entre les partenaires du projet Rad2citizen n'étaient pas directement applicables. Au contraire, les professionnels et les habitants exposaient leur expérience avec leurs mots et leurs concepts quotidiens. En essayant de reconnaître cette expérience et de la traduire à des fins de prévention, l'induction a été un outil précieux.

Qu'est-ce que l'induction ?

En sciences sociales, l'induction est un mode de production de connaissances :

> Induction et déduction désignent deux procédures de raisonnement. L'**induction est le processus qui consiste à passer du particulier (faits observés, cas singuliers, données expérimentales, situations) au général** (une loi, une théorie, une connaissance générale). La déduction est le processus presque opposé qui consiste à conclure (déduire) un énoncé à partir d'hypothèses, de prémisses ou d'un cadre théorique : les conclusions sont formellement dérivées de ces prémisses ou de la théorie. (Martin, 2012)

Les deux modes sont des modèles et ne s'appliquent jamais parfaitement, mais leur articulation définit la nature de l'analyse qui va suivre. Nous commençons toujours un travail de recherche avec quelque chose en tête, si ce n'est une hypothèse formalisée, une idée générale, une sensibilité à certains phénomènes objectifs ou imaginaires, etc. En ce sens, la recherche est toujours déductive d'une certaine manière, d'où l'importance de l'exposé des motivations des chercheurs et de leur institution. Dans notre cas, la convention de subvention et tous les documents depuis le début du projet indiquent que **notre intérêt est orienté vers la violence** d'un type spécifique, qui est liée au contenu idéologique ou à la polarisation des groupes sur un territoire donné. Au cours de nos discussions, en analysant la littérature la plus récente sur l'extrémisme et la radicalisation, nous avons réalisé que le contenu idéologique lui-même n'est pas aussi important que son mode de diffusion et les actions qu'il soutient. Plus précisément, les **auteurs montrent que les idéologies sont de moins en moins des contenus formés et diffusés par de grandes organisations** auxquelles on adhérerait, et de plus en plus une question de références mixtes dans des groupes de petite ou moyenne taille. Cette première affirmation nous a troublés et nous a fait choisir une définition plus large de notre objet, qui est devenue " la **violence radicale** ", c'est-à-dire la violence causée par et provoquant un affaiblissement de la cohésion sociale à l'échelle d'une société démocratique. Cette deuxième formulation reste cependant une hypothèse, faite avant toute rencontre avec le public local ou toute expérience.

L'induction définit donc la manière dont nous avions l'habitude de vivre ces rencontres.

> En fait, nous les écoutons, et la recommandation que je fais à mes étudiants, parce que je pense que c'est la meilleure, c'est qu'au bout d'un certain temps, quand ils pensent être suffisamment à l'aise et connaître les éléments essentiels d'une société, c'est d'arrêter de poser des questions, mais d'écouter ce que les gens disent. Parce que **quand vous posez**

> **une question, vous allez préformer la nature de la réponse que** vous allez obtenir. (Descola, 2019)

En d'autres termes, au lieu de simplement vérifier notre hypothèse (que la violence radicale est une catégorie pertinente pour décrire la réalité), nous avons préféré permettre un **élargissement de la problématique de recherche** par l'inclusion d'expériences réelles contextualisées rapportées par différents acteurs. Nous avons mené des entretiens avec des professionnels, des représentants et des habitants. Alors que nous avions élaboré des indicateurs et des questions de recherche, il était nécessaire de mesurer la différence entre ceux-ci et les représentations de nos interviewés, et les différences entre les représentations des interviewés eux-mêmes. Une telle approche nous a permis de saisir ce qui est considéré comme violent dans les environnements choisis et en fonction des différentes positions. Ensuite, nous avons testé à nouveau ces points de vue en les comparant entre eux et avec des données quantitatives.

Avec une telle méthodologie, nous ne considérons aucun des récits rapportés comme « représentatifs » mais, dans chacun d'eux, nous avons essayé de repérer ce qui pourrait être des **points « significatifs »**.

Cette approche, comme nous le montrerons, est non seulement précieuse pour consolider nos résultats, mais c'est aussi la meilleure façon d'engager un processus de prévention en **reconnaissant la violence vécue et en se concentrant sur les préoccupations réelles des acteurs locaux**. En effet, alors que de nombreuses recherches sur la radicalisation tendent à aboutir à des résultats en collectant des réponses à des questions qui n'ont pas de sens pour les personnes interrogées, nous avons d'abord voulu **construire un sens commun** sur ce qui devrait nous préoccuper.

Pourquoi l'induction pour analyser la violence radicale ?

Construire le bon sens

Certaines des affirmations énoncées dans les documents du projet sont entendues et lues si souvent qu'elles ont fini par être considérées comme évidentes. La nécessité d'intervenir pour prévenir la radicalisation est l'une d'entre elles. Cependant, ces affirmations construites et diffusées par une communauté de chercheurs, d'entrepreneurs de la sécurité et de parties prenantes peuvent ne pas être partagées par les praticiens de terrain pour de nombreuses raisons. Cette réalité a constitué un premier choc qui a rendu difficile la production de données qualitatives.

L'un des commentaires les plus fréquents à notre présence et à nos questions, notamment de la part des habitants et des professionnels, concerne la pertinence même du sujet sur lequel nous enquêtons et de la manière dont nous le faisons.

> J'ai demandé à une association de familles du quartier de participer, mais ils ne voyaient pas ce qu'ils pouvaient dire sur la radicalisation. Votre demande, pour le dire de manière plus directe, semble venir d'en haut pour nous aussi en fait. (Focus group avec un praticien et un habitant)

Cette déclaration est très représentative des nombreuses réactions de suspicion et de rejet que nous avons rencontrées au cours de notre travail. Nous pourrions en chercher les raisons dans les valeurs éthiques des éducateurs, comme l'a souligné Manuel Boucher dans le rapport qu'il a réalisé dans le cadre du WP4, dans la méfiance des habitants envers les institutions, surtout locales, ou dans l'incompréhension de notre position en tant que projet européen détenu par le service métropolitain de prévention du crime. Cependant, même après avoir surmonté les principaux problèmes de confiance, il est apparu qu'un point fondamental devait être pris en considération : la **radicalisation et les mots dérivés ne sont pas un terme utilisé par les acteurs locaux pour décrire l'expérience quotidienne, même de la violence socialement ou culturellement structurée**. C'est peut-être l'un de nos constats les plus importants : plus de vingt ans après la (ré)émergence du terme aux États-Unis d'Amérique et après huit ans d'une politique publique française de prévention de la radicalisation, **ce terme ne génère toujours pas de sens commun** sur des questions fondamentales pour le vivre ensemble et la prévention de la violence. Cela ne signifie pas que les enjeux réels n'existent pas ou sont niés ou ignorés, mais ils sont appréhendés à travers d'autres vocabulaires, porteurs d'autres valeurs implicites.

Plus important encore : lorsque nous avons contacté les acteurs locaux, nombre d'entre eux ont entamé les discussions en déclarant que, pour eux, "les religions, et l'Islam, ne sont pas le problème". Ce point est particulièrement pertinent si l'on considère le fait que, la plupart du temps, la religion n'était pas citée de notre part.

Les religions et leurs stigmates

Cette déclaration doit être comprise en considérant la position de nombreux acteurs, entre le discours d'un État-nation principalement axé depuis au moins 2014 sur les processus de radicalisation djihadiste et une réalité locale de cohabitation entre religions et communautés.

En utilisant le terme de "radicalisation", nous avons involontairement porté des conflits de valeurs et observé leur actualisation dans le contexte. Le fait que nous, en tant qu'institution, ayons été systématiquement associés à ces polémiques révèle que le choix de travailler sur ces questions était un acte politique en soi, perçu comme potentiellement islamophobe par de nombreux acteurs, en particulier les professionnels en contact avec le public musulman et non musulman.

Cela dit, ceux qui ont accepté de discuter des termes de notre action nous ont apporté des éclairages importants, parfois contradictoires, sur différents territoires. Au fur et à mesure que nous abandonnions le terme de "radicalisation", des questions sont apparues concernant les questions religieuses : qu'est-ce que la laïcité et comment faire face à la neutralité en tant qu'agents publics ? Que faire des signes et des revendications religieuses dans des contextes

différents, etc. Ces questions ont été abordées comme essentielles à la cohésion sociale et non comme une violence réelle, c'est-à-dire comme des questions qui doivent être abordées avec calme et discernement afin de ne pas générer de polarisation là où, nous l'avons vu, des tensions existaient déjà.

En approfondissant la recherche, le rôle réel de la religion pour la cohésion sociale et en termes de prévention semble être ambigu. Bien que la plupart des chefs religieux semblent jouer un rôle important de médiation au niveau local, la population musulmane semble séparée *de facto* dans de nombreux contextes. De nombreux acteurs non musulmans, ne faisant pas référence à la religion elle-même mais aux croyants, ont utilisé le terme "communauté", généralement avec une connotation de retrait de la société générale. L'utilisation de ce terme ne reflète pas la diversité des points de vue et des manières de croire et de pratiquer une religion, mais l'existence même de tels discours est un indicateur pour nous. Il serait nécessaire ici de savoir si ce « retrait » se produit réellement du point de vue de ceux qui le vivent.

Définir les violences radicales depuis l'expérience du quartier

Si nous définissons, comme nous l'avons fait, les violences radicales comme des formes de violences qui sont à la fois cause et conséquence de la cohésion sociale sur un territoire donné, alors la compréhension de l'expérience globale du territoire et l'utilisation de catégories locales pour ce qui est et ce qui n'est pas de la violence est essentielle. C'est pourquoi, à partir des entretiens, des focus groups et des expériences directes, trois catégories émergent de l'analyse, et des types d'expériences concrètes.

Sécurité : des indicateurs à la sensibilité

La première catégorie que nous aurons à l'esprit pour décrire ce qui fait sens en termes de violence radicale pour les acteurs locaux est la notion de sécurité telle que proposée par Heiko Berner :

> La sécurité signifie donc à la fois (1) la sécurité de chaque participant individuel dans une communauté (protection contre l'exclusion) ; (2) par conséquent, la sécurité de la communauté (sécurité spatiale ; « un quartier sûr ») ; et (3) si elle est appliquée à un large éventail, la sécurité sociale en tant que somme de nombreuses instances de sécurité locale.
>
> Néanmoins, il faut également tenir compte des différentes conceptions de la sécurité fondées sur des expériences et des relations qui vont au-delà d'un contexte local concret, ainsi que des exigences situationnelles importées dans un contexte local en fonction d'influences extérieures (Bonacker 2021). La sécurité est un concept qui sert de médiateur entre ces différentes compréhensions et fournit un cadre aux résidents de la communauté pour négocier leurs perspectives. (Berner, 2022)

Cette notion nous aidera à passer des indicateurs aux sensibilités et à leurs articulations à l'échelle d'un quartier et d'une métropole. Comment les acteurs définissent-ils leur propre sécurité et celle des autres ? Une telle notion nous permet d'envisager comment les considérations se croisent. Citons par exemple le témoignage de professionnels qui constatent une diminution des sollicitations du public alors que la situation économique globale, notamment dans leur quartier, semble se dégrader. « Comment font ces gens pour vivre ? » Deux conclusions peuvent être tirées de ce petit exemple :

Tout d'abord, dans un tel contexte, cette diminution de l'accès à leur droit pourrait signifier une diminution de l'accessibilité technique de ces droits (en raison de la numérisation, de la fermeture des services de proximité, etc.) et, donc, une diminution de la confiance réelle, c'est-à-dire de la confiance dans les actions.

Deuxièmement, et par conséquent, la préoccupation de ce professionnel et sa partie implicite peuvent être résumées ainsi : si la sécurité individuelle (1) implique l'activation d'une communauté spécifique (2), cela signifie-t-il que la société au sens large (3) est, en fait (et pas nécessairement intentionnellement ou pour des raisons idéologiques), affaiblie par son incapacité à répondre à la demande sociale, surtout en période de crise sanitaire et climatique ? Dans ce cas, l'accès au droit doit être considéré comme une priorité, non seulement pour que les personnes obtiennent des ressources, mais aussi comme un moyen d'articuler différents niveaux de "sécurité" et de prévenir la fragmentation et une éventuelle polarisation.

« Se sentir chez soi »

L'une des manifestations les plus frappantes du besoin de sécurité est peut-être résumée par une habitante qui s'est rendue dans un groupe de discussion Rad2Citizen pour signaler l'occupation de son hall d'immeuble par des toxicomanes : "on ne se sent pas chez nous !". Comprenons la force de cette expression, qui associe des expériences traumatiques (être témoin de la violence des armes) à une intrusion dans un espace de transition entre le public et le privé, et qui éclaire ce que peut signifier une politique de prévention et de sécurité.

"Se sentir chez soi", c'est bien plus que se sentir en sécurité dans le hall d'un immeuble. Il s'agit d'assurer une relation cohérente entre une vie de quartier favorable à laquelle on s'identifie et la possibilité matérielle de rester dans cet environnement.

Significations et identification

Le dernier titre est donc "Processus de signification et d'identification". En d'autres termes, les manières d'habiter un environnement spécifique. J'ai mis en évidence une tension pour cet habitant, mais il y en a d'autres. Entre la vie de quartier, les perspectives d'avenir et la stigmatisation de certaines zones, par exemple. Plus largement, ce que l'on appelle la polarisation, c'est-à-dire l'identification à des visions du monde qui se construisent en se faisant des ennemis

(quels qu'ils soient), est un facteur essentiel pour comprendre et agir sur les territoires, parfois très simplement, en incarnant ces figures dans des êtres humains réels par exemple.

Les territoires stigmatisés en tant que zones prioritaires ont toujours semblé lutter contre la stigmatisation.

Certaines choses fonctionnent ici, vous savez !

Il y a plus que de la violence ici, beaucoup de solidarité et d'amitié !

Nous ne sommes pas dans le Bronx !

Ces légendes d'acteurs locaux et d'habitants désireux de mettre en avant les aspects positifs de leurs quartiers laissent penser qu'ils attendent des institutions qu'elles se concentrent uniquement sur ces aspects. Une étude récente sur la représentation des zones prioritaires sur twitter (ONPV: 2022) montre en effet que Toulouse, et surtout le Mirail sont sur-représentés, principalement à travers une image négative de la violence sur ces quartiers. Cela doit nous faire réfléchir à la manière de concentrer notre action sur ces territoires et à la manière dont elle peut générer des identifications négatives.

Dans d'autres quartiers, notamment les nouveaux quartiers pressurisés par la croissance de la population métropolitaine, la question de l'identification doit se poser autrement : comment les nouveaux habitants peuvent-ils s'identifier à leur nouveau quartier, par quel type d'actions sociales ou culturelles ? Parfois, les communes, voire les quartiers anciens, ressentent un sentiment d'insécurité face à l'arrivée de nouvelles populations, surtout si cette population est marquée par les stigmates d'un ancien territoire (zone prioritaire), ou par la couleur de sa peau. Dans ces cas, comment créer un sens positif et un accès à la pleine citoyenneté ? Ces questions ne peuvent être ignorées, du moins dans une démocratie.

Préoccupations et phénomènes réels

Si nous définissons, comme nous l'avons fait, les violences radicales comme des formes de violence qui sont à la fois la cause et la conséquence d'un affaiblissement de la cohésion sociale, non seulement nous pouvons observer des dynamiques générales comme celles soulignées dans la dernière partie, mais nous pouvons également identifier des phénomènes concrets qui sont particulièrement à risque.

Contrairement au CIPDR, qui considère l'islamisme comme un risque majeur pour la cohésion sociale et le trafic de drogue comme une question de criminalité uniquement, nous n'évoquerons

pas ici le premier, pour lequel peu de matériel a été rassemblé (seulement sur un territoire), et nous nous concentrerons sur les questions de sécurité qui sont apparues majeures dans tous les territoires : l'organisation criminelle du territoire, la démographie et la mobilité qui en découle, et enfin les inadéquations entre les besoins spécifiques et les ressources sur les territoires.

Questions liées au trafic de drogue

Le trafic de drogue est peut-être le sujet le plus préoccupant, tant au niveau de chaque territoire qu'au niveau métropolitain. Nous allons ici résumer les préoccupations des habitants et des professionnels.

Pour les habitants, le trafic de drogue est rarement construit comme un problème en tant que tel. Ce sont les problèmes associés causés par son organisation qui sont pointés du doigt : utilisation de l'espace public et capacité à menacer les habitants en cas de conflit, bruit, utilisation d'armes, etc. C'est la capacité des organisations criminelles à revendiquer un usage exclusif du territoire qui est problématique car elle empêche les gens de se « sentir chez eux ».

Pour les professionnels, les choses vont un peu plus loin, car l'implication des jeunes pose des contradictions éthiques et morales aux éducateurs et, dans certains cas, la revendication d'un usage exclusif du territoire oblige les professionnels à s'adapter aux organisations criminelles et même à négocier l'utilisation de l'espace public.

Quoi qu'il en soit, les concepts présentés ci-dessus restent pertinents : des vulnérabilités sociales des jeunes qui les font entrer dans l'organisation criminelle, aux vulnérabilités sociales des autres usagers de l'espace public, en passant par les offres qui existent pour rétablir la sécurité dans de nombreuses situations (par la mobilisation des institutions, par l'usage direct de la force, par la pédagogie, etc.) Dans tous les cas, c'est la formation de réseaux de solidarité, incluant ou excluant certains agents (comme les institutions publiques), les considérant comme des alliés ou des ennemis. qui définit le niveau de cohésion sociale et, par conséquent, le niveau de sécurité de l'individu à la société.

Dynamique démographique et mobilité

Comme indiqué précédemment, la démographie est un aspect crucial de la cohésion sociale au niveau métropolitain. En effet, au moins trois territoires de la métropole sont impactés par l'importante croissance démographique : le solde de population de la métropole est positif d'environ 15 000 habitants par an. En fonction des caractéristiques de la population arrivante, celle-ci ne choisira pas le même quartier pour vivre : les étudiants préféreront le centre-ville, les migrants à faibles revenus pourront aller au Mirail, les quartiers opèrent en ce sens une sorte de ségrégation basée sur de multiples facteurs : prix des loyers, réseaux d'étrangers, etc. Dans le même temps, le projet de rénovation urbaine du Mirail repousse sa population aux marges de Toulouse et ne permet pas l'installation de nouvelles populations massives. La population et l'ancienne population du Mirail, portant les stigmates de leur quartier, génèrent des inquiétudes

chez les habitants et les municipalités d'arrivée. Au moins trois quartiers ou communes ont souligné que l'arrivée de ces personnes était problématique, reproduisant les stigmates ou pointant du doigt les acteurs locaux qui le font.

Mais ce flux de population génère aussi des considérations plus objectives : pour ceux qui ne seront pas dans un processus d'accession sociale, les services publics sont-ils adaptés sur le territoire ? Pour les nouveaux quartiers ou les quartiers dont la population est traditionnellement aisée, c'est une question d'accès au droit et à la citoyenneté.

La mobilité, en même temps, fait référence aux mouvements intra-métropolitains de la population entre les zones résidentielles et les zones d'activités. Par exemple, Andromède est principalement vécu comme un quartier résidentiel, ce qui rend difficile l'activation de la vie locale. Au contraire, Arnaud Bernard est un territoire marqué par de nombreux usages par de nombreuses populations différentes.

La mobilité métropolitaine est également perçue comme une menace en matière d'organisation criminelle : dans de nombreux territoires, les dealers sont présentés comme des étrangers au quartier, voire à la région. Cela conduit, dans certains cas, à un renforcement des zones stigmatisées (celles du Mirail) ou à un sentiment d'impuissance affectant la sensation de sécurité (ils ne sont plus du quartier, il n'y a plus de contrôle social). En tout état de cause, les institutions locales semblent avoir des difficultés à adapter leur travail au contexte métropolitain, car la plupart d'entre elles se concentrent uniquement sur la vie locale.

Professionnels, acteurs locaux et ressources

Enfin, les premières considérations nous amènent à nous interroger sur l'adéquation de l'offre publique et privée et des outils des professionnels avec les besoins identifiés. Insister sur ce point permet non seulement de comprendre les environnements sociaux comme des écosystèmes équilibrés, mais peut également nous aider à orienter les ressources.

Au-delà des services sociaux de base, qui font parfois défaut, il est possible de répondre à des besoins spécifiques afin d'améliorer la cohésion sociale au niveau local. Ces services ou initiatives ne doivent pas nécessairement être mis en place directement par la municipalité et, dans certains cas, il est plus rentable de laisser agir les acteurs privés locaux.

Par exemple, l'une des raisons invoquées pour expliquer le non-accès des personnes à leurs droits est la numérisation des services publics sans soutien adéquat aux populations vulnérables à la précarité numérique. De même, la plupart des travailleurs sociaux semblent être trop peu formés à ce sujet, et doivent notamment faire face à de nombreux défis concernant l'identification de l'environnement et des groupes par le biais d'Internet et des réseaux sociaux en ligne.

Enfin, en ce qui concerne l'organisation criminelle et le trafic de drogue, les professionnels semblent manquer de la possibilité institutionnelle de proposer une action préventive coordonnée qui comprendrait un soutien social et éducatif pour les jeunes à risque, une prévention sanitaire

pour les consommateurs et des réponses en matière de sécurité (y compris la sécurité des professionnels et de leur bureau).

Analyse et prévention

Les éléments apportés ci-dessus peuvent être résumés en trois points qui nous confortent dans le choix de l'induction comme élément central de notre méthodologie. Tout d'abord sa pertinence pour l'analyse. Il a été démontré que la radicalisation et son champ sémantique sont peu pertinents au niveau local et peuvent même provoquer un rejet en raison de certains discours très médiatiques qui associent ces mots à une forme de stigmatisation on et d'islamophobie. Ainsi, reconsidérer les termes de l'analyse en essayant de partir de l'expérience des acteurs pour définir des sujets pertinents en matière de cohésion sociale et de violence était nécessaire pour rendre possible de véritables conversations. En utilisant cette méthode, nous avons été en mesure de nous concentrer sur des questions réelles qui peuvent être formulées en termes de violence radicale, avec un gain clair en termes de compréhension de la violence radicale.

Ensuite, il fallait souligner la capacité de l'induction à nous aider à pointer des préoccupations réelles. Au-delà de l'analyse, la construction collaborative des préoccupations qui seraient prises en compte nous a permis d'être reconnus comme un acteur positif et même une ressource, principalement par les professionnels de l'aire métropolitaine. Ceci nous amène au troisième point important : l'induction comme modalité opérationnelle de notre action a un effet réel de construction de sens commun et, donc, de renforcement de la cohésion sociale au moins au niveau institutionnel et professionnel. Non seulement le fait de redéfinir ensemble les termes nous a permis de travailler plus efficacement, mais cela faisait partie du processus de reconnaissance mutuelle de nos cultures institutionnelles et personnelles et, au-delà, en tant que membres d'une société démocratique où il est permis de parler de ses propres préoccupations et d'être reconnu et soutenu à travers elles.

La transversalité est un enjeu majeur pour de nombreuses collectivités et services publics. Toulouse Métropole n'échappe pas à cette limite et, malgré l'implication de deux directions générales (sécurité et solidarité) dans le projet, certains échanges au sein ou entre les différents services ont été difficiles. La coordination locale entravée par les logiques de service et de compétence de la pertinence des compétences des services requis dans ce cadre, soit une opposition à la mobilisation de ces services.

Au-delà de Toulouse Métropole, les partenariats ont été généralement très fructueux, notamment avec certaines municipalités, les centres sociaux, l'éducation nationale et l'agence nationale de santé. En revanche, les relations avec la préfecture de département ont été difficiles à clarifier et le manque d'engagement de cette entité sur un sujet sur lequel elle est pleinement compétente a eu un impact sur l'avancement du projet. Au-delà de l'échange de données, une implication dans les activités du projet ou la perspective de futurs partenariats ne semble pas possible.

Choix des territoires

Le choix des territoires est une question cruciale pour la planification d'une analyse et sa pertinence pour comprendre les dynamiques métropolitaines en termes de violence radicale. Les 18 territoires sélectionnés au début du projet n'ont pas p. être explorés, pour des raisons de ressources et pour assurer une attention suffisante aux territoires effectivement sélectionnés. Ces territoires ont tous été sélectionnés au niveau du quartier, qui est le niveau le plus pertinent pour analyser les dynamiques de cohésion sociale et de polarisation. Deux principes ont présidé à leur sélection, et un troisième a été ajouté.

Tout d'abord, nous avons choisi d'éviter toute stigmatisation des QPV, refusant de suggérer que toutes les vulnérabilités, les risques et les formes de violence radicale s'y concentrent. Il a donc fallu trouver un équilibre afin de pouvoir prendre en compte les zones des QPV, généralement intégrées, les zones résidentielles avec une bonne activité commerciale, mais aussi les zones résidentielles non QPV comme Amouroux ou Balma, et les zones plus caractérisées par les usages du territoire comme Arnaud Bernard.

Le deuxième principe était le caractère métropolitain du projet. Nous avons donc sélectionné des zones toulousaines et non toulousaines, urbaines, périurbaines et rurales, ces dernières ayant finalement été abandonnées faute de moyens.

Ces deux principes ont été respectés lors de la sélection des territoires, qui comprenait finalement un QPV toulousain, un non-Toulousain, un QPV non-Toulousain et un non-Toulousain.

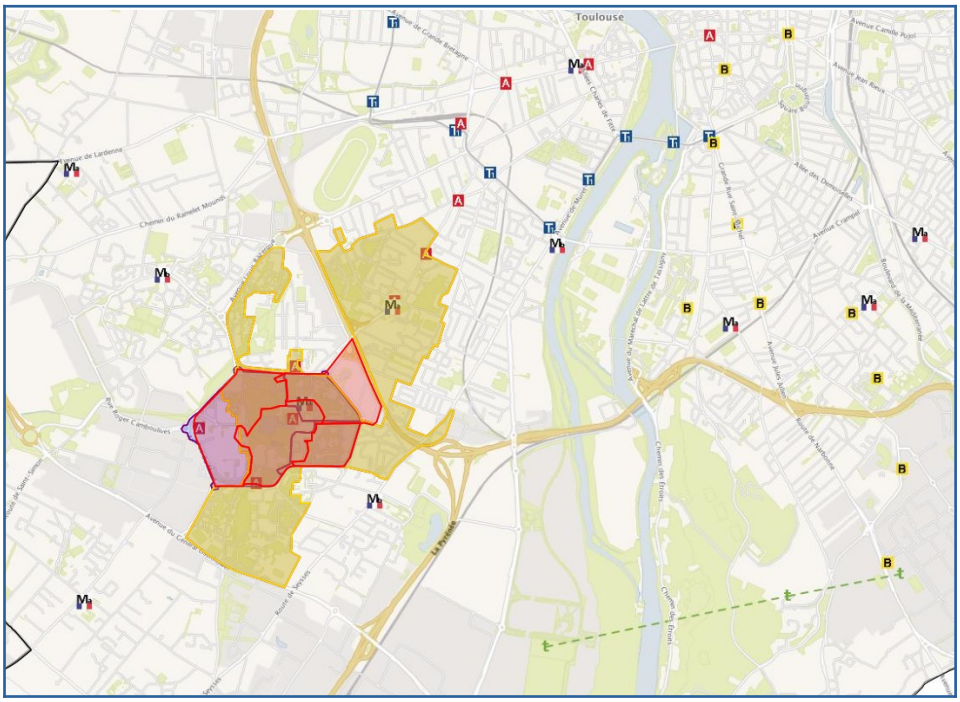
Le critère qui a en fait été ajouté est basé sur des principes éthiques et sur les besoins de l'activité d'analyse. D'un point de vue éthique, il s'agit évidemment du consentement des municipalités concernées. L'une d'entre elles, par exemple, a refusé de voir le projet déployé sur son territoire, craignant que le terme « radicalisation » ne polarise sa population. Nous comprenons et avons respecté ce choix. En termes d'analyse, il a été nécessaire de trouver des relais et des partenaires locaux capables de nous aider à produire des données essentiellement qualitatives. Bien que certaines données quantitatives auraient p. être échangées (données électorales hors Toulouse, données de sécurité, etc.), nous avons préféré l'approche basée sur l'expérience du territoire. Ainsi, une commune qui s'est montrée intéressée par le principe de l'action mais n'a pas été en mesure de nous accorder le temps nécessaire ou de nous guider dans notre recherche d'acteurs n'a finalement pas été retenue. En revanche, de nombreux territoires ont dû être écartés de la démarche par dépit.

Questions techniques relatives à la cartographie

Tout d'abord, il convient de souligner que la cartographie n'est qu'un moyen de rendre les données visibles. Toutes les données ne se prêtent pas à une spatialisation, et toutes les spatialisations ne sont pas pertinentes pour le même type de données. Les arbitrages que nous

avons dû faire concernant les données quantitatives en sont un bon exemple, et la porosité des échelles mise en évidence entre local, municipal et métropolitain en est un autre.

La carte qui suit montre dans quelle mesure la comparabilité et l'analyse des données sont affectées par des problèmes cartographiques.



La carte présentée ci-dessus montre en jaune les délimitations du QPV, en rouge la délimitation des bureaux de vote utilisés pour produire les données, en bleu l'IRIS pour les données de l'INSEE. Comme vous pouvez le voir, le QPV est très grand, et il regroupe en fait au moins 4 districts. Les IRIS et les bureaux de vote sont plus petits que la circonscription elle-même, nous avons donc dû en agréger 3 ou 4, mais la partie ajoutée des IRIS ne correspond pas à la partie ajoutée des bureaux de vote.

Cartographier les « lignes de conflit et l'état de la cohésion sociale » est également particulièrement difficile, car ces lignes n'existent pas en tant que frontières concrètes ou même symboliques, mais sont bien plus des luttes entre des acteurs spécifiques. De plus, ces lignes de conflit, si elles peuvent avoir un impact sur le sentiment de sécurité, n'ont pas nécessairement des conséquences clairement identifiables pour des zones particulières. Leur effet est généralement plus diffus, plus ancré dans le corps des personnes impliquées que dans le territoire lui-même.

Une exception à cette règle pourrait être faite pour certaines dynamiques des territoires liés au trafic de drogue, mais ces dynamiques sont particulièrement mouvantes et informelles et il est donc difficile d'obtenir des données fiables et pérennes pour les rendre visibles.

Les ressources disponibles pourraient être identifiées par une adresse sur une carte. Cependant, une cartographie pertinente de la cohésion sociale ne devrait pas viser à simplement mettre en relation les vulnérabilités et les ressources, mais plutôt à mettre en évidence des configurations

particulières entre ces éléments qui sont constitutives des formes de cohésion sociale mais qui sont difficiles à spatialiser.

D'un point de vue technique, les territoires, les mobilités et les points ressources des territoires sont donc des éléments que nous avons rencontrés et analysés, mais les formaliser dans une carte pose des questions techniques qui risquent de faire perdre leur pertinence à ces éléments en les isolant les uns des autres.

Questions relatives à la cartographie des « zones à problèmes » et à la cohésion sociale

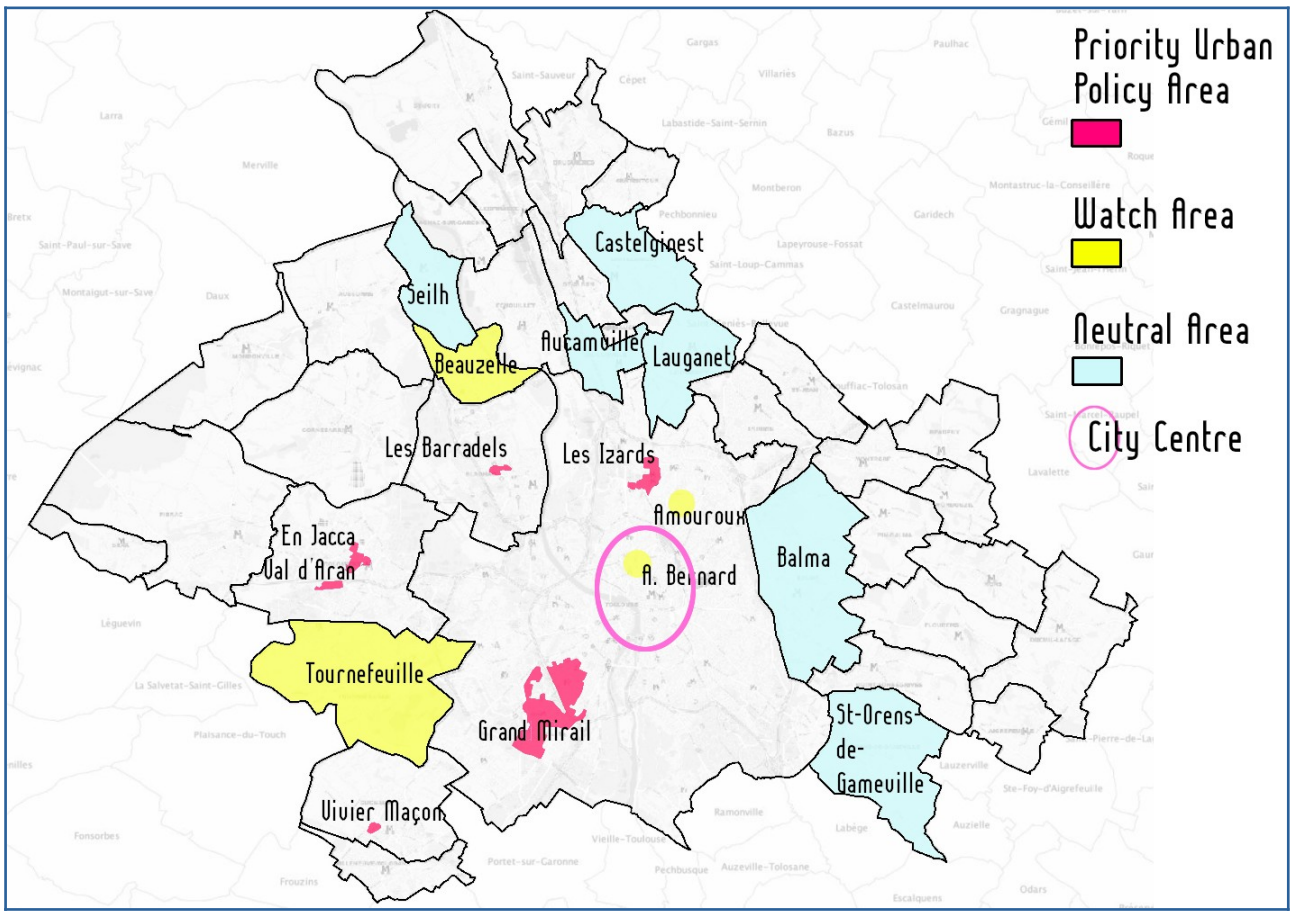
Au-delà de la difficulté de rendre compte de la complexité des formes de cohésion sociale sur le territoire, la notion même de « zones à problèmes » doit être maniée avec précaution. Considérer une zone donnée comme « problématique », c'est risquer de la réduire à ces problèmes, ce qui d'une part renforcerait une forme de stigmatisation, et d'autre part rendrait plus difficile l'identification des ressources et des réseaux de solidarité existants.

Mais la cartographie de la cohésion sociale comporte également certaines difficultés : la cohésion sociale est une notion relativement vague et ce sont plutôt ses formes qui nous intéressent qu'une gradation trop verticale.

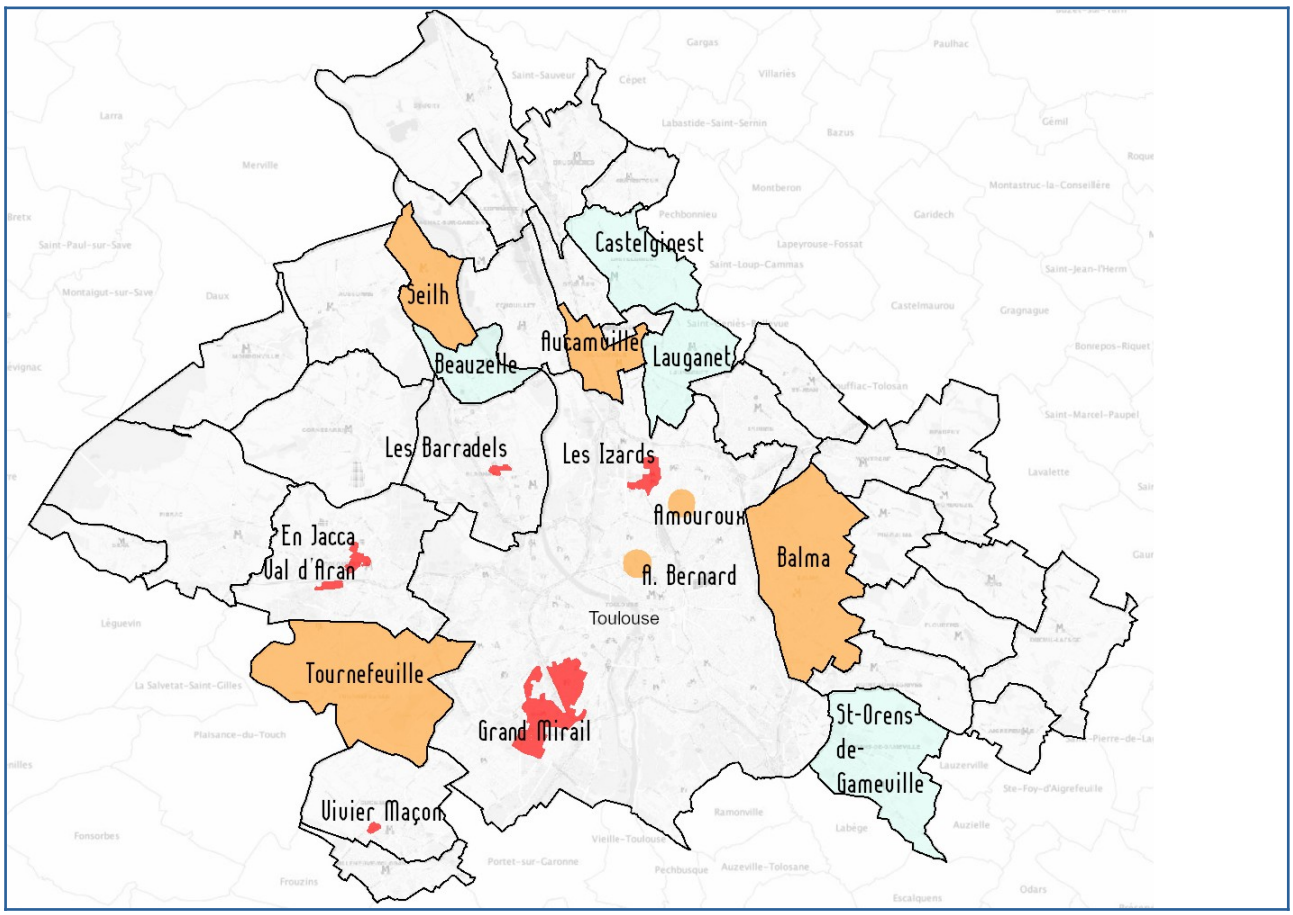
Pour toutes ces raisons, nous avons préféré, pour ce livrable, faire le point sur les apports de la cartographie à la description et à la compréhension des territoires en termes de cohésion sociale et de violence radicale.

Le processus de cartographie et l'utilisation des cartes pour l'analyse

La rédaction du projet prévoyait l'identification d'une série de 18 territoires répartis en trois catégories : les QPV ou zones prioritaires, les zones dites « de veille » et les zones dites « neutres » Les QPV, dont deux sont classés par le ministère de l'Intérieur en quartiers de reconquête républicaine (QRR), ont l'avantage de reposer sur une classification claire, fondée sur les faibles revenus des personnes qui y vivent. Les QRR, quant à eux, répondent à un discernement plus précis du ministère relatif au type et au volume des infractions commises. Les QRR n'ont pas été utilisés pour définir des territoires en tant que tels. Les quartiers dits « de veille » font également partie de la géographie prioritaire, c'est-à-dire de la politique publique d'urbanisme. La définition de ces zones est plus fluide, et n'est pas directement corrélée à sa sociologie ou au phénomène réel qui s'y déroule. Enfin, les zones « neutres » ont été sélectionnées principalement à des fins de comparaison et pour élargir notre regard. Voici la carte initiale.



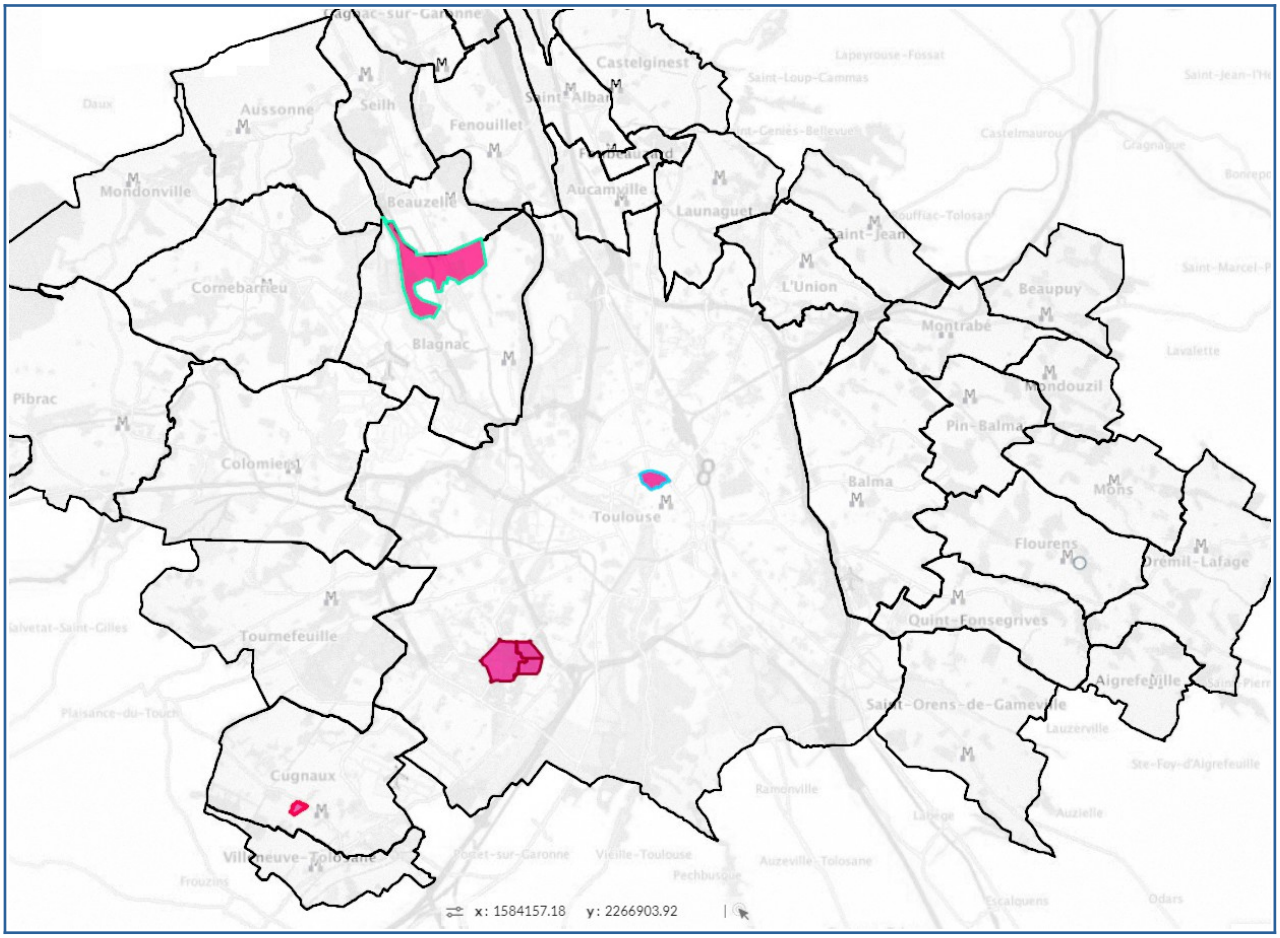
Cette carte a été rapidement révisée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la quantité de territoires à explorer ne correspondait pas à une méthodologie quantitative qui prend du temps et qui s'est avérée fructueuse mais particulièrement lente en raison de l'approche thématique. Mais la division en trois catégories apparemment progressives a révélé avec élégance certaines limites. Tout d'abord, une fois encore, la stigmatisation des QPV par la gradation implicite présentée par cette carte ne nous a pas semblé cohérente avec la démarche du projet, qui vise à apporter compréhension et prévention pour toutes les formes de violence radicale, quel que soit le type de territoire. Ensuite, les territoires « neutres » présentent des caractéristiques très différentes qu'il conviendrait de mieux prendre en compte, entre des zones plus rurales et des territoires en pleine expansion.



Nous avons donc travaillé sur une deuxième carte qui répondait d'abord aux objectifs méthodologiques du projet. Les territoires neutres et de veille ont disparu, mais nous avons conservé pour l'instant les QPV pour souligner à la fois leurs particularités et l'importance des moyens qui y sont déployés. Une troisième étape a consisté à élaborer la carte finale.

A l'analyse, il s'est avéré difficile de regrouper les territoires en catégories car ils répondent à des dynamiques différentes. La Reynerie avec son histoire, ses nombreux réseaux de solidarité et l'influence des organisations criminelles. Le Vivier Maçon avec sa proximité du centre de Cugnaux et son éloignement de Toulouse. Andromède avec sa population récente et son développement rapide auquel les services peinent à répondre, et Arnaud Bernard avec sa forte identité politique, couplée à une multiplicité d'usages liée à sa position en centre-ville.

Cependant, la carte suivante montre l'échelle des territoires et leur répartition, mettant en évidence une dynamique particulière du centre en lien avec l'ouest du territoire, ce qui pourrait expliquer en partie les références, dans tous les territoires, au Mirail et à ses influences.



Analyse locale

Reynerie : Violence et stigmatisation

Définition de la zone et production de données

Comme mentionné ci-dessus, la Reynerie fait partie d'un QPV et rassemble environ 7 900 habitants. Ne faisant partie que d'un QPV, il n'était pas possible d'utiliser les données spécifiques produites pour ces zones par l'ANCT (https://sig.ville.gouv.fr/Cartographie/QP031007), ces données comprendraient les caractéristiques de quartiers très différents comme Bagatelle ou Mirail Université. Nous avons préféré, pour les données quantitatives, utiliser la production de l'INSEE à l'échelle de l'IRIS. Dans ce cas, nous avons p. utiliser trois IRIS qui, ensemble, correspondent presque au territoire vécu de la Reynerie : Auriacombe, Poulenc et Edouard Bouilleres. La plupart des données ont été extraites des fichiers de l'INSEE. Certaines autres données ont été produites directement par les services de Toulouse Métropole ou de la Mairie de Toulouse, comme certains indicateurs locaux ou les données sur le vote et l'abstention. Dans ce dernier cas, les données étaient une agrégation de 4 bureaux de vote.

La production de données qualitatives implique des relations à long terme avec les institutions et les acteurs locaux. Elle a été produite sur la base de :

- 2 entretiens avec un représentant local ;
- Entretiens multiples avec 4 professionnels du centre social local, y compris une promenade guidée dans le quartier ;
- Un entretien avec l'équipe de coordination locale de la municipalité ;
- Une interview des éducateurs du programme Rep+ de l'éducation nationale ;
- 2 entretiens avec un ancien agent municipal travaillant maintenant dans un autre district ;
- Entretien avec un sociologue qui a participé à la réalisation d'une étude d'évaluation du "Projet Mixité" pour les écoles secondaires ;
- Un focus group réunissant des professionnels du centre social et 2 associations représentées par 7 habitants ;
- Participation à des initiatives de laïcité regroupant de nombreux acteurs locaux
- Observations directes ;
- Une restitution des données produites lors d'un atelier avec les acteurs métropolitains lors de la conférence finale.

Ces données ne sont pas représentatives et devront être contextualisées chaque fois qu'elles seront utilisées afin de conserver leur pertinence et leur signification. En première ligne, cela signifie que les déclarations des personnes interrogées doivent être interprétées en fonction de leurs différentes perspectives, qui sont en partie liées à leurs différents rôles sociaux. Il convient de noter que notre position en tant que projet sur la radicalisation mené par Toulouse Métropole n'était pas neutre et a eu une grande influence sur le type de témoignage, les revendications et les préoccupations soulevées.

Description socio-historique

La Reynerie est située dans la partie sud-ouest de Toulouse, sur la rive gauche de la Garonne et à l'ouest de l'autoroute A620. L'autoroute est en fait une marque territoriale importante car elle sépare les quartiers plus "centraux" des zones marginalisées, comme dans un grand nombre de villes en France.

Le quartier est marqué par une architecture de " ville nouvelle " typique des années 1960-70. L'architecte responsable du projet initial, Candilis[2] , est souvent cité par les amateurs de la mémoire du quartier (principalement les plus anciens habitants, et généralement sur un ton nostalgique) et les professionnels de l'aménagement urbain. Pensée à l'origine pour favoriser la mixité sociale (propriétaires, locataires, logements sociaux), la " Ville nouvelle " a progressivement perdu la plupart de ses habitants des classes supérieures, malgré de gros efforts pour rénover, requalifier, renouveler le quartier et le rendre moins stigmatisé et plus attractif. En effet, les projets de rénovation urbaine successifs et l'important turn-over des habitants en ont fait un quartier en perpétuelle transformation depuis au moins la fin des années 2000. Ainsi, si la riche mémoire du quartier est partagée par les acteurs les plus engagés sur le territoire et semble constituer un récit de cadrage commun, il convient de tempérer ce constat car de nombreux habitants ne connaissent pas cette histoire et ne peuvent s'y identifier.

Le cœur du quartier dispose d'atouts importants malgré une forte stigmatisation, notamment autour des problèmes de violence urbaine et de trafic de drogue.

Facteurs socio-économiques et récits sur la diversité sociale

Le revenu médian en Reynerie va de **11 390 € à 17 900 € selon l'**IRIS, ce qui est inférieur à la médiane nationale (19 344 €), et très inférieur à la médiane de Toulouse Métropole (23 090 €). **Les taux de pauvreté, au niveau de l'IRIS, vont de 37 % à 60 %.** Dans les deux cas, les données les plus préoccupantes concernent l'IRIS d'Auriacombe. Il est intéressant de noter que l'indice de GINI est en fait beaucoup plus faible à Auriacombe (0,191) que dans les deux autres IRIS (0,269 pour les plus différents). Ceci doit retenir notre attention. Bien que les inégalités soient généralement considérées comme un indicateur négatif, à cette échelle, le taux élevé d'égalité à Auriacombe

2 https://patrimoines.laregion.fr/rechercher/catalogue-des-publications/les-itineraires-et-parcours-du-patrimoine/le-mirail-le-projet-candilis/index.html

signifie **un taux élevé de pauvreté également partagée**, qui peut contraster avec les IRIS et districts suivants.

Comme le revenu, le taux de chômage est inégalement réparti sur le district. Encore une fois, Auriacombe est l'IRIS avec les indicateurs les plus précaires : 50 % de chômage, alors que l'IRIS suivant est à un taux de 23 % (8,4 % au niveau métropolitain).

Ces indicateurs correspondent également aux catégories socioprofessionnelles des personnes qui vivent dans ces territoires. Auriacombe est composé à **44 % d'ouvriers, et seulement 4 % de cadres**. Ces chiffres sont toutefois moins contrastés dans les autres IRIS de la Reynerie (34 % - 13 % pour Edouard Bouillere).

Les indicateurs objectifs montrent que la diversité sociale est limitée, mais existe néanmoins[3] , en particulier entre les différentes parties des districts. Un IRIS, qui est également reconnu dans la culture locale comme le pire endroit du district, Auriacombe[4] , concentre la plupart des problèmes en termes de faibles revenus, de faible diversité sociale, de chômage élevé et d'emplois à faible échelle sociale et de revenus (ouvriers).

La diversité sociale est en fait un sujet important pour les acteurs locaux et nationaux, et génère **différents types de récits**. La plus répandue est que la Reynerie, et le Mirail en particulier, sont des "ghettos", des zones de marginalisation sociale uniquement. Si les indicateurs montrent que les conditions de vie sont pires en Reynerie que dans la plupart des endroits de Toulouse Métropole, cela semble correspondre davantage à des **poches de pauvreté** précisément localisées qu'à une situation généralisée.

Ces indicateurs soulèvent des préoccupations qui vont au-delà des considérations économiques. Les acteurs locaux, qui gèrent les fonds sociaux, nous ont dit avoir le sentiment d'une **diminution de l'utilisation des prestations sociales** sur le quartier. Ils ont mentionné que la **numérisation**, la **suppression des guichets de proximité** et la crise du **COVID-19** rendaient de plus en plus difficile l'accès aux droits, en particulier pour le public le plus précaire. Ceci, pour notre analyse, est d'autant plus pertinent **que le recours aux institutions sociales constitue une forme de confiance** qui participe à la construction de la cohésion sociale dans un contexte démocratique. En effet, pour certains acteurs, ce type de phénomènes renforce la dépendance de la population aux contributions illégales à l'économie des ménages, ce qui implique une reconfiguration des processus d'identification vers des systèmes parallèles et tend à affaiblir la confiance dans les actes des institutions. En ce sens, en déduisant les préoccupations soulevées par ces professionnels, l'Etat social garantit non seulement la démocratie par l'égalité d'accès aux moyens de subsistance, mais plus concrètement, en liant la population la plus vulnérable au contrat social.

Logement

3 https://francestrategie.shinyapps.io/app_seg/

4 Ce sujet est apparu dans les discussions informelles avec les acteurs locaux et fait également partie de la culture rap locale : https://www.youtube.com/watch?v=i3wwe8BIVEA.

Suite à notre analyse, les données sur le logement semblent correspondre aux données socio-économiques : **le taux de logements sociaux est extrêmement élevé** à Auriacombe (90 %) et élevé dans les autres IRIS (jusqu'à 30,9 %). Avec 1,69 % des résidences principales occupées par leur propriétaire, Auriacombe a une offre réduite de logements locatifs. Là encore, les autres IRIS de la Reynerie ne présentent pas d'indicateurs aussi concentrés.

Le taux élevé de logements sociaux en Reynerie a un **impact** important sur l'**expérience du quartier**. Il définit comment les personnes sont arrivées, c'est-à-dire par une demande de logement social qui a été analysée par le bailleur qui peut décider où installer les personnes. Dans le cas de la Reynerie, le quartier est apprécié car même si les appartements sont anciens, on dit qu'ils sont plus grands qu'ailleurs. Cela a également un impact sur la vie quotidienne des habitants, car **ils dépendent du bailleur** pour de nombreuses questions allant de l'organisation des poubelles à la sécurité et l'hygiène. Deux principaux bailleurs sociaux sont présents à Reynerie : Patrimoine SA et Toulouse Métropole Habitat. Tous deux travaillent avec différents prestataires privés de sécurité qui ne peuvent intervenir que sur le domaine des immeubles appartenant à leur bailleur respectif. Leur travail complète celui de la police mais leurs méthodes, notamment celles de la société engagée par Toulouse Metropole Habitat, ont été critiquées et sont encore controversées. Cependant, les habitants, différents des propriétaires ou des copropriétaires, ne peuvent avoir un impact direct sur ces choix de sécurité. Les bailleurs sociaux, du fait de leur position de communication directe avec les habitants, **sont généralement tenus pour responsables des problèmes de sécurité** lorsqu'ils surviennent dans les immeubles. Leur gestion des immeubles vides et leurs stratégies d'attribution des logements font également l'objet de nombreuses critiques.

Si leur action peut légitimement être remise en cause dans certains cas, il est important de souligner que leur position structurelle, la nature de la relation qu'ils entretiennent avec le public sont utiles pour comprendre ces critiques : **les habitants n'ont pas la capacité légitime** d'agir sur des aspects fondamentaux de leur vie quotidienne et de leur sécurité et les bailleurs sont les institutions qui détiennent cette responsabilité et cette capacité.

Un exemple a été donné par une habitante lors d'un groupe de discussion : Elle a exposé d'importants problèmes de sécurité causés par les toxicomanes qui occupaient le hall de son immeuble, et le fait qu'elle et son fils de 8 ans ont été témoins de coups de feu (le garçon n'a pas p. aller à l'école pendant un mois après cela) :

> J'ai fait une demande de relogement, mais ils ont décidé que nous n'étions pas prioritaires. Pendant ce temps, dans [un autre bâtiment], certaines personnes voulaient rester et ils les ont relogées, de T5 à T3 [dans des appartements plus petits].

Dans ce témoignage, il est clair que la décision du bailleur n'est pas comprise, et signifie une **insécurité objective et subjective** pour cette famille.

Enfin, l'une des questions stratégiques soulevées par les habitants était l'occupation par des organisations criminelles de la quasi-totalité des bâtiments, appelés "dortoirs". Ces bâtiments sont pour la plupart des bâtiments anciens, issus du projet initial Candilis, qui sont partiellement ou totalement vidés par les bailleurs dans le cadre d'un important projet de réhabilitation. La plupart d'entre eux seront détruits. Ce projet implique le relogement de nombreux habitants dans d'autres quartiers, **mettant sous pression les bailleurs** qui doivent déjà absorber la dynamique démographique constante de la métropole et la résistance des habitants locaux qui ne veulent pas quitter le quartier qu'ils habitent parfois depuis leur enfance, et de certaines municipalités qui ne sont pas prêtes à accueillir une quantité importante de logements sociaux et de population précaire.

Capital social, accès aux services et droit à la ville

En tant que QPV, et quartier fortement stigmatisé, la Reynerie bénéficie de nombreux fonds et services spécifiques qui dynamisent une vie locale déjà dense. Au moins deux associations sont centrées sur les préoccupations des habitants, d'autres sont plus thématiques, traitant des questions de genre, d'insertion des jeunes, etc. Plusieurs de ces associations apportent un soutien aux familles, aux enfants et aux jeunes et sont en bonne relation avec les institutions, ce qui en fait des **acteurs relais intéressants**.

De nombreux cultes sont également actifs : une église chrétienne, des évangélistes, plusieurs lieux de culte musulmans, etc. Cependant, l'importante **population musulmane dépasse largement la capacité d'accueil de ces lieux**, y compris la nouvelle mosquée Basso Combo toute proche, qui donne lieu à un culte en plein air. Ces prières génèrent parfois des tensions. Tout d'abord, certains acteurs et praticiens de première ligne pensaient qu'il était illégal de prier dans la rue, en raison des nombreux discours qui saturent l'espace public sur les visions erronées de la laïcité. Mais l'**observation directe avec les acteurs locaux a également révélé que la présence active d'une référence morale dans l'espace public a des effets sur son occupation par les autres usagers**. Alors que nous étions près du lieu de la prière, une personne avec une canette de bière a fait demi-tour et est partie dans l'autre sens, l'acteur local nous a alors dit : "tu vois, il a préféré ne pas y aller à cause de la prière". En fait, l'impact des valeurs religieuses rigoureuses sur l'environnement est un point important qui a été difficile à étudier, comme nous le montrerons dans la partie suivante.

En termes de service social, de nombreux services publics ont leur **antenne sur le territoire**, notamment la caisse d'allocations familiales, l'aide à l'accès aux bons services, les éducateurs de rue, les animateurs jeunesse, les services départementaux de solidarité, etc. Cependant, comme indiqué précédemment, certains de ces acteurs observent **un taux important de non-recours à ces droits** et s'inquiètent de la manière dont les familles obtiennent des ressources suffisantes.

De nombreux commerces sont également présents, et montrent une diversité fonctionnelle, mais certains acteurs soulignent que la plupart des commerces sont marqués par une identité

musulmane et pointent les pressions potentielles exercées par les acteurs religieux, notamment sur la vente d'alcool. Il n'y a, en effet, aucun bar à Reynerie ou à Bellefontaine. Cependant, la consommation d'alcool dans des espaces publics restreints (certaines parties spécifiques d'un parc) est notoire.

La Reynerie est très bien reliée au centre ville, par une ligne de métro et quelques bus, qui permettent d'accéder à d'autres services de loisirs et commerces, et garantissent également un meilleur accès aux offres d'emploi ou d'éducation en dehors de la zone.

En ce qui concerne la scolarisation, il y a 5 écoles primaires, et un taux de scolarisation important et tranquille : 96 % de la population correspondante (6-11 ans). Les collèges de la Reynerie (comme Bellefontaine), ont été détruits dans le cadre du projet mixite (projet de mixité sociale) mené par le département. Le projet consiste à répartir les élèves entre 5 collèges dont un en centre ville et deux en dehors de Toulouse. Ce projet est très complexe et complet et la plupart de ses processus sont accessibles au public[5] . Il a été associé à un processus de recherche qui a fourni quelques indicateurs intéressants. Tout d'abord, l'un des indicateurs utilisés dans l'évaluation du projet est le respect de la sectorisation, qui est la répartition officielle des élèves en fonction de leur adresse (également appelée carte scolaire). Bien que le non-respect de la carte scolaire soit une pratique très courante à Toulouse (près de 50 % des familles ne la respectent pas), le taux de respect de l'ancien collège de la Reynerie, Raymond Badiou, était supérieur à la moyenne toulousaine (64 %). De nombreuses interprétations peuvent expliquer cette différence, notamment l'importance des moyens nécessaires pour éviter la sectorisation, mais elle pourrait tout de même constituer un indicateur de confiance intéressant.

Perspectives et identification

À ce stade, nous avons déjà traité de nombreuses données qui donnent un aperçu des perspectives et de l'identification. Il est clair, à Reynerie, que de fortes influences façonnent les expériences des habitants et de leur environnement. Ces influences ne doivent pas être étiquetées comme négatives ou positives, certaines peuvent même être ambiguës, mais le trait principal de la Reynerie serait en fait le fort investissement de multiples acteurs en termes de solidarité, d'identification, de soutien familial, d'économie légale et illégale, etc. et les aspects historiques de ces investissements[6] .

5 https://www.haute-garonne.fr/service/la-mixite-sociale

6 Comme nous le verrons, ce n'est pas le cas d'Andromède.

Moins de 2 ans :	**15,82 %.**
Entre 2 et 4 ans:	18,64 %
Entre 5 et 9 ans:	19,39 %
Plus de 10 ans :	**46,14 %.**

Une discussion sur le temps de vie sur le territoire peut donner des éléments pour mieux comprendre la dynamique du quartier. Ces données ont été présentées et discutées lors des ateliers de la réunion finale. Notre intuition, en comparant ces données avec d'autres quartiers, était que 46 % de la population vivant dans le quartier depuis plus de 10 ans et 34,46 % depuis moins de 4 ans signifiait que le territoire est très dynamique, avec beaucoup de turn over, ce qui correspondrait à **une fonction d'accueil de nouveaux arrivants** d'autres villes et pays. Cependant, un travailleur social a déclaré au cours de l'atelier que ces données signifiaient qu'il y avait beaucoup d'habitants historiques. Les deux interprétations doivent être tenues ensemble et peuvent aider à comprendre **à la fois le grand attachement exprimé par une partie de la population, principalement installée historiquement là, et certains problèmes et certaines questions spécifiques qui peuvent être liés à la vie à court terme de** beaucoup d'autres, comme le faible taux de participation politique. Ici, le **nombre de demandes de relogement auprès des bailleurs sociaux** pourrait être une donnée intéressante comme mesure objective de la pression pour sortir du quartier.

Les perspectives et les identifications doivent donc être pensées dans un double sens. Au niveau du quartier et au niveau biographique. A l'échelle du quartier, l'identification est fortement impactée par un paradoxe visible à la Reynerie et souligné à la fois par les habitants et les professionnels : le **quartier est fortement stigmatisé** (notamment sur les questions de sécurité) et, en même temps, semble générer de forts attachements. Une partie de ce paradoxe peut être résolue en considérant l'hétérogénéité de la population dont une partie est fortement identifiée au quartier, et une autre partie l'utilise comme un espace de transition. La stigmatisation a des formes et des impacts multiples. Elle rend le quartier peu attractif et renforce sa fonction de transition. Elle pénalise les habitants lorsqu'ils cherchent des ressources (emploi, logement...) à l'extérieur, notamment pour ceux qui cumulent les vulnérabilités (susceptibilité d'être racisé, discrimination de genre...). Ces conditions de vie ont un impact sur la construction de soi et l'identification collective. Elles génèrent également des positions défensives ou négatives envers les **institutions qui sont souvent associées à des entités verticales qui ne font que rejeter la responsabilité sur les habitants**. Un exemple clair de cela est apparu lors du focus group. Alors que nous parlions de l'éducation des jeunes et du rôle des parents dans celle-ci, une mère a exprimé qu'elle se sentait moralement jugée par l'institution qui suggère implicitement ou explicitement que les familles abandonnent ou ne s'occupent pas de leurs enfants.

Le paradoxe stigmate-attachement affecte également les individus dans leur propre relation au quartier. Concernant les expériences violentes et la perspective de déménager ou non, deux habitants du focus group ont déclaré :

> C'est difficile **parce que** c'est génial

Ainsi, les réseaux de solidarité locaux, la qualité des appartements, l'accès à de nombreux services rendent leur vie agréable, ce qui rend la violence encore plus difficile à supporter.

Au niveau biographique, le stigmate affecte les personnes de manière négative mais l'évaluation du « Projet Mixité » montre que le stigmate, au moins au niveau des écoles secondaires, **peut être rapidement surmonté**. D'autre part, les témoignages d'autres territoires où la population de la Reynerie (et du Mirail en général) se déplace progressivement pour plusieurs raisons (relocalisation due à la rénovation urbaine, ascension sociale, etc.) ont montré que ce stigmate peut être un obstacle à l'inclusion sociale et même un déclencheur de polarisation en dehors du quartier.

Pour résumer cette partie, il est important de souligner que la cohésion sociale, sur la Reynerie, semble être très forte en raison de son histoire et des circonstances sociales du quartier. Les réseaux de solidarité et les communautés (par pays d'origine, par religion, par expérience commune...) sont forts et nombreux, fournissant un important système de liens. Cependant, les vulnérabilités spécifiques et certaines expériences et représentations négatives des institutions **peuvent constituer une limite à l'identification et à la liaison avec la société plus large et ses mécanismes, ce qui peut être vécu comme une menace**.

Sécurité et criminalité

Les données sur la sécurité sont particulièrement difficiles à obtenir et à analyser. Il n'existe pas d'enquête de victimation ou d'étude générale sur la délinquance à Toulouse. Cependant, en tant que Toulouse Métropole, nous avons accès, par le biais de l'Observatoire de la Délinquance, aux données de la police et de la gendarmerie qui comptabilisent les faits par nature lorsque l'activité policière est impliquée.

Les données générales montrent que, même après la crise du COVID-19, la plupart des indicateurs sont en légère ou forte baisse : violences contre les personnes (sans compter les homicides), destruction ou dégradation de biens publics ou privés, etc. Une exception, cependant, doit attirer notre attention : les infractions liées aux drogues illégales sont en constante augmentation (+40,3 % entre 2020 et 2021).

Par rapport aux autres territoires, la plupart des infractions sont également comptabilisées en plus grand nombre.

Notre définition de la violence radicale inclut l'impact social des actes violents et leur genèse sociale. Le crime organisé, en particulier le trafic de drogue, a un impact important sur la vie sociale et l'expérience de la Reynerie. Il est donc indispensable de comprendre ces organisations pour prévenir et limiter leur impact. L'un des récits communs diffusés par les habitants et les professionnels inclut le fait que ces organisations ont subi d'importantes mutations au cours des dix dernières années. Il est important de garder à l'esprit deux de ces mutations. La première concerne le processus de recrutement et la réglementation sociale. De nombreux acteurs ont souligné qu'auparavant, les dealers étaient recrutés sur le territoire et connaissaient donc les réseaux sociaux, étaient liés aux familles et aux amis, ce qui est censé fournir une sorte de régulation douce. Aujourd'hui, les acteurs rapportent qu'au moins une partie des dealers viennent d'autres villes, parfois en grand nombre, pour gérer les points de vente. Ceci est considéré comme une perte de régulation, car ces « étrangers » se sentiraient plus libres et incontrôlés.

L'autre grand changement est ce que l'on pourrait appeler « l'ubérisation », qui prend deux formes différentes : les points de vente peuvent disparaître car la livraison est de plus en plus fréquente et a été stimulée par la pandémie et les confinements. En même temps, les réseaux sociaux et de communication numériques comme Telegram ou Snapchat sont utilisés pour indiquer la localisation du produit. C'est le cas du témoin cité précédemment : si le hall de son immeuble était utilisé comme espace de consommation, c'est parce que la drogue y était cachée, mais l'absence du dealer a également provoqué un manque de régulation des usagers qui ont commencé à y consommer et à causer des troubles permanents.

Au-delà de la sécurité objective, ces incidents génèrent une insécurité subjective, que cette dame résume par la phrase suivante :

> Je ne **me sens pas chez moi**

Lier la violence objective à un sentiment généralisé de « ne pas se sentir chez soi » dans le quartier doit être considéré comme un indicateur majeur de violence radicale et une vulnérabilité majeure pour la cohésion sociale. Les ressources adaptées pour répondre à cette vulnérabilité spécifique ne sont cependant pas faciles à trouver. Se concentrer sur les aspects positifs de la vie locale peut être l'une d'entre elles. Les activités de maintien de l'ordre devraient également être considérées comme telles. Cependant, nous avons observé que ce n'était généralement pas le cas.

En fait, certains types d'activités, en particulier les interventions importantes liées au trafic de drogue, qui mobilisent un nombre important de policiers et de véhicules, ainsi que le maintien apparent de l'ordre, sont considérés comme source d'anxiété, voire de violence. Ces tensions, entre la police et les groupes de criminalité organisée, affectent donc directement la vie des habitants, y compris leur confiance dans les forces de l'ordre. Cette méfiance est renforcée par des cas de harcèlement, voire de violence physique, rapportés par certains jeunes.

L'insécurité objective et subjective est donc endémique en Reynerie, essentiellement en tant que conséquences du trafic de drogue et de ses relations avec la police, les citoyens, les jeunes qui risquent de s'engager sur cette voie alternative qui fournit des ressources importantes comme l'argent, la reconnaissance du groupe et la virilité.

L'insécurité subjective est d'autant plus forte pour les femmes dans un espace public éminemment dominé par des groupes d'hommes dont les regards et les propos constituent une violence en soi et affectent fortement l'ambiance du quartier.

Facteurs politiques

Abstention (municipales, 2020) :
1e tour : **83,25 %.**
2nd tour : **81,25 %.**

Abstention (présidentielles, 2022)
1e tour:**39,54 %**
2ème tour : **53,06 %.**

Les taux d'abstention sont les plus élevés observés dans le cadre du projet. Différentes interprétations peuvent aider à comprendre ces données et leurs conséquences. La manière classique serait de corréler le taux d'abstention à un désintérêt pour les institutions démocratiques et la politique en général. Cependant, ce cadre a été critiqué dans la littérature récente[7] , ce qui ouvre de nouvelles perspectives d'analyse.

Nous devons donc envisager une participation ou une critique plus directe des institutions.

Les demandes adressées aux institutions sont encore nombreuses, mais elles semblent caractérisées par une certaine lassitude. Les espaces destinés à générer un dialogue collectif restent peu fréquentés et sont souvent perçus comme n'étant pas suffisamment à l'écoute des demandes des habitants eux-mêmes.

Conclusion et recommandation

Pour résumer, la Reynerie est un quartier marqué par sa mémoire, portée par ses plus anciens habitants. C'est aussi et surtout un quartier très vivant avec de nombreux réseaux de solidarité, qui ont notamment montré leur résilience au moment de la crise sanitaire.

C'est un quartier très impliqué dans les pouvoirs publics, tant du point de vue de la sécurité et de l'accès aux droits et à l'aide sociale, que des secteurs du divertissement et de l'éducation. C'est donc un quartier plein de ressources, dont certaines peuvent paraître ambiguës et entrer en concurrence avec les institutions publiques et le système démocratique qu'elles représentent.

Les vulnérabilités sociales sont importantes, nombreuses et structurelles, ce qui implique des réponses au-delà de la question des projets citoyens ou de la réhabilitation partielle. De ce point

7 Parvin, p. " La démocratie sans participation : A New Politics for a Disengaged Era ", Res Publica 24, 31-52 (2018). https://doi.org/10.1007/s11158-017-9382-1 https://www.jean-jaures.org/publication/dans-la-tete-des-abstentionnistes-a-lecoute-de-ceux-qui-se-taisent/

de vue, c'est la nature même du quartier qui est en question, entre enfermement symbolique, du fait de la stigmatisation, et attachements particuliers aux expériences humaines fortes qui s'y déroulent.

La cohésion sociale semble prendre la forme de multiples communautés qui coexistent et parfois se croisent. Elle est riche mais mise à mal par la forte présence d'organisations criminelles qui impactent le territoire, génèrent un sentiment de " ne pas être chez soi " et une peur de l'embrigadement pour les plus jeunes qui s'identifient facilement à ceux de leurs aînés qui sont les plus visibles dans l'espace public.

Dans un tel quartier, il ne semble pas nécessaire de stimuler la " participation des citoyens " dans ses formes les plus institutionnelles (conseils citoyens, budgets participatifs, etc.), car elle est déjà forte sous la forme de réseaux de solidarité. Il semble plus approprié de s'appuyer sur les réseaux existants, y compris les réseaux religieux, notamment ceux qui traitent des revendications les plus fondamentales (alimentation, éducation, santé, etc.). Ces réseaux saturent l'espace public et leur caractère historique rend l'idée de " coordination " peu pertinente puisque leurs liens sont déjà bien établis sur le territoire. En revanche, des moyens peuvent être mis à leur disposition à leur demande : accompagnement et mise en relation avec des ressources plus adaptées à certains besoins (France Victime 31 pour les victimes de violences, par exemple ; Izards attitude ou Clémence Isaure pour les familles touchées par l'implication de leurs jeunes dans des trafics, etc.), facilitation des relations avec les institutions responsables des principaux aspects de leur vie quotidienne (bailleurs sociaux, police municipale, CAF, etc.).

Sur la question du trafic de drogue et de son impact, la principale conclusion serait que notre connaissance du fonctionnement de ces organisations criminelles reste très limitée. Il semble donc opportun de mettre en place une démarche d'analyse spécifique, si possible en collaboration avec la police nationale (pour les aspects purement criminels), mais aussi et surtout avec les familles concernées, voire les jeunes eux-mêmes, qui sont souvent rattrapés (voire harcelés) par ces organisations de diverses manières.

Enfin, la question de la stigmatisation doit être abordée. Si les acteurs institutionnels parlent souvent de « faire sortir les habitants du quartier », il a été évoqué lors du focus group qu'il était aussi (surtout ?) souhaitable de faire venir des habitants d'autres quartiers à la Reynerie afin de minimiser les effets de déformation et d'exagération. L'exemple des journées du patrimoine a été pris, mais des échanges sur des thématiques diverses pourraient être envisagés (découverte des lieux de culte par les scolaires, échanges entre classes, animations de loisirs...).

Andromède : zone urbaine émergente, préoccupations émergentes

Définition de la zone et production de données

Andromède est un arrondissement situé sur deux communes : Beauzelle et Blagnac. La majeure partie est sur Blagnac et c'est cette partie que nous allons analyser. Andromède n'est pas une zone prioritaire, nous n'avons donc pas accès aux données de l'INSEE au niveau du quartier. Cependant, l'IRIS *Pinot* comprend la partie d'Andromède située à Blagnac et principalement des terres agricoles avec un faible nombre d'habitants, ce qui justifie son utilisation pour l'analyse des données liées à la population (revenus, ménages, etc.). La plupart des données statistiques sont basées sur les indicateurs de l'INSEE au niveau des IRIS. Certaines données quantitatives ont été extraites d'un diagnostic interne réalisé par les services de la commune de Blagnac, réutilisant pour la plupart des données INSEE. Cette source ne comprend cependant que des données jusqu'en 2018, il était donc impossible d'analyser les dernières évolutions du quartier d'un point de vue quantitatif.

Les données qualitatives ont été extraites du site de promotion de l'Ecoquartier : http://ecoquartier-Andromède.fr. Trois réunions avec des agents municipaux ont été organisées en avril et octobre 2021, puis en juin 2022 avec des acteurs des services éducatifs, des services de prévention et des services de sécurité et de prévention de la délinquance.

Lors de l'atelier organisé pour les événements finaux, les acteurs locaux des municipalités voisines ont insisté sur le développement rapide d'une population plus vulnérable ces 5 dernières années, qui n'est en partie pas représentée dans nos données provenant principalement du recensement de 2018.

Description socio-historique

Andromède est un quartier qui se développe au nord-ouest de Toulouse, sur les communes de Blagnac et Beauzelle, au cœur d'un bassin d'emploi porté par le dynamisme du secteur aéronautique et de l'aéroport.

Les premiers résidents sont arrivés à Andromède en 2008, et les premiers occupants de bureaux en 2010. La population du quartier est en forte croissance. Les équipements et services fonctionnent mais sont sous-calibrés par rapport à la population et inadaptés à une population majoritairement jeune (51 % ont moins de 30 ans, dont 21 % ont moins de 14 ans).

Nous nous concentrerons ici sur la partie située à Blagnac.

3 663 habitants en 2017
+53,3 % entre 2012 et 2018

Facteurs socio-économiques et récits sur la diversité sociale

Les données socio-économiques au niveau du quartier montrent un **revenu médian décent de 21 950 €**, ce qui est supérieur à la médiane nationale (19 344 €), mais légèrement inférieur à celle de Toulouse Métropole (23 090 €). Le taux de chômage (11,54 %) et le risque de pauvreté (13 %) sont inférieurs aux indicateurs de Toulouse Métropole.

Sur la base de ces indicateurs, il est difficile d'évaluer les spécificités de la population. Comme les agents municipaux nous avaient dit que le quartier avait été construit pour les employés de l'aéronautique, avec une affirmation implicite qu'il s'agirait de professions à hauts revenus comme les ingénieurs et les cadres, nous avons amené la composition de la population en fonction de leur origine socioprofessionnelle :

Ouvriers:	12 %
Employés:	23 %
Artisans / commerçants:	4 %
Cadres / professions intellectuelles :	**29 %.**
Professions intermédiaires :	**31 %.**

Comme nous pouvons le constater, le public cible compose en fait la majorité de la population. Cependant, il existe une importante diversité, également reflétée par l'indice de Gini à 0,263.

Sur la base de ces données et des récits recueillis, notre hypothèse serait que cette diversité n'a pas été planifiée, car la fonction du quartier émergent était d'accueillir uniquement des professions supérieures et des revenus élevés. Mais la croissance de la population au niveau métropolitain a fait pression sur ce plan et a imposé une diversité sans préparation. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les préoccupations exprimées par la municipalité concernant cette population inattendue, plus pauvre et plus jeune que prévu, sont principalement dues à un manque de ressources pour ces populations spécifiques.

Dans ce contexte, 15 % de logements sociaux signifie que l'ensemble de la zone urbaine doit s'adapter pour fournir davantage de services sociaux, bien que 32 % des résidents soient propriétaires de leur appartement.

Capital social et accès aux services

Le principal gain de population concerne les jeunes de moins de 25 ans. Si l'on s'intéresse aux ressources spécifiquement destinées aux jeunesses, nous remarquons que l'offre scolaire semble suffisante pour couvrir l'éssentiel des besoins (100 % de scolarisation pour les personnes en age de fréquenter l'école primaire et le lycée). Cependant, l'école n'est pas le seul besoin pour les jeunes et les offres sociales, éducatives ou culturelles semblent manquer sur le territoire.

1 pépinière
0 préscolaire
taux de scolarisation : 66,8 %.

2 écoles élémentaires (1 privée)
taux de scolarisation : 100 %.

1 école secondaire :
taux de scolarisation : 95,7 %.

1 école secondaire
taux scol. 15 - 18 : 100 %
taux scol. 18 - 24 : 51,4 %.

Pour pallier cela, soulignons qu'un transport public à haute fréquence, un tramway assure une bonne connexion avec le centre-ville qui peut fournir une partie de ces services, notamment en matière de loisirs payants.

Mais cette situation semble encore préoccuper la municipalité pour deux raisons : si le tramway est un bon moyen de se rendre au centre, il est aussi un moyen pour la population du centre de venir à Andromède, ce qui a été souligné comme problématique dans le cas de groupes de jeunes d'autres quartiers. Plus important encore, le rôle fonctionnel d'Andromède dans sa connexion au centre et aux bassins d'emploi semble, pour l'instant, se limiter à celui d'une « banlieue dortoire », avec peu d'activité locale et donc peu de cohésion sociale. Ceci est renforcé par l'émergence récente du quartier qui ne peut s'appuyer sur son histoire ou sur un attachement spécifique.

Perspectives, identification et facteurs politiques

Les services municipaux soulignent qu'il est difficile de stimuler la vie de quartier.

Notre ensemble de données est trop limité pour fournir une analyse pertinente de cette question mais les efforts peuvent être concentrés autour de ce qui apparaît comme la seule institution de lien social sur le territoire : les écoles.

Sans données relatives aux élections, la faible structuration des engagements dans le district rend difficile le traitement des facteurs politiques dans ce domaine.

Sécurité et criminalité

Là encore, les statistiques de la criminalité ne sont pas disponibles à l'échelle de ce territoire. En approfondissant le sujet avec les autorités locales, il apparaît qu'il n'y a pas de problème direct de criminalité mais des nuisances localisées et ponctuelles de certains groupes de jeunes qui peuvent apparaître, pour certains habitants, comme gênantes.

Un endroit est apparu comme un point vulnérable : le lycée. Identifié par les acteurs locaux comme un marché potentiel pour le trafic de drogue, il suscite quelques inquiétudes. A ce stade, il est possible de résoudre ce problème par la prévention sur la consommation et la sensibilisation des parents et des équipes scolaires.

Conclusion et recommandation

La plupart des préoccupations de l'autorité locale semblent être liées à l'état actuel du district. Les processus d'identification nécessitent généralement du temps et une expérience commune afin de laisser émerger l'attachement et l'engagement.

Le développement rapide du quartier exige cependant un développement rapide des services privés et publics, y compris sociaux, afin d'adapter l'offre à la demande réelle, indépendamment ent du type de population qui devait vivre à Andromède. En effet, le récit informel construit autour de ce quartier peut exclure la population la plus vulnérable et rendre son inclusion difficile.

L'urbanisme pourrait également être un sujet d'identification : la conception d'une place centrale et son animation pourraient rendre la vie locale plus attrayante et aider les différentes populations à se rencontrer et à se connaître.

Enfin, et surtout, Andromède est pleinement inclus dans la dynamique métropolitaine. Sa fonction réelle n'est peut-être pas de générer un attachement fort et une dynamique locale. En ce sens, un haut degré de coopération avec les communes frontalières et avec la métropole sur les besoins d'une population très mobile peut permettre d'anticiper d'autres risques.

Vivier Maçon : Stigmatisation et vie locale

Définition de la zone et production de données

La collecte de données quantitatives a été particulièrement complexe. En effet, s'il existe de nombreux indicateurs spécifiques aux QPV, ceux-ci n'ont souvent pas d'équivalent dans les données de l'INSEE au niveau des IRIS et posent donc un problème de comparabilité. Par ailleurs, l'IRIS correspondant au quartier du Vivier, nommé Maurens, dépasse de plus du double la population du quartier. Par conséquent, les données de l'IRIS ne correspondent pas à la réalité du quartier.

Si rien n'est précisé, les données fournies correspondent au QPV. Certaines données au niveau de l'IRIS seront utilisées.

En termes de données qualitatives, nous avons p. réaliser différents entretiens avec un élu et, à plusieurs reprises, avec les services prévention et politique de la ville de Cugnaux, souvent au cœur du quartier, une rencontre de professionnels et un entretien avec un habitant et un agent municipal.

Description générale

Le Vivier Maçon est un quartier ancien, dont la construction a commencé au milieu des années 1940. **Environ 1 000 habitants vivent à** côté du centre ville de Cugnaux. Il bénéficie de grands espaces verts, de services et de loisirs tant à l'intérieur du quartier que du fait de sa proximité avec le centre. Les projets de réhabilitation menés depuis les années 2000 ont permis de maintenir les appartements en bon état.

L'**architecture fermée** du quartier et une perception négative par les autres habitants de la ville et de la Métropole constituent **un stigmate**, que le Vivier Maçon partage avec de nombreux autres QPV, et qui peut être un véritable fardeau, notamment pour les jeunes.

Malgré son intégration à Cugnaux et une bonne offre de services, il souffre de sous-zones de sous-occupation ou de sur-occupation des logements. Le taux de pauvreté progresse en raison du manque d'attractivité de la zone, dû en partie à une image négative pour les personnes extérieures.

Facteurs socio-économiques et récits sur la diversité sociale

Le **revenu médian du Vivier Maçon est d'environ 13 660 €**, avec un taux de pauvreté de 39,7 %. L'indice de Gini au niveau de l'IRIS (Maurens) est de 0,287 ce qui suggère qu'il existe **un écart de revenu important entre les habitants du Vivier et leurs voisins directs**. En effet, malgré la proximité, les habitants et les professionnels regrettent qu'il existe une barrière sociale entre ces

habitants. Lorsque les habitants du Vivier mentionnent ce fait, ils font généralement référence à un « eux » indéfini, comme pour désigner les étrangers du quartier qui diffusent des récits négatifs sur le quartier.

Le taux d'emploi sur le QPV est de 58 %, et le taux de chômage au niveau de l'IRIS de 13,94 %, ce qui suggère à nouveau une concentration importante de la pauvreté et de la vulnérabilité sur un territoire peu mais strictement identifié. Cela implique également un effet de contraste qui peut renforcer le phénomène de ségrégation sociale.

Le quartier abrite **82,9 % des logements sociaux dont 96,9 % ont été construits entre 1949 et 1975.** Comme indiqué plus haut, la rénovation urbaine fait que ces appartements anciens sont encore appréciés et qu'environ 10,2 % des résidences sont surpeuplées. En effet, le quartier est marqué par un déséquilibre entre la typologie des logements, notamment les logements locatifs sociaux et la composition des familles qui y vivent, ce qui génère également des situations de sous-occupation.

Capital social et accès aux services

La plupart des services de base se trouvent sur le quartier ou dans sa périphérie directe (centre-ville), mais la mauvaise connexion de Cugnaux en général à la métropole rend difficile l'accès à certains services spécifiques. Les hôpitaux, par exemple, sont difficiles d'accès sans voiture.

Une école maternelle et une école élémentaire sont situées dans le Vivier Maçon. Elles **accueillent** toutes deux **les enfants du quartier et des quartiers voisins.** Ces établissements sont des points de liaison intéressants, comme le suggère un habitant lors d'un focus ou d'une rencontre :

> **Ils ne veulent pas mettre leurs enfants ici au début et ensuite ils se rendent compte que c'est la meilleure école !**

Les collèges et lycées, au contraire, ne sont pas situés sur le district. Le collège situé à proximité est également particulièrement intéressant à étudier. Selon son directeur, il accueille un tiers de personnes issues de classes sociales favorisées, un tiers de classes moyennes et un tiers de classes sociales défavorisées. A propos d'un groupe de prévention du décrochage scolaire comprenant un enseignant, le directeur cite :

> Nous oublions souvent, parmi ces caractéristiques, leurs conditions de vie, car nous sommes concentrés sur le programme scolaire

Outre les équipements scolaires, le Vivier dispose d'équipements sportifs et culturels, mais il s'appuie également sur l'offre proposée dans la ville-centre. Il y a peu de commerces dans le quartier, un bureau de tabac a particulièrement attiré l'attention lors de deux discussions, car il est

situé en marge du quartier et travaille donc pour le Vivier Maçon et les autres quartiers. Il a été porté à la discussion que **certains commerces ont fermé à cause de formes de harcèlement** de la part de groupes de jeunes hommes, supposés appartenir à des organisations de trafic de drogue.

En termes d'offre sociale, la commune gère un centre social qui propose à la fois des activités de loisirs et un accompagnement des familles du quartier. Jusqu'en 2021, le service jeunesse n'avait pas d'éducateurs sur place, mais une équipe récente de préventeurs spécialisés a pris le relais, pilotée par Toulouse Métropole.

Le quartier bénéficie d'une vie associative relativement dynamique qui a repris ses activités après la crise sanitaire. Par exemple, une association d'usagers du centre social s'est constituée.

Le conseil citoyen est également particulièrement proactif et attentif aux questions de représentation de l'ensemble des habitants. Cependant, un élu et plusieurs habitants soulignent que **la vie de quartier n'est plus « ce qu'elle était »** en termes de solidarité et de convivialité. Toutefois, ce n'est pas tant un repli « communautaire » qui est abordé qu'un repli des individus sur leur propre vie.

En termes de culte, une importante population musulmane vit dans le district. Cependant, aucun lieu de culte n'a été construit, ce qui conduit les habitants à se rendre dans des mosquées situées en dehors du quartier, dont l'accessibilité est limitée, ou à aménager des locaux. Comme à Reynerie, le nombre de personnes dépasse souvent la capacité de ces installations. Comme à la Reynerie, la présence de personnes, musulmanes, priant dans l'espace public suscite généralement des questions, voire des critiques. Cependant, le soutien de la municipalité dans la médiation de ces situations permet de les clarifier.

Perspectives et identification

La **double perception** entre la valeur négative attribuée par les personnes extérieures et la valeur positive attribuée par les habitants est une dynamique importante pour comprendre la position de ces derniers. Alors que nous discutions des objectifs du projet et de la violence en général, plusieurs conversations se sont terminées par une comparaison :

> **Ce n'est pas Chicago ici, ce n'est pas Le Mirail !**

Ce relativisme sur les questions de violence correspond effectivement à la réalité des mesures de violence, mais plus encore, il correspond à la construction de figures repoussantes qui permettent de réhabiliter l'image du quartier par défaut.

Sécurité et criminalité

Presque aucune donnée n'est disponible pour mesurer objectivement les infractions dans le Vivier Maçon. En observant à l'échelle de Cugnaux, nous avons déjà souligné dans d'autres livrables que cette ville est un excellent exemple d'absence de corrélation directe entre la criminalité et le revenu médian, puisque les deux sont ici faibles.

	Revenu médian par ménage en euros	Taux de criminalité, 2018, pour mille habitants
En Jacca (QPV)	13.780	52,64
Tournefeuille (Ville)	28.210	52,13
Vivier Maçon (QPV)	13.660	31,51
Seilh (Ville)	28.800	30,64

Lorsqu'elle est évoquée avec les habitants, la violence est surtout associée à la présence ponctuelle de groupes de jeunes hommes sur le quartier, supposés dealers, causant des nuisances. Ces derniers sont qualifiés par les habitants et les professionnels « d'épiphénomènes ».

Deux éléments méritent d'être relevés. Premièrement, encore une fois, ces jeunes hommes sont identifiés comme des étrangers, notamment en provenance du Mirail, que cette information soit vraie ou non. Deuxièmement et plus intéressant pour notre analyse, deux cas sont comparés par un habitant : L'un s'est produit au centre du Vivier, le second sous un porche. Dans le premier cas, l'occupation de l'espace public ne semblait pas poser de problème, les gens pouvaient interagir et tout le monde voyait le groupe. Au contraire, sous le porche, le groupe générait plus d'insécurité subjective et allait jusqu'à « bloquer l'accès ». Au-delà de la prévention situationnelle, le lieu qu'ils pouvaient occuper ou non a donc un impact direct sur l'impact sur l'insécurité subjective et donc la cohésion sociale perçue.

Facteurs politiques

Nous n'avons pas accès à des données quantitatives concernant les élections au niveau des districts. Cependant, d'autres formes d'engagement politique ont attiré notre attention. Le conseil citoyen[8] rassemble 10 à 25 habitants avec une certaine diversité, et semble être bien identifié par la population :

8 Les conseils citoyens sont des dispositifs spécifiques de la politique urbaine nationale, ils sont mis en œuvre par les municipalités dans tous les QPV. Leur objectif est de favoriser la démocratie locale en rassemblant un groupe de citoyens qui sont inclus dans une petite partie des processus de décision et à qui on demande d'agir pour dynamiser la vie locale avec plus ou moins de ressources et plus ou moins d'indépendance.

Avant, nous allions chercher les gens, aujourd'hui **ils viennent spontanément**

Ce conseil de citoyens semble être en passe de réussir le pari de recueillir les différentes voix qui composent le quartier, par une démarche de proximité.

Conclusion et recommandation

Le Vivier Maçon est un petit quartier de banlieue. Sa forme carrée fermée, parfois pointée du doigt comme favorisant un certain enfermement, semble aussi favoriser la convivialité et la solidarité interne.

La distance et la connexion relative à Toulouse limitent les opportunités pour les plus pauvres qui n'ont pas de voiture, par exemple, mais limitent aussi le transfert des populations et des problèmes du centre-ville.

La politique volontariste de la municipalité semble rester attentive aux besoins d'une population hétérogène à divers points de vue. L'adaptation des locaux pour pallier le manque de place dans les lieux de culte ou l'organisation d'une fête de quartier particulièrement populaire et fréquentée semble limiter les ruptures et la méfiance entre habitants et institutions.

Néanmoins, les indicateurs socio-économiques restent préoccupants et si les services semblent adaptés, la série de crises sanitaires et énergétiques passées et annoncées devrait nous amener à prêter attention au maintien, voire à une approche plus dynamique de la logique de solidarité et de participation démocratique.

Arnaud Bernard : Comment construire une démocratie inclusive ?

Définition de la zone et production de données

Le nom d'Arnaud Bernard peut avoir des significations ambiguës. Sur certaines cartes de Toulouse Métropole et de la mairie de Toulouse, cette dénomination englobe un vaste territoire allant des bords de Garonne au boulevard de Strasbourg. Cependant, dans l'inconscient collectif, ce terme désigne la place Arnaud Bernard et les ruelles qui s'y rapportent, jusqu'au quartier Saint-Sernin voisin, qui marque une discontinuité architecturale et socio-économique.

La plupart des données quantitatives correspondent à l'IRIS Saint-Sernin, qui est plus petit que le quartier Arnaud Bernard au sens des cartes communales, mais plus grand que l'Arnaud Bernard de l'inconscient collectif. Seules les données électorales sont légèrement plus précises du fait de leur disponibilité au niveau du bureau de vote.

Les données qualitatives sont de plusieurs ordres : des discussions fréquentes avec le maire d'arrondissement, mais aussi avec les équipes dédiées au centre-ville du comité local de sécurité et de prévention de la délinquance.

A ces données s'ajoutent de nombreuses observations directes et quelques témoignages d'habitants. Enfin, l'atelier organisé lors de la conférence finale a permis à de nouveaux acteurs d'apporter des éléments importants pour la compréhension du quartier.

Description socio-historique

Contrairement à la plupart des quartiers que nous avons présentés jusqu'à présent, Arnaud Bernard se situe en plein centre de Toulouse. Il reste relativement populaire et est très dynamique en termes de commerces, bars, restaurants, associations et services.

Selon divers témoignages, Arnaud Bernard est un point d'accueil pour les personnes arrivant à Toulouse depuis l'étranger et conserve un caractère très cosmopolite dans son identité de quartier.

Dans la mesure où certaines préoccupations se cristallisent autour de la place Arnaud Bernard.

Facteurs socio-économiques et récits sur la diversité

Le revenu médian des résidents de l'IRIS Saint-Sernin est de 21 950 € par an. Ce chiffre peut paraître élevé au regard de la réputation du quartier, et on pourrait être tenté de penser à un biais statistique dû à la présence du quartier Saint-Sernin dans l'IRIS. Toutefois, ce facteur peut être nuancé dans la mesure où l'indice de Gini est de 0,263, c'est-à-dire relativement faible par rapport à d'autres IRIS qui présentent les mêmes caractéristiques de regroupement de quartiers aux identités très différentes (Maurens, à Cugnaux notamment). Le même commentaire s'applique à la

propriété et au logement social sur l'IRIS. Seulement 6 % des logements sont des logements sociaux. 21 % des logements sont occupés par des propriétaires. Même en incluant Saint-Sernin, cela signifie qu'il existe un équilibre entre les logements locatifs, les propriétaires et les logements sociaux, qui est le plus faible.

Le taux de pauvreté est important, à 13 %, mais reste relativement limité, tout comme le taux de chômage à 11,54 %. Ce dernier chiffre peut toutefois s'expliquer par la taille de la population étudiante, qui est supérieure à la population active de ce district.

Élèves, étudiants, stagiaires non rémunérés de 15 à 64 ans :	**33 %.**
Pourcentage de la population active âgée de 15 à 64 ans :	**21 %.**

Dans un premier temps, ces données nous ont paru surprenantes, car elles contrastent avec les discours recueillis ici et là auprès des acteurs professionnels et associatifs. Tous ces acteurs, pour des raisons diverses, mettent en avant la fonction d'accueil de ce quartier, soutenue par des réseaux d'acteurs spécifiques. Cette approche fonctionnelle ne semble pas erronée, mais elle demande à être complétée : Arnaud Bernard a également une fonction résidentielle pour les étudiants, et une fonction importante de point de rencontre pour une partie du militantisme toulousain.

La complémentarité de ces approches permettra de rester attentif aux points de vulnérabilité de différentes natures. En effet, le récent travail commandé par Toulouse Métropole à l'Agence d'Urbanisme et de Développement de Toulouse pointe l'importance des vulnérabilités des étudiants, notamment en termes d'accès aux soins et à l'alimentation. Parallèlement, les primo-arrivants et les mineurs non accompagnés font l'objet d'une attention particulière de la part des services socio-éducatifs de la ville, notamment vis-à-vis des marchands de sommeil.

Capital social, accès aux services et droit à la ville

Les services de scolarisation sont assez importants, surtout par rapport à la faible proportion de familles avec enfants sur le district.

1 crèche et 1 école maternelle
2 écoles élémentaires (dont 1 privée)
1 école secondaire
2 écoles secondaires

Il est à noter que, du primaire au secondaire, Arnaud Bernard est le seul district de notre étude qui présente une scolarisation à 100 %. Comme prévu, la scolarisation entre 18 et 24 ans est très élevée, avec 88 %.

En plus des nombreux services et commerces présents et adaptés à ce quartier (un service métropolitain pour les jeunes en errance, la prévention spécialisée, la MDS, etc.), des initiatives citoyennes ont émergé pour prendre en charge des besoins spécifiques, notamment en matière de santé.

Lors de l'atelier de la conférence finale, des discussions ont eu lieu sur la « diversité » des magasins. Certains ont souligné que la plupart des magasins sont des fast-foods avec un fond culturel arabe (kebab), mais cette affirmation doit être atténuée. Premièrement, il existe historiquement une grande diversité de restaurants et de bars, notamment des restaurants proposant des plats italiens, français, mexicains, japonais, sénégalais, etc. Deuxièmement, un effort est fait par la municipalité pour promouvoir encore plus de diversité, ce qui inclut un soutien aux nouveaux commerces.

Facteurs politiques, perspectives et identification

Lors d'un processus de revitalisation du quartier soutenu par la municipalité, les habitants ont exprimé le sentiment d'avoir été le quartier "oublié" du centre-ville. Des discussions et des forums, notamment auprès des commerçants, ont été mis en place pour répondre à certaines de ces demandes et une nette amélioration semble être en cours.

Sur une autre dimension, Arnaud Bernard est un district fortement identifié pour ses activités politiques de gauche. Ceci a une double implication : une implication plus forte dans le système démocratique, comme le montre l'abstention comparativement faible, considérant que le taux municipal était de 63,34 %.

Abstention (municipales, 2020)	Votes (municipales, 2020)
1st round: **58,3 %** 2nd round : 51 %	**Archipel Citoyen** 57,87 % - 64,76 % (selon le bureau de vote)

Les habitants d'Arnaud Bernard sont donc plus prompts à jouer le jeu de la démocratie représentative et ont voté majoritairement pour ce qui est devenu l'opposition au conseil municipal de Toulouse.

Ce fait est d'autant plus important que la visibilité des militants de gauche est forte dans cette zone, avec plusieurs lieux de rencontre et des manifestations régulièrement organisées.

L’approche des instances politiques que sont la métropole et la mairie doit tenir compte de ce facteur pour assurer une bonne articulation entre les citoyens et les institutions, indépendamment des opinions de chacun. Certaines des tensions entre les institutions et les associations locales sont fondées sur des questions politiques.

Sécurité et criminalité

Nous n'avons pas p. accéder aux données de sécurité au niveau des quartiers ou des IRIS. Néanmoins, des témoignages directs et des observations attestent de la présence d'un important trafic de drogues et de cigarettes. Au-delà de l'aspect illégal de ces activités, il convient de s'interroger sur l'impact qu'elles peuvent avoir sur le vécu du quartier.

Le trafic d'Arnaud Bernard est organisé de manière totalement différente de celui des quartiers plus périphériques : plus discret et moins violent a priori. Cependant, les nuisances ne peuvent être évitées et touchent particulièrement les femmes, pour qui les groupes d'hommes, vendant ou non des produits illicites, peuvent être anxiogènes. Une habitante témoigne :

> Un soir, je rentrais chez moi et des jeunes hommes ont commencé à me faire des remarques. Après quelques secondes, l'un d'eux m'a identifié comme un habitant du quartier et a demandé aux autres d'arrêter : "on ne dérange pas les habitants du quartier

Malgré les nuisances et les facteurs d'insécurité, la cohabitation d'activités et de populations hétérogènes, outre la position centrale du quartier et la présence ostensible des forces de l'ordre, une certaine régulation existe, qui limite les occurrences de violence et leur impact sur la cohésion sociale dans ce quartier.

Conclusion et recommandation

Comme nous l'avons vu, Arnaud Bernard se caractérise par l'hétérogénéité de ses usages ainsi que par des dissonances entre les représentations du quartier dues à certains de ces usages et les caractéristiques objectives de la population qui y vit.

L'interconnexion entre les différents usagers de la place Arnaud Bernard semble dépasser la simple cohabitation tolérante, suggérant des passerelles possibles, et donc pas de rupture forte ou de phénomènes de polarisation, entre des réseaux fortement marqués par leur identité politique militante, leur statut (étudiants) ou leur identité fonctionnelle (réseaux d'accueil ou de trafic de produits divers).

Dans un tel contexte, il semble important de prendre en compte les dynamiques spéc ifiques du quartier, comme l'a fait Toulouse Métropole en y installant des services éducatifs spécifiques, mais aussi de s'appuyer sur l'ensemble des réseaux présents afin d'éviter de les construire les uns contre les autres. Si les forces de l'ordre doivent être mobilisées dans des situations de violence ou d'illégalité, Arnaud Bernard est un quartier particulièrement adapté à la prévention primaire et à la police de proximité.

Une comparaison Métropolitaine

L'analyse qui sera présentée dans ce chapitre porte sur l'ensemble des territoires initialement inclus dans le projet et se base exclusivement sur des données quantitatives. Elle servira de bas à l'analyse métropolitaine, plus précise, qui suivra.

Les indicateurs, rassemblés dans les tableaux 1 et 2, sont les suivants :

- Habitants, nombre total
- Habitants par sexe
- Zone
- Densité, habitants par ha
- Étrangers, nombre total et pourcentage
- Âge
- Éducation
- Revenu
- Situation professionnelle
- Abstention

La taille des territoires – en nombre d'habitants et en hectares – diffère considérablement (tableau 1). En raison de leur définition, la plupart des zones prioritaires ont un nombre d'habitants compris entre 1 000 et 2 500. La seule exception est le Grand Mirail, qui compte plus de 31 000 habitants et qui est composé de plusieurs quartiers plus petits. Les autres territoires sont très différents. Certaines communes sont plus petites en nombre d'habitants, par exemple Seilh avec environ 3 200 habitants ou Beauzelle avec environ 6 400. D'autres abritent de plus de 10 000 à 27 000 habitants (Tournefeuille). La différence est encore plus prononcée en ce qui concerne la densité. Alors que la plupart des zones prioritaires comptent plus de 100 habitants par ha – jusqu'àb 177 (Barradels) – la plupart des zones neutres respectives des zones de veille comptent entre 10 et 20 habitants par ha. La seule exception est Arnaud Bernard, qui est situé au milieu de la ville avec 140 habitants par ha. Pour cette raison, Arnaud Bernard est particulièrement intéressant pour des comparaisons ultérieures avec les zones prioritaires. 2. Tableau : Habitants, superficie, densité, 2017, sources : Toulouse Métropole, Présentation de quartier ; Municipalité de Toulouse, Les indicateurs de quartier ; INSEE ; présentation personnelle.

		hab. tot.	homme	femme	superficie en ha	hab. par hectare
QP	Barradels	1.613	750	863	9,1 ha	177 hab/ha
QP	En Jacca	1.168	569	599	12,1 ha	97 hab/ha
QP	Grand Mirail	31.691	15.339	16.352	295,3 ha	107 hab/ha
QP	Les Izards	2.747	1.428	1.319	46,4 ha	59 hab/ha
QP	Val d'Aran	3.011	1.433	1.578	26,1 ha	115 hab/ha
QP	Vivier Maçon	1.059	454	605	6,9 ha	153 hab/ha
Neutre	Aucamville	8.408	4.055	4.353	396 ha	21 hab/ha
Neutre	Balma	16.568	7.986	8.582	1659	10 hab/ha
Neutre	Castelginest	10.467	5.025	5.442	811	13 hab/ha
Neutre	Launaguet	8.880	4.344	4.536	702	13 hab/ha
Neutre	Seilh	3.268	1.627	1.641	616	5 hab/ha
Neutre	St. Orens de Gameville	11.830	5.547	6.283	1306	9 hab/ha
Zone de veille	Arnaud Bernard	8.691	1.843	2.056	62	140 hab/ha
Zone de veille	Amouroux	4.170	2.071	2.099	n.data	
Zone de veille	Tournefeuille	26.962	13.088	1.3874	1817	15 hab/ha
Zone de veille	Beauzelle	6.387	3.092	3.295	442	14 hab/ha

1. Tableau : Habitants, superficie, densité, 2017, sources : Toulouse Métropole, Présentation de quartier ; Municipalité de Toulouse, Les indicateurs de quartier ; INSEE ; propre présentation.

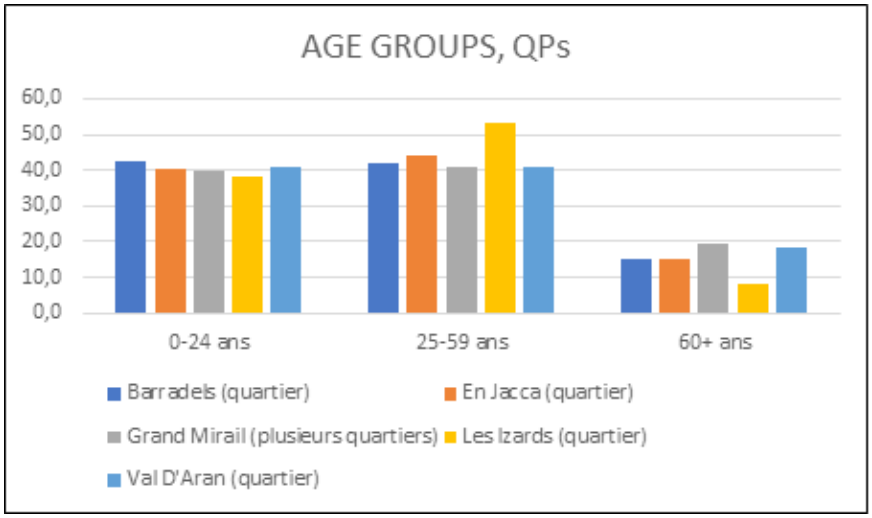
Entre les zones prioritaires et les zones de veille/neutre, il existe également une grande différence en termes de nombre d'habitants étrangers (tableau 2). Alors que dans les zones prioritaires le pourcentage se situe entre 18 % et 27 %, dans les autres territoires il est beaucoup plus faible : entre 3 et 7 %. Là encore, Arnaud Bernard, mais aussi Amouroux font exception avec 10,5 % respectivement 11,9 % pour ces derniers.

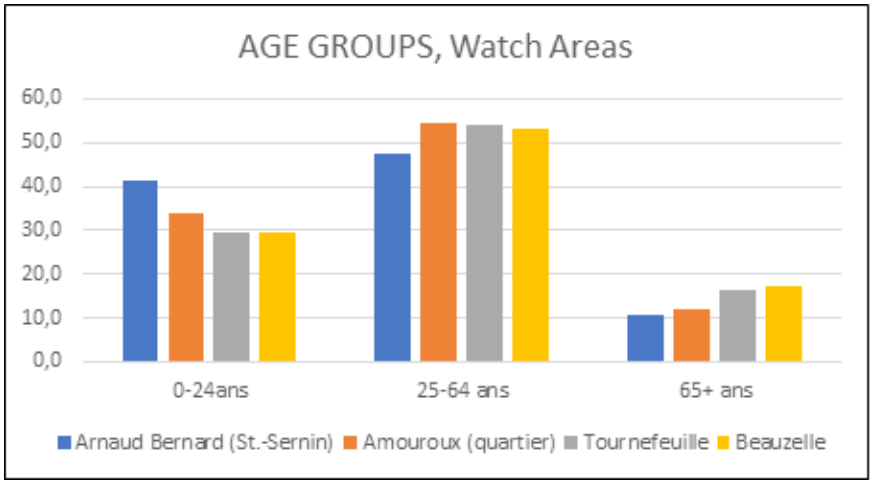
		étrangers	Étrangers en %.
QP	Barradels	316	19,6
QP	En Jacca	256	21,9
QP	Grand Mirail	8.461	26,7
QP	Les Izards	679	24,7
QP	Val d'Aran	551	18,3
QP	Vivier Maçon	219	20,7
Neutre	Aucamville	344	4,1
Neutre	Balma	668	4,0
Neutre	Castelginest	396	3,8
Neutre	Launaguet	474	5,3
Neutre	Seilh	123	3,8
Neutre	St. Orens de Gameville	352	3,0
Zone de veille	Arnaud Bernard	409	10,5
		foreigners	**Foreigners in %**
QP	Barradels	316	19,6
QP	En Jacca	256	21,9

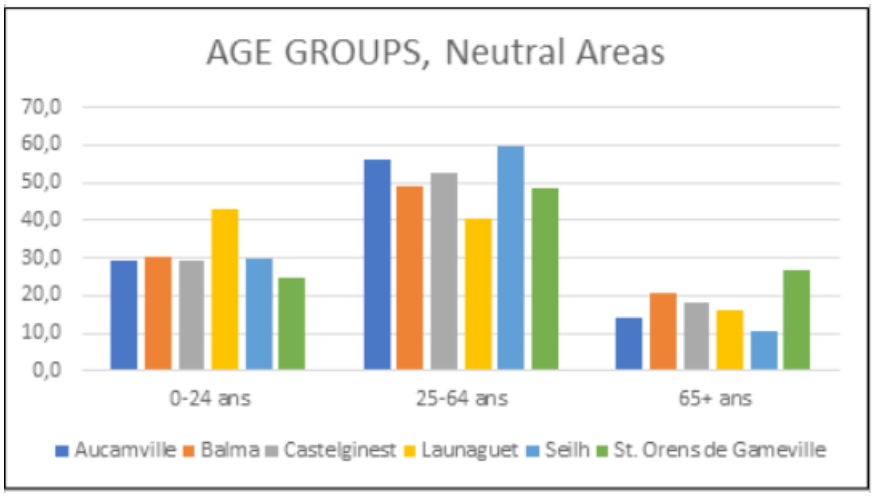
3. Tableau : Nombre total et pourcentage d'étrangers, source : INSEE, présentation personnelle

Un autre indicateur, qui montre les différences entre les zones prioritaires et les zones neutres/de veille, est l'âge des habitants (figure 1).

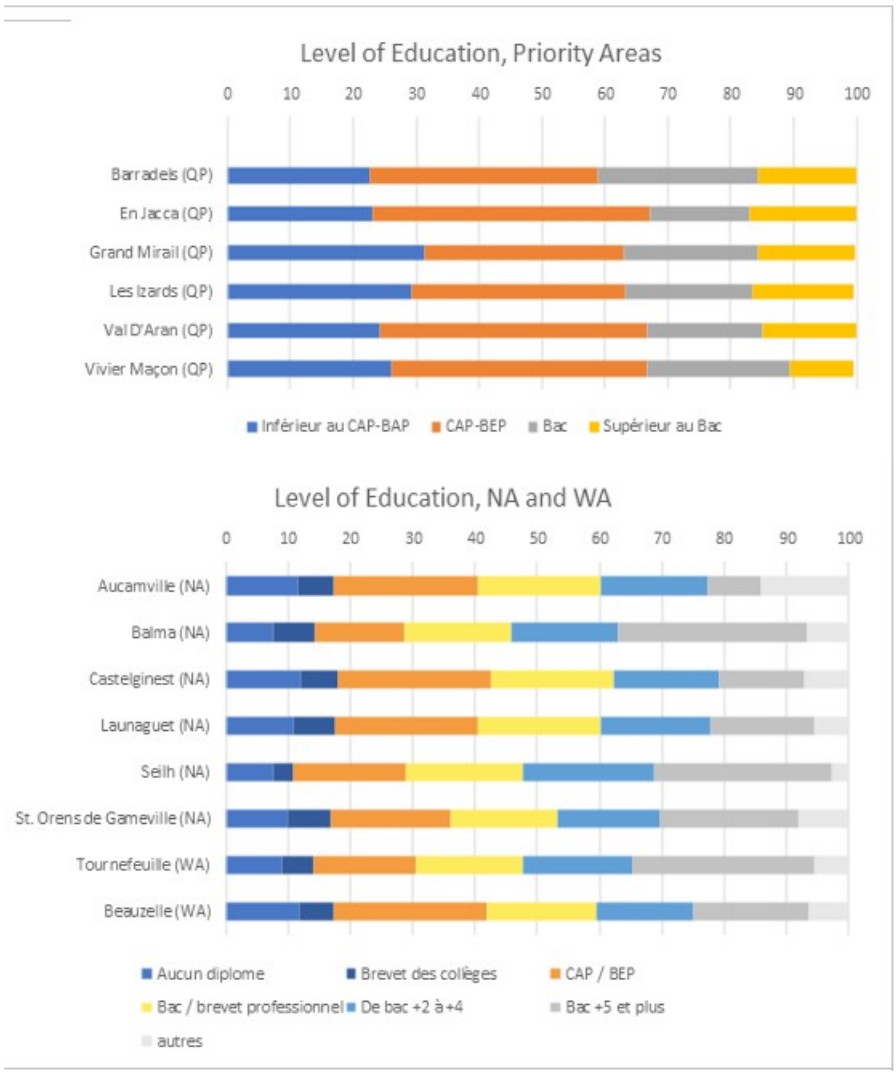
Alors que dans les Zones Prioritaires en 2017, entre 38,5 et 42,6 % des habitants avaient moins de 24 ans, dans les Zones de Veille/Neutre, ils étaient entre 24 et 33 %. Encore une fois, Arnaud Bernard - avec 41,6 % - se situe plus près des zones prioritaires. Une autre exception est la zone neutre de Launaguet avec 43,1 % de jeunes de moins de 24 ans.







Tranches d'âge par type de territoire, sources : Indicateurs QPV, S. 4 f./CAF, base allocataires des quartiers 2017 (QP), INSEE pop IRIS 2017 (NA et WA) ; propre présentation.



Niveau d'éducation ; sources : Insertion professionnelle INSEE ; INSEE sur : www.linternaute.com/. Pas de données pour Arnaud Bernard et Amouroux ; propre présentation

En ce qui concerne l'éducation (figure 2), nous pouvons à nouveau constater une différence entre les zones prioritaires et les zones neutres/veilleuses.

Le nombre d'habitants ayant un niveau d'éducation inférieur (aucun diplôme ou inférieur au CAP-BAP) dans les premiers est dans tous les cas supérieur à 20 %, dans les seconds inférieur à 20 %.

Au contraire, dans les zones prioritaires, environ 20 % des habitants ont un diplôme d'enseignement supérieur (supérieur au Bac). Dans les zones neutres et de veille, les chiffres sont très différents. Alors que dans la plupart des zones, plus de 20 % des habitants ont un diplôme supérieur (de bac +2 à +4 ou bac +5 et plus), Aucamville et Castelginest (deux zones neutres) sont visiblement en dessous.

	median income, household in €
Barradels (QP)*	13.350
En Jacca (QP)*	13.780
Grand Mirail (QP) *	12.790
Les Izards (QP) *	14.050
Val D'Aran (QP)*	15.100
Vivier Maçon (QP)*	13.660
Aucamville (NA)***	21.920
Balma (NA)***	26.830
Castelginest (NA)***	22.780
Launaguet (NA)**	22.560
Seilh (NA)***	28.800
St. Orens de Gameville (NA)**	29.670
Arnaud Bernard (St.-Sernin) (WA)**	18.900
Amouroux (WA)**	16.760
Tournefeuille (WA)***	28.210
Beauzelle (WA)***	24.650

Tableau : Revenu médian par ménage

Sources : * https://sig.ville.gouv.fr/ ** INSEE, IRIS 2017 *** INSEE, Dossiers complets 2017 : https://www.insee.fr

C'est l'indicateur utilisé pour définir les zones prioritaires, il n'est donc pas surprenant que les revenus y soient nettement inférieurs à ceux des autres territoires (entre 12 800 et 15 100 euros par an). Dans les zones neutres, ils se situent entre 22 000 € (Aucamville, Launaguet et Castelginest) et plus de 29 000 € (St. Orens de Gameville). Dans les zones de veille, Amouroux (16 760 €) et Arnaud Bernard (18 900 €) sont plus proches des zones prioritaires que les autres territoires. Mais les gens gagnent toujours plus que dans les zones prioritaires.

Pour d'autres comparaisons, Aucamville et Launaguet (comme NA) et Amouroux et Arnaud Bernard (comme WA) seront des cas intéressants.

Les taux de criminalité les plus bas (tableau 4) en 2018 montrent Castelginest (19,5 promille) et Launaguet (29,3 promille). Ceci est intéressant, car les revenus médians y sont comparativement faibles. La communauté de Colomiers qui comprend la zone prioritaire En Jacca a un taux de criminalité comparativement élevé de 52 promille. Dans la partie moyenne du spectre, on trouve quelques zones neutres et la zone de surveillance de Beauzelle.

De 2018 à 2019, le taux de criminalité dans tous les territoires – sauf deux : Seilh et Beauzelle – ont augmenté.

Pour d'autres comparaisons, il serait intéressant d'en savoir plus sur la perception subjective de la population, en particulier dans les territoires où le taux de criminalité est élevé (Tournefeuille et Colomiers/En Jacca), par rapport à ceux où il est plus faible ou en baisse (Castelginest, Seilh, Beauzelle).

	Taux de criminalité 2018 promille	Taux de criminalité 2019 promille	tendance
Aucamville (NA)	46,95	49,8	en haut
Balma (NA)	42,45	49,77	en haut
Castelginest (NA)	19,51	26,57	en haut
Launaguet (NA)	29,31	42,27	en haut
Seilh (NA)	30,64	27,07	en bas
St-Orens (NA)	32,47	49,31	en haut
Tournefeuille (WA)	52,13	67,67	en haut
Beauzelle (WA)	41,94	38,77	en bas
Colomiers (com. En Jacca, PA)	52,64	54,14	en haut
Cugnaux (com. Vivier Macon, PA)	31,51	48,45	en haut

4. Tableau : Taux de criminalité, 2018 et 2019, source : Ministère de l'Intérieur : Insécurité et délinquance, présentation personnelle.

	Habitants, 2017 (INSEE)	Violence non mortelle 2018 Nombre total	Violence non mortelle 2019 Nombre total	tendance
Aucamville (NA)	8.408	30	28	en bas
Balma (NA)	16.568	26	39	en haut
Castelginest (NA)	10.467	20	24	en haut
Launaguet (NA)	8.880	21	26	en haut
Seilh (NA)	3.269	6	4	en bas
St-Orens (NA)	11.830	10	31	en haut
Tournefeuille (WA)	26.962	51	73	en haut
Beauzelle (WA)	6.387	12	9	en bas
Colomiers (com. En Jacca, PA)	38.951	140	136	en bas
Cugnaux (com. Vivier Macon, PA)	17.974	33	64	en haut

*5. Tableau : Délinquance, violences non-mortelles 2018 et 2019, source : Ministère de l*Intérieur, présentation personnelle.*

Il est difficile de parvenir à une évaluation claire de la violence non mortelle (tableau 5) qui montre des chiffres relativement bas en général en comparant seulement deux années (2018 et 2019). Mais on peut dire qu'il y a une sacrée différence entre les différents territoires.

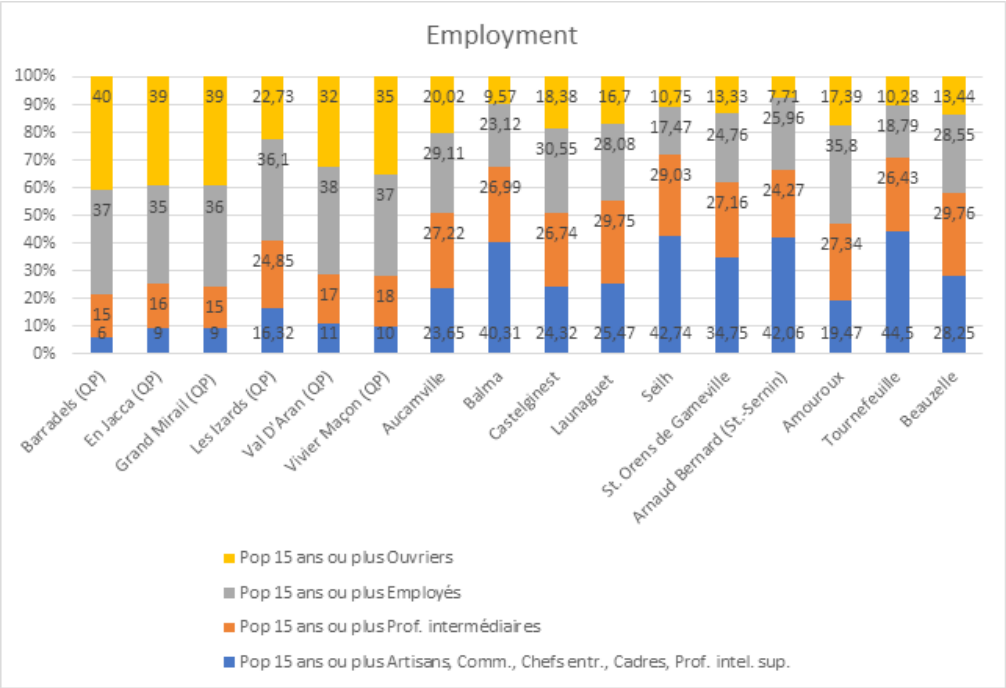
Là encore, Seilh et Beauzelle ont des chiffres visiblement plus faibles, ici : de violences non mortelles. Les deux chiffres diminuent de 2018 à 2019.

Le nombre de cas de violence non-mortelle commis à Colomiers (qui inclut En Jacca) est de 136. Toutefois, ce nombre semble plus faible, dans le contexte du nombre d'habitants, par exemple par rapport à Seilh :

- Seilh : 4 cas / 3.269 hab. en 2017 = 1,22 pour 1.000 hab.
- Colomiers : 136 cas / 38.951 hab. en 2017 = 3,49 pour 1.000 hab.

Il est évident que le pourcentage de travailleurs dans les zones prioritaires est beaucoup plus élevé (entre 32 % et 40 %) par rapport aux autres territoires. La seule exception est Les Izards avec environ 23 % de travailleurs. Le nombre le plus élevé de travailleurs parmi les zones neutres et de surveillance est celui d'Aucamville, avec 20 %. D'autre part, les professions supérieures sont particulièrement nombreuses à Balma (40 %), Seilh (43 %), Arnaud Bernard (42 %) et Tournefeuille

(44,5 %). Dans le reste des territoires, les professions de classe moyenne (employés et professions intermédiaires) dominent.

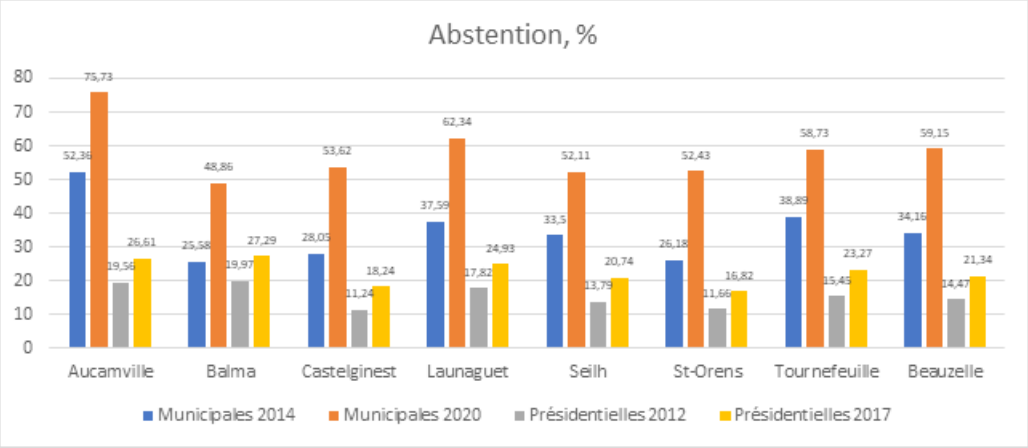


2. Figure : Statut d'emploi, différencié en quatre groupes : ouvriers, employés, "prof intermédiaires" et "Artisans, Comm., Chefs entrants, Cadres, Prof. intel. sup."

L'abstention (figure 4) aux élections politiques est un gros problème en France en général et dans les zones analysées en particulier. Le graphique montre que l'abstention était particulièrement élevée lors des élections municipales de 2020, ce qui est en partie lié à la crise du COVID-19. Il est difficile de savoir de quelle manière et dans quelle mesure la crise fausse le taux de participation et la participation politique.

Toutefois, une comparaison de l'abstention aux élections présidentielles et d'autres indicateurs (comme le déclin de la confiance dans les institutions) montre qu'il existe une tendance générale à une participation politique moins conventionnelle.

Nous constatons une très forte abstention aux élections municipales 2020 à Aucamville avec plus de 75 % et des taux d'abstention élevés à Launaguet, Tournefeuille et Beauzelle avec environ 60 %



3. Figure : Taux d'abstention, source : Ministère de l'Intérieur, présentation personnelle.

Sur la base des sept domaines prioritaires, nous avons montré les différences avec les zones dites de veille et les zones neutres.

De nombreux indicateurs donnent une image prévisible. Le revenu, par exemple, est beaucoup plus faible dans les zones prioritaires que dans le reste des territoires - le revenu est le facteur qui définit les zones prioritaires en France. Mais d'autres indicateurs montrent également la situation sociale et économique relativement plus faible des zones prioritaires. En termes de densité (hab. par ha), de niveau d'éducation ou de statut professionnel, elles sont toutes visiblement plus faibles que les zones de veille/neutre.

Ils comptent également un nombre plus élevé de jeunes (0-24 ans) et d'étrangers.

Néanmoins, il existe quelques exceptions qu'il convient d'examiner plus en détail :

- Launaguet compte un nombre élevé de jeunes ;
- les zones neutres d'Aucamville et de Balma ont un taux de criminalité comparativement élevé ;
- les zones de veille Arnaud Bernard et Amouroux affichent des revenus médians relativement faibles.
- tandis qu'à Arnaurd Bernard vivent beaucoup plus d'ouvriers qu'à Amouroux et sa densité est assez élevée.

Analyse métropolitaines

Rappel des indicateurs et de leur pertinence au niveau métropolitain

Les indicateurs que nous utilisons pour l'analyse ont déjà été décrits et expliqués dans les précédents D3.3. et D3.6., ainsi que Toulouse Métropole en tant que territoire spécifique. De plus, les indicateurs ont été mis en application à une échelle très locale le long du D3.6., et nous avons vu que certains étaient particulièrement pertinents pour comprendre l'expérience des quartiers cibles. D'autres indicateurs, en revanche, semblaient plus limités à l'échelle locale, mais pouvaient avoir du sens à l'échelle métropolitaine. C'est notamment le cas de certains indicateurs quantitatifs comme l'indice de Gini, qui reflète à la fois la mixité sociale et les inégalités au niveau local mais qui semble perdre ses valeurs positives si l'on mesure non pas la cohabitation des catégories sociales mais plutôt leur ségrégation. D'autres indicateurs dont nous disposions sont ceux de la ségrégation résidentielle fournis par France Stratégie, qui montrent notamment que la plupart de cette ségrégation est exponentielle en fonction de l'augmentation des revenus et non l'inverse, comme on a parfois tendance à le croire quand on travaille de trop près sur les QPV ou les quartiers populaires en général. Les mécanismes de cette ségrégation doivent d'ailleurs être compris pour assurer la cohésion des différentes catégories sociales sur un territoire et éviter les phénomènes de frustration relative ou de lutte des classes. Des outils conceptuels tels que la « distinction » de Pierre Bourdieu ou la « gentrification » des urbanistes pourraient nous aider. D'autres outils plus concrets, comme le taux d'évitement de la carte scolaire, permettent de mieux comprendre ces logiques et d'agir sur elles, comme le montre le projet de mixité engagé par l'éducation nationale et le conseil départemental.

Concernant les indicateurs qualitatifs, la pertinence peut là encore dépendre de l'échelle d'observation. Les trajectoires biographiques et la capacité à construire des perspectives d'avenir, notamment par l'identification, se jouent largement à l'échelle métropolitaine et définissent en partie des espaces fonctionnels qu'il est important d'identifier. Ainsi, les mouvements de population ne sont pas aléatoires. Les étrangers (hors Toulouse Métropole) ont tendance à s'installer dans le centre-ville, surtout pour de courtes périodes, alors que les Toulousains qui atteignent certains niveaux et étapes de vie préfèrent s'installer dans la périphérie proche : Tournefeuille, Blagnac, Balma, etc.

Nous allons donc reprendre ici les indicateurs et donner quelques éléments au niveau métropolitain. Nous insisterons ensuite sur deux éléments qui ne figurent pas dans nos indicateurs : la mobilité et quelques considérations générales sur la cohésion sociale au sens large.

- Facteurs socio-économiques
- Capital social et accès aux services
- Perspectives et identification
- Sécurité et criminalité
- Facteurs politiques

Facteurs socio-économiques

Toulouse est la 4th ville de France en termes de population, et elle continue de croître. Toulouse Métropole absorbe en effet une grande partie de cette croissance et stimule l'attractivité grâce à des secteurs économiques dynamiques comme la recherche en santé, le tourisme et bien évidemment l'aéronautique. Ces caractéristiques dynamisent l'économie de Toulouse Métropole et les conditions de vie en général avec un revenu médian de **23 090 €**, bien supérieur au revenu médian national (19 344 €). Cependant, son taux de pauvreté (15,8 %) est légèrement supérieur au taux national, et le chômage apparaît supérieur de plus de 5 points, avec 14,7 % en 2017.

Ces indicateurs, à l'échelle métropolitaine, ne peuvent servir qu'à mesurer une tendance générale et à identifier des ambiguïtés qui méritent d'être explorées à d'autres échelles. Mais ils servent aussi de point de comparaison qui permettra de mesurer les inégalités de revenus mais aussi de risques ou de vulnérabilités selon les territoires.

Un autre facteur plutôt indirect concerne le logement. Ici, nous avons principalement utilisé deux chiffres : le taux de logements sociaux et le taux de logements occupés par leur propriétaire. A Toulouse Métropole, 41,5 % des logements de la métropole (2018) sont des résidences principales occupées par leur propriétaire. Ce taux est inférieur au taux national, mais ce dernier comprend des zones plus rurales où la propriété dépend d'autres dynamiques que dans les villes. Parallèlement, 13,2 % des habitants sont locataires de logements sociaux. Bien que ce chiffre puisse paraître élevé, il est inférieur à la moyenne nationale, notamment pour les grandes villes qui sont obligées, en vertu de la loi SRU de 2000, de porter ce taux à 20 %.

Mais plus que le pourcentage de logements sociaux et de propriétaires occupants, c'est leur répartition qui peut nous renseigner sur la dynamique de la cohésion sociale. En effet, face aux effets de la ségrégation résidentielle induite par les plus hauts revenus, on trouve des poches à très faible taux de logements sociaux, des territoires plus équilibrés, et des territoires composés parfois jusqu'à 90 % de logements sociaux. Ces derniers cas montrent que les objectifs de diversité peuvent être stimulés à l'échelle métropolitaine par la création de poches de pauvreté. Ces zones peuvent présenter de nombreux avantages, comme celui de faciliter le regroupement de services particulièrement nécessaires aux populations les plus modestes et les plus précaires. Mais ils ont surtout tendance à générer des formes de stigmatisation. L'exemple du Vivier Maçon nous montre que cela ne conduit pas automatiquement à des problèmes de violence, mais toujours à des

processus d'identification négative qui fragilisent le rapport aux institutions et à la société en général.

En effet, le cas d'Andromède nous a montré que la stigmatisation précède parfois l'existence même de tels phénomènes. Les préoccupations de la municipalité concernant ce nouveau quartier étaient essentiellement formulées en termes de type de population par rapport au type de logement. Alors que le quartier construit au milieu des années 2000 était censé accueillir une population de cadres, l'arrivée de personnes aux revenus plus faibles et des services nécessaires à leur vie dans le quartier semble fragiliser la vie de quartier.

D'une manière générale, les indicateurs quantitatifs ne sont que la première étape d'une démarche qui doit chercher à comprendre la manière dont les différents acteurs et populations interagissent et constituent, par leur expérience partagée, le tissu social d'un territoire.

De ce point de vue, la mention du quartier du Mirail, et en particulier de la Reynerie et de Bellefontaine, par de nombreux acteurs comme figure repoussoir a attiré notre attention. En plus d'alimenter la stigmatisation qui touche les habitants de ce quartier, cette dynamique doit être examinée sous l'angle de la polarisation.

Capital social, accès aux services

Cette partie est peut-être l'un des angles morts de notre analyse. Certains services sont nécessaires à chaque niveau territorial, comme la santé de base, l'éducation élémentaire, le soutien administratif et l'accès aux droits, mais d'autres pourraient être plus efficaces et générer plus de "processus de liaison" s'ils étaient centralisés pour faire converger des personnes différentes, ce qui est le cas du centre-ville avec l'offre de loisirs. A l'échelle métropolitaine, l'élucidation totale de ces questions nécessiterait une analyse complète des mobilités : pourquoi et où les gens quittent-ils leur quartier, à la recherche de quel type de ressources ? Et comment cela varie-t-il d'un territoire à l'autre. De nombreux discours ont été entendus sur les mobilités des habitants des différents quartiers, mais peu de données objectives, et aucune étude systématique ne sont disponibles. Il serait intéressant, par exemple, d'en savoir plus sur la socialisation entre les jeunes des différents quartiers dans le centre ville. Il serait également intéressant de mieux comprendre la spécialisation fonctionnelle de la métropole et comment celle-ci peut renforcer les rencontres avec l'altérité, et générer de la diversité non seulement en termes objectifs, mais aussi subjectifs : comment créer ou soutenir des lieux de rencontre afin de favoriser des processus d'identification multiples ?

Perspectives et identification

Là encore, le type de données quantitatives disponibles semble avoir une pertinence limitée, du moins au niveau municipal. Des enquêtes plus fines sur les perceptions des habitants seraient

utiles. Considérer ce qu'une métropole peut offrir en termes de perspectives serait une question très intéressante, permettant d'élargir notre conception des termes et de préciser notre compréhension du territoire. Certains territoires sont-ils conçus comme offrant de meilleures perspectives que d'autres ? Certains d'entre eux sont-ils un but à atteindre pour y vivre ? Ces questions posées au niveau local devraient nous permettre de voir comment la métropole s'articule en tant que système dans la manière dont les gens la conçoivent par rapport à leurs propres trajectoires passées et futures.

Sécurité et criminalité

En matière de sécurité, ou plutôt de délinquance, la transition post-Covid de 2020 à 2021 voit la plupart des crimes et délits augmenter, et en particulier ceux liés au trafic de drogue, qui augmentent de +33,94 %.

Cette augmentation est très inégalement répartie sur le territoire et les mêmes crimes peuvent toucher différemment certaines zones. Pour travailler plus en détail, nous avons cherché à analyser les données qui nous semblaient particulièrement pertinentes. Par exemple, les infractions contre l'autorité ont augmenté de 2,4 % entre 2020 et 2021, ce qui pourrait indiquer un processus de défiance envers ces autorités au moins chez une partie de la population. Cependant, ces chiffres doivent être lus avec parcimonie car ils peuvent aussi refléter des contextes particuliers, comme a p. l'être la mobilisation des gilets jaunes.

En revanche, certaines formes de violence sont difficiles à voir dans ces chiffres, car elles sont moins souvent dénoncées ou plus insidieuses. Les pressions et les menaces, notamment dans le cadre du trafic de drogue, mais aussi les violences liées au genre, qui restent difficiles à comptabiliser en dehors des féminicides et des violences domestiques graves.

Facteurs politiques

Commençons par les élections : comme toutes les autres villes de France, Toulouse et sa métropole ont connu une augmentation significative du taux d'abstention ces dernières années. Avec un taux d'abstention de 55,4 % au premier tour des élections municipales de 2020, Toulouse Métropole compte plus de personnes ayant le droit de voter et ne le faisant pas (puisque l'abstention ne comptabilise que les inscrits n'ayant pas voté) que de personnes ayant voté. Cependant, il faut se garder de considérer cet indicateur comme clair et univoque car l'abstention peut avoir des motivations multiples comme ne pas avoir de motivation du tout. Elle peut signifier aussi bien un désintérêt qu'une protestation, contre les choix des candidats ou contre le système représentatif lui-même.

Là encore, une analyse détaillée des déterminants de l'abstention serait d'une grande utilité, mais heureusement, cet indicateur n'est pas le seul dont nous disposons.

Parmi les résultats des votes, notamment aux élections municipales, des résultats serrés entre deux candidats idéologiquement très opposés, comme l'étaient les deux listes aux élections municipales, doivent nous alerter. Cela signifie qu'il existe une tension entre deux courants qui ne sont pas nécessairement constitués en groupes et ne se considèrent pas nécessairement comme des ennemis au sens plein du terme, mais qui s'opposent néanmoins. La désignation de l'adversaire par des termes absolus tels que "radicaux" ou "extrémistes", réfutant sa légitimité à entrer dans le jeu de la démocratie, doit également nous interroger.

Mobilité et analyse fonctionnelle

Il peut sembler évident d'écrire que la mobilité est un défi majeur pour une métropole. Cependant, cette dimension est apparue sous différents chapitres de notre analyse qui doivent être pris en compte : la mobilité quotidienne à l'intérieur de la métropole définit des zones fonctionnelles dans la métropole avec des zones d'activités, des zones résidentielles, des zones de loisirs, etc. Il est crucial de pouvoir comprendre les implications de ces déplacements afin d'articuler certaines réponses aux enjeux de cohésion sociale qui ne peuvent être abordés qu'à l'échelle métropolitaine. Les cas d'Andromède et d'Arnaud Bernard sont intéressants sur ce point car ces deux territoires dépendent beaucoup de ces mouvements. Andromède accueille une population qui semble utiliser l'espace public à son minimum ce qui rend difficile la génération de cohésion sociale à l'échelle du quartier. Arnaud Bernard, au contraire, est un lieu de loisirs très attractif avec beaucoup de bars, de restaurants et d'activités pour des personnes qui n'y habitent pas, ce qui a un fort impact sur la vie sociale.

La mobilité quotidienne ou occasionnelle a également été utilisée comme indicateur par les professionnels des domaines prioritaires. Il est intéressant de noter que deux manières différentes d'aborder cette question ont été observées. A Reynerie, la crainte de communautés fortes et d'enfermement sur le territoire conduit certains professionnels à pousser à une plus grande mobilité des habitants hors du quartier. « Ils ne sortent pas d'ici » était une phrase courante, notamment chez les agents municipaux. Cependant, nous devons être attentifs à considérer cette phrase comme la manifestation d'une préoccupation et non pas exactement comme une réalité, car de nombreux travailleurs sociaux ont souligné combien il était courant, surtout pour les jeunes, d'aller dans le centre ou dans d'autres quartiers. En même temps, la Reynerie fournit tous les services et équipements nécessaires à sa population, ce qui lui permet une certaine autonomie. La perspective était complètement opposée au Vivier Maçon, très proche du centre-ville de Cugnaux : la préoccupation des professionnels et des habitants était de faire en sorte que les gens du centre entrent dans le Vivier, utilisent ses services et ses commerces. La fierté exprimée par les habitants à propos de l'école primaire en est un exemple :

Bien sûr, la proximité du centre-ville et la taille de la commune et du quartier sont des facteurs importants à prendre en compte. Mais inciter davantage de personnes à utiliser la Reynerie pourrait être une perspective intéressante, y compris en ce qui concerne la scolarité.

Enfin, on observe une mobilité de plus longue durée, due à la combinaison des trajectoires biographiques, des aspects fonctionnels des différents espaces et de l'importante pression démographique. Toulouse accueille beaucoup d'étrangers, c'est-à-dire de non Toulousains, et de population non française, grâce à ses offres attractives en matière d'études et d'emploi. Mais comme dans toute métropole, Toulouse, et surtout son centre-ville, sont vécus comme des territoires de transition pour acquérir des diplômes et de l'expérience, et pouvoir ensuite accéder à la propriété dans sa périphérie, généralement moins chère et offrant de meilleures conditions de vie. Ces mouvements sont d'une grande importance car ils façonnent le type d'engagements et d'attachements des habitants. La fonction de transition de la Reynerie pourrait être l'une des causes des taux d'abstention élevés, alors que la même fonction à Arnaud Bernard, pour un autre type de population (les étudiants), tend à façonner des dynamiques politiques spécifiques qui ne sont pas nécessairement centrées sur le quartier mais qui ont un fort impact sur les dynamiques du quartier.

Une cohésion sociale métropolitaine ? Démocratie et diversité

Les éléments avancés jusqu'à présent nous permettent de tracer quelques lignes de travail pour articuler la question de la cohésion sociale au niveau des districts et de la Métropole. Tout d'abord, il convient de prendre en compte le fait que la cohésion sociale ne peut être un objectif en soi. Tout au long de l'analyse, nous avons souligné que nous observons différentes formes de cohésion entre les phénomènes de bonding, de bridging et de linking. Dès lors, la question qui doit être posée est celle de la forme de démocratie dans sa capacité à impliquer tous les citoyens dans une dynamique de cohésion.

Dans le D3.6, nous nous sommes concentrés sur l'échelle du quartier et avons observé des dynamiques qui relèvent essentiellement du lien et du rapprochement, avec des mouvements associatifs, des communautés religieuses, des réseaux de solidarité plus ou moins denses et leurs interconnexions. Nous avons souligné l'importance pour les institutions d'assurer leur présence et leur soutien auprès des personnes les plus vulnérables afin, notamment, d'assurer une bonne cohabitation entre ces groupes. Enfin, au niveau local, nous avons étudié la manière dont les identifications multiples à différents groupes peuvent favoriser la bonne entente et limiter la violence. Ce fut le cas du conseil citoyen du Vivier Maçon, avec sa stratégie de proximité, mais aussi, à un autre niveau, des propos tenus par les habitants de la Reynerie concernant la perte de régulation du trafic de drogue dans le quartier.

Mais à l'échelle métropolitaine, ces groupes à forte cohésion et identité sont plus difficiles à envisager dans leurs spécificités et interrelations. Au-delà du bonding et du bridging, la Métropole peut être l'espace du linking, c'est-à-dire de l'identification à la société générale et à ses mécanismes d'intégration. Ainsi, la spécialisation fonctionnelle de certains espaces peut paraître problématique à l'échelle de territoires pensés comme autonomes, comme le quartier

d'Andromède, mais ces problèmes peuvent être nuancés dès lors que l'on prend en compte la manière dont ses habitants circulent et s'inscrivent dans des logiques plus larges.

L'échelle métropolitaine apparaît en effet comme la plus pertinente pour juger de l'impact des inégalités et du fonctionnement démocratique. La stigmatisation de la Reynerie en est un exemple fort : si le quartier est beaucoup moins isolé que ne l'affirment les discours qui circulent à son sujet, c'est en observant la manière dont il est perçu dans d'autres espaces et ce que génère l'arrivée de populations étiquetées comme venant du Mirail que nous avons p. comprendre l'importance de ces discours sur la polarisation et la manière dont la cohésion sociale est affectée. De ce point de vue, la mixité sociale correspond donc à la fois aux questions de ségrégation résidentielle et à la coprésence de fait de personnes aux sociologies et aux niveaux de vie différents, mais elle renvoie d'abord à l'asymétrie avec laquelle certaines catégories sociales sont considérées en fonction de leur niveau de vie, de leur origine ou religion réelle ou supposée, de leur lieu de résidence, etc.

Que peut donc faire la démocratie ?

Conclusion / Recommandations

Les rapports d'analyse visent à permettre une meilleure compréhension du phénomène de radicalisation et de sa prévention sur le territoire de Toulouse Métropole. Ce premier livrable est fondamental car il apporte les bases d'une analyse générale. Dans un premier temps, il a fallu définir les termes, façonner l'objet à étudier. Ce n'était pas une tâche facile car la radicalisation, l'extrémisme et la citoyenneté peuvent être pensés de manière très différente et tous les partenaires ont apporté des expériences différentes. Cependant, cette diversité a fini par renforcer la cohérence du projet, car elle nous a permis de partir d'une idée large, pour la restreindre progressivement à travers les concepts que nous avons présentés dans la première partie de ce rapport. À la suite de nos discussions, nous avons choisi de nous concentrer sur les indicateurs de polarisation au niveau local, car ces indicateurs sont considérés comme révélateurs des conditions environnementales de la montée de la radicalisation et de l'extrémisme et de leurs résultats violents.

Analyse d'un territoire pour la promotion de la démocratie

Le processus que nous avons mis en œuvre pour l'analyse comprenait une méthodologie inductive. Cependant, nous voudrions insister maintenant sur un autre aspect de l'induction lorsqu'elle est utilisée sur des sujets sensibles directement avec la population concernée : produire de la connaissance avec les habitants inclut un accord implicite sur la reconnaissance de leur expérience. Cet accord, pour notre propos, peut être au moins aussi précieux que l'analyse elle-même.

> **Cela ne mènera peut-être à rien, mais je voudrais vous remercier de nous avoir écoutés.**

Cette phrase, racontée par un habitant à la fin d'un focus group, montre à quel point le simple fait d'être présent et humble face aux situations abordées peut avoir un impact. Cette démarche doit cependant être suivie non seulement de mesures publiques contre l'insécurité et la criminalité, mais aussi de réponses concrètes aux préoccupations locales. D'une part, ce processus est nécessaire pour maintenir la confiance dans les institutions et soutenir la démocratie d'une manière plus inclusive et directe. D'autre part, il faut rester attentif à chaque demande, car la plupart d'entre elles peuvent concerner la démocratie, la cohésion sociale et même la violence, bien que de manière implicite. Les demandes de soutien pour faire venir de nouveaux professionnels de la santé peuvent sembler n'avoir aucune corrélation avec la violence radicale, mais ce n'est que dans le processus de compréhension des causes et des conséquences de l'absence de ces professionnels que nous pourrons favoriser la cohésion sociale de manière

démocratique. On apprend ainsi que les médecins de la Reynerie subissent des menaces et des perturbations de la part de consommateurs de drogues désespérés et de dealers à la recherche d'ordonnances. Mais on ne peut oublier que la santé est un droit fondamental et un pilier de la sécurité des citoyens.

La première recommandation serait donc de poursuivre et de **renforcer la dynamique de production d'analyse et de compréhension du territoire directement avec les habitants** et les professionnels de la sécurité, de l'urbanisme et des travailleurs sociaux, car ce n'est que dans le croisement de ces regards que peuvent apparaître des enjeux fondamentaux et des solutions innovantes, comme l'a montré la politique française de soutien aux familles et aux personnes vulnérables à la radicalisation. Les ressources pour ce faire existent déjà, et une petite impulsion devrait suffire à améliorer leur impact. Les **Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) sont un bon exemple de transversalité qui pourrait être renforcée** non seulement pour discuter des faits de violence ou de nuisance, mais aussi pour permettre une analyse plus large et plus précise des causes profondes du phénomène observé dans une approche de long terme.

Les acteurs de la prévention sur le territoire

En fait, contrairement à certains récits affirmant que les QPV sont des « territoires perdus de la République », nous avons trouvé sur ces territoires des ressources plus fortes que dans beaucoup d'autres territoires. Le seul territoire exploré où les ressources manquent réellement est peut-être Andromède, en raison de son émergence récente. L'existence de nombreux acteurs désireux et travaillant pour avoir des impacts positifs sur les territoires a réellement marqué notre analyse. Ces acteurs peuvent être publics ou privés, beaucoup d'entre eux sont déjà soutenus par des fonds publics, mais une attention particulière doit être portée sur les dynamiques potentielles de concurrence qui tendent à opposer ces acteurs au lieu de les rendre complémentaires. La coordination, cependant, n'est peut-être pas la meilleure position car elle implique une approche descendante alors que **l'expertise provient souvent de la communauté elle-même.**

Beaucoup de ces acteurs sont concentrés sur leur territoire. Faciliter les connexions entre eux à travers les zones métropolitaines pourrait également aider certains d'entre eux à trouver un soutien directement auprès d'acteurs locaux qui sont passés par des processus similaires et qui seraient le soutien le plus approprié.

Recherche, documentation et formation

L'une des caractéristiques de Rad2citizen a également été d'amener beaucoup d'acteurs et de recherches universitaires sur le terrain. Les coûts d'entrée peuvent sembler élevés et des « traductions » peuvent être nécessaires au début du processus, mais l'association des praticiens de première ligne avec les chercheurs a montré ses avantages à la fois pour renforcer les capacités

d’adaptation de ces professionnels et pour alimenter la recherche avec des questions réelles et des tendances de fond.

Les partenariats avec les universités et les chercheurs peuvent donc être poursuivis et renforcés et du temps de travail devrait être accordé à tous les professionnels pour la documentation et la formation. Cela peut avoir des effets multiples : de la consolidation des positions professionnelles sur des bases académiques à l’orientation des choix de leur action vers des tendances qui ne sont visibles qu’à travers des recherches plus larges.

Références

APPADURAI Arjun. 1996. *Modernity at large : cultural dimensions of globalization*. Minneapolis, Minn : University of Minnesota Press.

BERNER Heiko. 2022. « The Prevention of Extremism and the Role of Safety : Essaion a Well-Balanced Relationship Between Social Work and Law Enforcement », *European Journal for Security Research*, 06th September

BERTRAND Romain. 2020. « Pour une définition relationnelle des radicalités ». *Pensée plurielle* n°51(1).

BÖHNISCH Lothar. 2017. *Abweichendes Verhalten : Eine pädagogisch-soziologische Einführung". 5*. Auflage.Weinheim : Beltz Juventa.

BOLTANSKI Luc. 2009. « L'inquiétude sur ce qui est. Pratique, confirmation et critique comme modalités du traitement social e l'incertitude ». *Cahiers d'Anthropologie Sociale* -1(5).

BÜHLMANN Marc, MERKEL Wolfgang, MÜLLER Lisa, GIEBLER Heiko, et WEBELS Bernhard. 2012. « Demokratiebarometer : ein neues Instrument zur Messung von Demokratiequalität ». *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft* -6(1).

CASILLI Antonio. 2010. *Les liaisons numériques*. Paris : Le Seuil.

CLARIDGE Tristan. 2018. « Fonctions du capital social - bonding, bridging, linking ». *Recherche sur le capital social.* 1-7.

Commission européenne, Direction générale de la politique régionale et urbaine. 2011. *Investir dans l'avenir de l'Europe. Cinquième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*

Conseil de l'Europe. 2010. *Nouvelle stratégie et plan d'action du Conseil de l'Europe pour la cohésion sociale*. Disponible en ligne sur : https://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/source/RevisedStrategy_en.pdf.

DE FÉO Agnès. 2021. *Derrière le niqab*. Paris : Armand Colin.

DESCOLA Philippe. 2019. « Induction et déduction », *Cours au collège de France*, le 6 mars 2019

FOUCAULT Martial. 2019. « Numéro spécial sur la citoyenneté française critique ». *Politique française.* 17(4).

FREITAG Markus, et BÜHLMANN Marc. 2005. « Politische Institutionen und die Entwicklung generalisierten Vertrauens. Ein internationaler Vergleich ». *Politische Vierteljahresschrift.* 46(4)

FREY Bruno S., et STUTZER Alois. 2000. « Happiness Prospers in Democracy ». *Journal of Happiness Studies.* 1(1).

GALIMBERTI Deborah, PINSON Gilles, et SELLERS Jefferey. 2017. « Métropolisation, intercommunalité et inégalités sociospatiales ». *Sociétés contemporaines.* 3(107).

GALIMBERTI Deborah. 2019. « Un étatisme métropolitain ? Politiques territoriales de développement économique et réétalonnage de l'État : le cas de la métropole lyonnaise ». *Gouvernement et action publique.* 3(8).

GARCIN-MARROU Isabelle. 2001. *Terrorisme, médias et démocratie*. Lyon : PUL.

GHOSH, Priyo, WARFA Nasir, MCGILLOWAY Angela, ALI Imran, JONES Edgar, BHUI Kamaldeep. 2013. « Violent Radicalisation and Recruitment to Terrorism. Perspectives de bien-être et de cohésion sociale des citoyens d'origine musulmane ». *Sociology Mind*. vol. 3, n° 4, pp. 290-297.

GRANOVETTER Mark. 1985. « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness ». *American Journal of Sociology.* 91(3). pp. 481-510.

GÜNTNER Simon. 2009. « Bewegte Zeiten. Anmerkungen zur sozialen Kohäsion in europäischen Städten ». *Informationen zur Raumentwicklung Heft.* 6. pp. 379-393.

HOPKINS Nick et KAHANI-HOPKINS Vered. 2009. « econceptualiser l'extrémisme et la modération : From Categories of Analysis to Categories of Practice in the Construction of Collective Identity ». *British Journal of Social Psychology.* 48(1).

INGOLD Tim. 2000. *La perception de l'environnement*. Londres : Routledge.

JENSON Jane. 2010. *Définir et mesurer la cohésion sociale*. UNRISD.

KAYA Ayhan. 2020. « State of the Art on Radicalisation. Radicalisation islamiste et nativiste en Europe ». *Document de travail n° 12*.

KHOSROKHAVAR Farhad. 2018. *Le nouveau djihad en Occident*. Paris : Robert Lafont.

MARTIN Olivier. 2012. « Induction-déduction », *Sociologie* [En ligne]. Les 100 mots de la sociologie. consulté le 20 septembre 2022. URL : http://journals.openedition.org/sociologie/1594

MILIOPOULOS Lazaros. 2018. « kapitel vi ursachen für politischen extremismus ». *Extremismusforschung*. Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG.

MILLER Daniel, et SLATER Don. 2000. *The Internet, an ethnographic approach*. Berg. Oxford.

NAEPELS Michel. 2006. « Quatre questions sur la violence ». *L'Homme.*

NEUMANN Peter et KLEINMANN Scott. 2013. « Quelle est la rigueur de la recherche sur la radicalisation ? ». *Democracy and Security.* 9(4).

ONPV, *Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sur Twitter*, juillet 2022.

PANGRAZIO Luci. 2019. *Les littératies des jeunes à l'ère numérique : continuités, conflits et contradictions*. Londres ; New York, NY : Routledge, Taylor & Francis Group.

PESQUEUX Yvon. 2014. « De la notion de territoire ». *Prospective et stratégie.* Numéros 4-5(1).

PRZEWORSKI Adam. 2003. « liberté de choisir et démocratie ». *Economics & Philosophy.* 19(2).

PUTNAM Robert D. 1995. « Tuning In, Tuning Out : The Strange Disappearance of Social Capital in America ». *PS : Political Science and Politics.* 28(4).

RAGAZZI Francesco, DIVIDSHOFER Stephan, PERRET Sarah, et TAWFIK Amal. 2018. *Les effets de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sur les populations musulmanes en France. Enquête quantitative*. Paris : Centre d'Etude sur les Conflits.

SCHIEFER, David, NOLL (VAN DER) Jolanda, DELHEY Jan, BOEHNKE Klaus. 2012. *Kohäsionsradar. Zusammenhalt messen. Gesellschaftlicher Zusammenhalt in Deutschland. Ein erster Überblick*. Bertelsmann Stiftung.

SELLERS Jefferey, KITAYAMA Toshiya, HOFFMANN-MARTINOT Vincent, et KÜBLER Daniel. 2008.« Gouvernance métropolitaine et inégalités sociales. Programme de recherche de l'Observatoire International des Métropoles », 11 avril, Session conjointe ECPR Rennes.

TRUC Gérôme. 2016. *Sidérations, une sociologie des attentats*. Paris : PUF.

VIJAYA Ramya M., WILENT Anthony, CATHCART Jessica, FIORELLINI Ryan. 2018. « Economic underpinnings of violent extremism : Une exploration transnationale de données d'enquêtes répétées ». *Développement mondial.* 109. pp. 401-412.

WEERT (VAN DE) Annemarie, et EIJKMAN Quirine A. M. 2019. « Subjectivité dans la détection de la radicalisation et de l'extrémisme violent : La perspective d'un travailleur de jeunesse ». *Sciences comportementales du terrorisme et de l'agression* politique, 11(3).

WIEVIORKA Michel, et WOLTON Dominique. 1987. *Terrorisme à la une*. Paris : Gallimard.

WINTROBE Ronald. 2006. « Extremism, suicide terror, and authoritarianism ». *Public Choice.* 128. pp. 169-196.

WOOLCOCK Michael. 2001. « Microenterprise and Social Capital : A Framework for Theory, Research, and Policy ». *The Journal of Socio-Economics.* 30. pp. 193-198.

ZICK Andreas. 2020. « Dynamiken, Strukturen und Prozesse in extremistischen Gruppen ». dans Brahim BEN SLAMA, Uwe KEMMESIES (ed.). *Handbuch Extremismusprävention. Gesamtgesellschaftlich. Phänomenübergreifend. Bundeskriminalamt.* Wiesbaden. pp. 269-311.